



RAPPORT DES RÉGIONS

2013

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



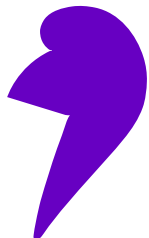


RAPPORT DES RÉGIONS

2013

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



ÉDITO

L'activité d'une association généraliste comme la Ligue des droits de l'Homme couvre des champs à ce point divers et étendus que leur énumération pourrait suffire à la présenter. Pourtant, si la simple accumulation de ses interventions témoigne de sa vitalité et de son esprit d'offensive, elle ne suffit pas à faire sens. En effet, l'activité de la LDH s'inscrit dans un contexte et répond à des défis, défis qui lui sont posés par les tumultes du monde et les soubresauts de l'actualité nationale ou européenne. Ainsi devons-nous tout à la fois dresser l'inventaire de nos actions, mais aussi nous demander si ce qui a été réalisé a eu une portée au regard du contexte et des nécessités. C'est pour cette raison qu'un rapport d'activité est une invitation à jeter un regard rétrospectif sur l'année 2013.

Cette période peut sans doute être caractérisée par une séquence qui n'en finit pas de durer, au cours de laquelle le pessimisme de l'intelligence le dispute à l'optimisme de la volonté. Avec, à la clé, quelques avancées importantes – on pense évidemment au vote de la loi sur le mariage pour tous et l'ouverture de l'adoption à tous les couples, à la possible délivrance du titre de séjour pluriannuel aux étrangers. Mais la création de ces nouveaux droits ne parvient à exorciser une montée des périls, à double entrée. D'une part la précipitation de nouvelles, elles, exécrables : l'affaire Cahuzac, avec ses conséquences sur la perception qu'ont les citoyens de la démocratie représentative ; l'intervention française au Mali qui, au-delà d'une complexité qui défie une approche binaire, renforce de fait une conception traditionnelle – au mauvais sens du terme – des rapports de notre pays vis-à-vis de l'Afrique ; le scandale de la viande de cheval, qui contribue à inquiéter profondément l'homme de la rue quant à la réalité de la protection dont il bénéficie de la part des pouvoirs publics, le tout sur un fond d'inquiétude économique dont le chômage est à la fois le symptôme et le symbole... L'idée commence alors à s'imposer que les promesses de la période électorale – ou ce qui a été perçu comme tel – sont en passe d'être mises à la trappe. C'est évidemment le cas avec les

deux revendications symboliques portées par la LDH : le droit de vote et d'éligibilité des résidents non européens aux élections locales, et le récépissé de contrôle d'identité.

Dans ce contexte où tout combat est encore possible, à condition de le vouloir, la volonté semble faire défaut et le projet du changement maintenant se dissoudre au rythme même, non des difficultés, mais des adversités auxquels l'exécutif se heurte. Adversités qui vont aller se radicalisant, d'abord sur le terrain des problèmes de société – radicalisation qu'incarnent, chacun à leur manière, la Manif pour tous, le Printemps français et le « jour de colère » –, puis sur les questions économiques, en faisant délibérément de la question fiscale une porte d'entrée massive des logiques de fragmentation et d'inégalité. Une dimension que le mouvement des Bonnets rouges – au-delà des complexités qui le tissent – illustre parfaitement.

Cette évolution radicale n'échappe évidemment pas à la LDH. Celle-ci, au terme d'une réflexion qui aboutira à son congrès de Niort, met en garde d'une part l'exécutif et les parlementaires contre les conséquences d'engagements non tenus, et, d'autre part, affiche la lutte et la mobilisation contre les idées d'extrême droite comme l'une de ses grandes priorités.

Tel est finalement, tout au long de l'année 2013, le cadre politique qui accompagne et encadre notre activité pour la défense des droits ; tel est le contexte qui nous fait mettre la notion d'égalité au cœur de nos démarches. Bien évidemment, ce cadre évolue, et, force est de le reconnaître, il évolue mal. Les rendez-vous manqués de l'action gouvernementale se doublent en effet des sorties de celui qui n'est alors que ministre de l'Intérieur : sur les Roms, sur le bien-fondé de la réforme de la justice, sur les relations entre le citoyen et la police qui tendent à renforcer les mutations négatives qui taraudent en profondeur l'Europe et la France. Le racisme et l'antisémitisme, la montée des peurs agitées contre les musulmans réels ou supposés, la xénophobie

ambiante ne font qu'alimenter les craintes exprimées par la LDH, légitimer ses mobilisations et confirmer la pertinence de ses analyses. L'année 2013 s'est à ce titre caractérisée par une recrudescence des propos et actes racistes, contraignant la LDH de battre à nouveau le pavé avec tous les démocrates pour refuser de telles logiques d'exclusion et de haine. Les pages qui suivent portent témoignage des efforts que les sections de la LDH, de la LDH tout entière ont déployés sur le terrain, pour défendre celles et ceux qui en avaient besoin, faire prévaloir la justice et le droit sur l'arbitraire, arracher aux logiques mécaniques de l'administratif ces minuscules victoires qui sont la marque de l'humanité. Aucune d'entre elles n'est négligeable.

La LDH a su, pour ce faire, être fidèle à sa mission de rassemblement d'acteurs extrêmement divers ; elle a eu le mérite de maintenir, envers et parfois contre tous, la pertinence et l'urgence à construire une société de solidarité, d'égalité des droits, de garanties effectives des libertés de chacune et de chacun. Tous les efforts dont ce rapport porte témoignage se sont inscrits dans cette perspective ; tous ont contribué à transformer les inquiétudes ambiantes en un commun espoir d'avenir solidaire.

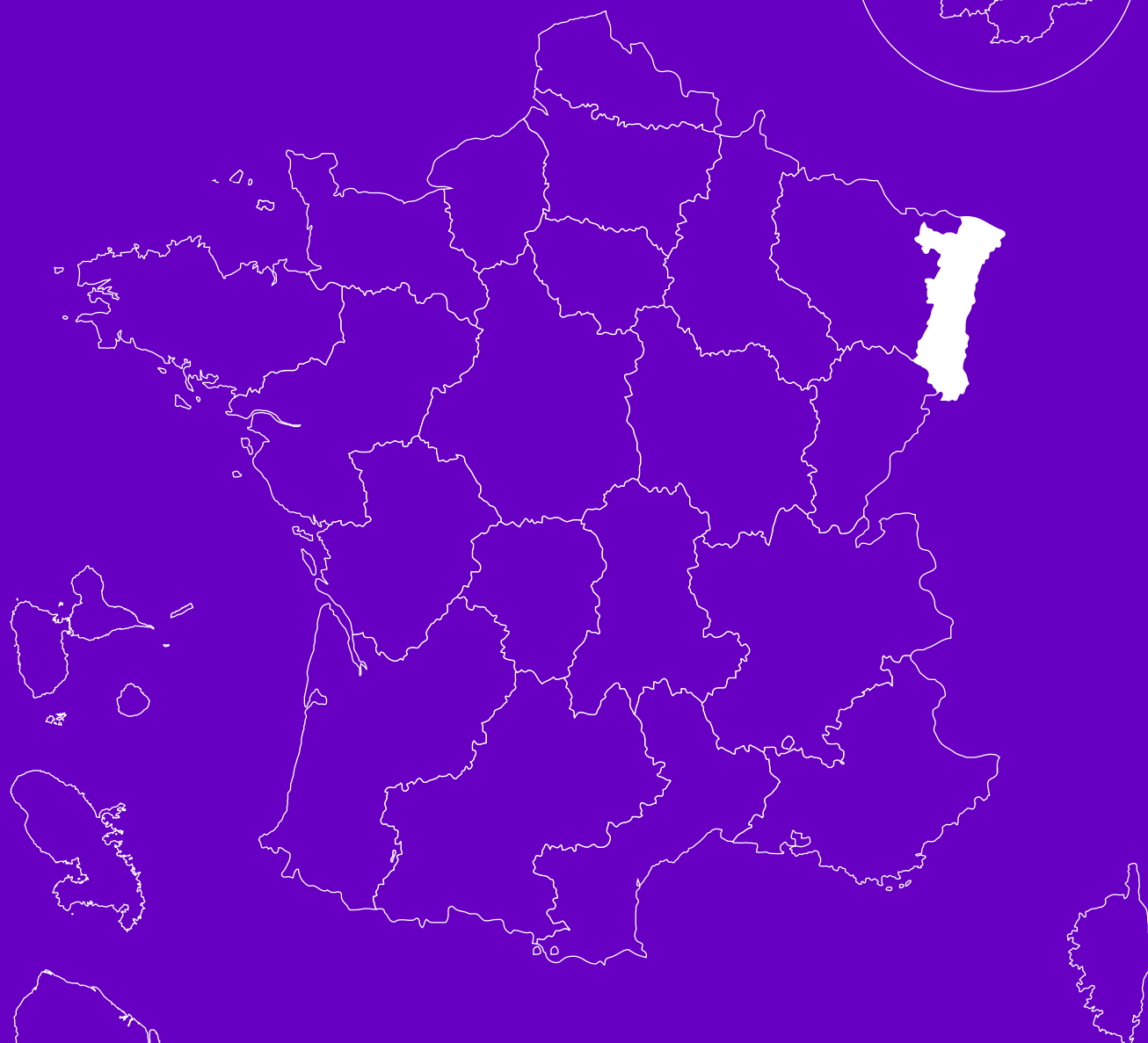
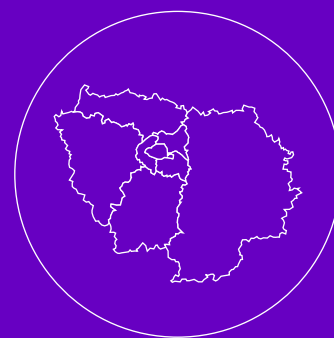
Pierre Tartakowsky
Président de la LDH

SOMMAIRE

ALSACE	P.	08
AQUITAINE	P.	10
AUVERGNE	P.	14
BASSE-NORMANDIE	P.	18
BOURGOGNE	P.	20
BRETAGNE	P.	24
CENTRE	P.	28
CHAMPAGNE-ARDENNE	P.	32
CORSE	P.	36
DOM-COM	P.	40
FRANCHE-COMTÉ	P.	44
HAUTE-NORMANDIE	P.	48
ILE-DE-FRANCE	P.	52
LANGUEDOC-ROUSSILLON	P.	62
LIMOUSIN	P.	66
LORRAINE	P.	68
MIDI-PYRÉNÉES	P.	72
NORD-PAS-DE-CALAIS	P.	76
PAYS-DE-LA-LOIRE	P.	80
PICARDIE	P.	84
POITOU-CHARENTES	P.	88
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	P.	92
RHÔNE-ALPES	P.	96

ALSACE

La région compte 90 adhérent-e-s réparti-e-s dans 3 sections, dont un adhérent-e est isolé-e.



<u>Haut-Rhin</u>	
Colmar :	26
Mulhouse :	35
<u>Bas-Rhin</u>	
Strasbourg :	28
Isolé-e-s :	1
<hr/>	
Total adhérent-e-s	90

Les sections de la Ligue des droits de l'Homme de la région Alsace ont réalisé plus d'une quarantaine d'actions sur l'ensemble du territoire régional, au cours de l'année 2013. Elles ont mis en œuvre, parfois en collaboration avec d'autres associations, de nombreuses initiatives afin de promouvoir le caractère universel et indivisible des droits et défendre les libertés. Les actions de la LDH ont été relayées dans la presse régionale : *L'Alsace*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*...

Démocratie, libertés, droits, justice

Les questions autour de la citoyenneté et de l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme. La section de Mulhouse a organisé une conférence sur le travail des étrangers dans les fonderies en mars, afin d'évoquer le rôle des travailleurs étrangers et, par ce biais, la question du droit de vote des résident-e-s étranger-e-s.

La section de Strasbourg a abordé la question des droits liés à l'homoparentalité, par le biais d'une conférence en janvier : « *L'homoparentalité, évolution ou révolution ?* ».

Une conférence sur l'extrême droite a été organisée par la section de Colmar, au centre Théodore-Monod.

Etranger-e-s, droit d'asile

La section de Mulhouse a axé essentiellement son action en 2013 autour d'une opération « Hébergement » et d'une action action juridique en faveur des demandeur-euse-s d'asile. Un collectif a été constitué, « Urgence-Welcome », qui a permis la mise en place d'un lieu d'accueil pendant les six premiers mois de l'année pour mettre à l'abri des débouté-e-s du droit d'asile.

Une commission juridique « Référés-liberté hébergement » a permis le relogement de familles et l'installation d'un arsenal juridique permettant la mise en place de recours. La section de Strasbourg a organisé une conférence sur la question des mineur-e-s isolé-e-s étranger-e-s

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue.

Les sections se sont mobilisées le 30 novembre autour de marches contre le racisme, l'antisémitisme et pour l'égalité. La section de Colmar a animé un atelier contre les discriminations dans un lycée, sur la thématique « la compétition et la consommation ».

International

Les sections de Colmar et Mulhouse se sont investies dans des actions de soutien au peuple syrien. Elles ont aussi appelé à des manifestations au peuple palestinien.

Permanences, soutien juridique

La section de Mulhouse propose des permanences hebdomadaires mercredi et samedi, dans le cadre du dispositif « Urgence-Welcome ». La permanence du mercredi est inter-associative, en lien notamment avec l'Aada et la Cimade.

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

Cette année encore, les sections ont organisé des conférences de presse, des ciné-débats, des cafés-débats et sont intervenues en milieu scolaire et dans des événements régionaux. Les sections ont relayé le concours « Ecrits pour la fraternité » sur la thématique « Un toit pour toi, un toit pour moi ». Deux prix ont été obtenus par des établissements de la région Alsace.

Les sections ont participé à la Journée de refus de la misère. Leur objectif a été de mettre l'accent sur la dénonciation des origines de la misère et sur son traitement.

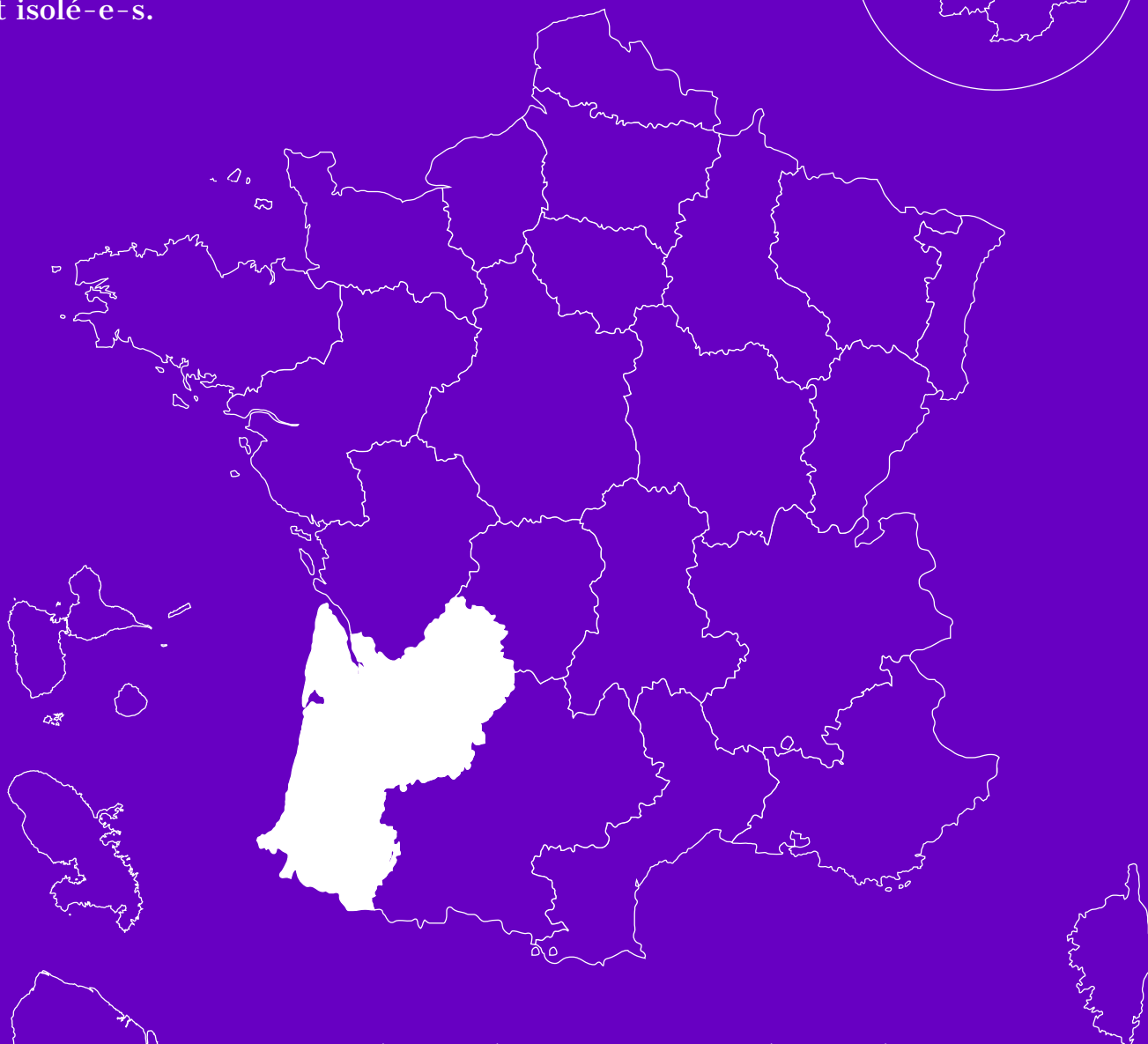
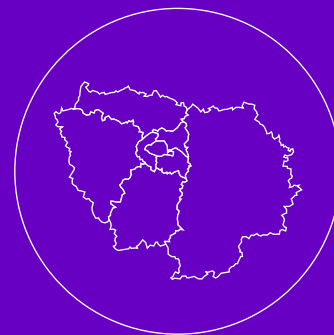
La LDH régionale a un site internet www.ldh-france.org/region/alsace, la section de Strasbourg a un site www.ldh-france.org/region/alsace/accueil/a-propos et une page Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/ldh.strasbourg>.

Une action remarquable parmi d'autres

Un Forum « Humanité sans limite » 2^e édition, a été consacré à l'opération « Urgence-Welcome » portée par la section de Mulhouse. Pour la première fois, toutes les associations ont échangé sur les nouvelles formes d'organisations face à la situation des migrant-e-s.

AQUITAINE

La région compte 501 adhérent-e-s réparti-e-s dans 24 sections, elles-mêmes regroupées en 4 fédérations, dont 5 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Dordogne (fédération)

Chancelade-Isle-Beaumont: 15
Périgueux: 24
Sarlat: 10

Gironde (fédération)

Arcachon: 12
Bassens: 6
Bordeaux: 68
Carbon-Blanc: 24
Cestas-Pessac: 32
Eysines: 3
Langon: 4
Libourne: 14
Mérignac: 6
Paulliac: 23
Saint-Vivien-de-Médoc: 42
Talence: 16

Landes (fédération)

Dax: 18
Mont-de-Marsan: 48
Parentis-en-Born: 16
Saint-Vincent-de-Tyrosse: 29

Lot & Garonne

Villeneuve-sur-Lot: 18
Agen: 11
Marmande: 6

Pyrénées-Atlantiques (fédération)

Bayonne: 36
Pau: 15

Isolés: 5

Total adhérent-e-s 501

Le comité régional Aquitaine a travaillé cette année 2013 à affirmer sa présence militante sur le territoire, ainsi qu'à développer ses moyens de communication. Un site Internet a été totalement renouvelé, avec une revue de presse extrêmement suivie suite à la mise en ligne d'articles sur les Roms ou le racisme à la SNCF.

Un compte Facebook a été également créé, ce qui a permis une forte synergie entre ces deux outils de diffusion des idées de l'association.

Le comité régional Aquitaine devient progressivement la plaque tournante d'un réseau d'aide pour les sections et les militant-e-s, lors de la négociation avec les préfetures ou les administrations. Des groupes de travail thématiques ont été créés (« Extrêmes droites », « Laïcité », etc.) La mise en circulation d'un annuaire de la région auprès de tous les bureaux de sections, l'encouragement à développer la communication est une des tâches essentielles et prioritaires du comité régional Aquitaine et du délégué régional.

Droits et justice, police

Les actions de l'association se sont déployées sur des thématiques et des formes d'action différentes.

La LDH Gironde et certaines sections girondines ont plus particulièrement abordé la question « Egalité femmes-hommes/droits des femmes », courant 2013. C'est notamment le cas de la section de Saint-Vivien, lors d'une rencontre-débat organisée en partenariat avec l'Apafed et l'association ACV2F. La LDH Gironde s'est associée également au 50^e anniversaire du Planning familial en novembre 2013, et s'est mobilisée suite à l'apposition d'inscriptions sur le mur de son local, remettant en cause les droits des femmes.

Dans le même département, un café citoyen LDH, en partenariat avec le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, a porté sur le thème de la réforme de la procédure pénale et du projet de loi relatif à la lutte contre la récidive.

La section de Bayonne s'est fortement engagée dans le 1^{er} forum Bake Bidea (Le chemin de la paix), qui a connu un

succès estimable. Soulignons l'intervention de Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH, en présence de personnalités internationales et d'élus locaux qui œuvrent pour la paix à travers le monde.

Prisons

La section des Graves (Pessac-Gradignan-Canéjan-Cestas) s'est mobilisée à propos de la situation de la prison de Gradignan (33), qui connaît l'un des taux de suroccupation les plus élevés de France. La fédération de Gironde a par ailleurs participé, en novembre 2013, à la projection-débat organisée par la section de Carbon-Blanc autour du film *Au pays des droits de l'Homme*, portant sur cette thématique des prisons.

Histoire

Comme chaque année, la LDH Gironde, associée à la fédération girondine de la Libre Pensée et à l'Arac 33, a marqué le souvenir des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 par un rassemblement. Elle a par ailleurs exprimé sa solidarité avec les républicains espagnols (en partenariat avec AAGEF-FFI, Ay Carmela,

association des retraités espagnols). L'année 2013 a aussi été l'occasion de relancer le projet de réhabilitation de la tombe de Ludovic Trarieux, premier président national de la LDH. Les travaux de réhabilitation devront être réalisés en 2014, complétés d'une conférence à sa mémoire.

La fédération des Pyrénées-Atlantiques s'est associée à la campagne de réhabilitation du camp de prisonniers Polo Beyris, dont le souvenir avait totalement disparu des mémoires, rien ne rappelant ici ce passé douloureux. Les buts poursuivis par le Collectif sont atteints, et trois conférences-débats ont été organisées grâce à l'aide technique de la ville de Bayonne. Une édition rassemblant témoignages et documents a été réalisée. Une exposition se promènera de collègues en lycées, dans les prochains mois.

Démocratie, libertés

La mobilisation en faveur du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales a concerné de nombreuses sections. Un collectif girondin a été constitué début 2013, rassemblant plus d'une vingtaine d'organisations (associations, syndicats, partis). Les élus locaux ont été saisis afin d'exprimer leur souhait que ce droit soit rendu effectif pour les élections municipales de 2014. Quelques municipalités, de même que le conseil général et le conseil régional, ont appuyé cette démarche en adoptant des motions en ce sens.

Un meeting unitaire a été organisé, à Bordeaux, le 22 mars dernier et a rassemblé environ cent-cinquante personnes. La section de Lesparre a également organisé une rencontre sur ce thème. Rendez-vous est pris pour 2014 afin d'étudier les prolongements de ces actions qui restent d'une totale actualité.

Liberté de création : la LDH de Gironde a apporté son soutien à la liberté de création des acteurs locaux, par exemple en contribuant à la diffusion d'artistes ou groupes édités par des labels aquitains, lors de l'émission de radio mensuelle de la LDH Gironde « En toutes libertés ». Elle a aussi eu l'occasion de consacrer une émission à la diversité culturelle et aux droits culturels.

L'accompagnement du mouvement en faveur du mariage pour tous a été un moment marquant de l'année : une distribution gratuite de cafés a été organisée au marché de Dax, accompagnée de la distribution d'un argumentaire. Dans les Pyrénées-Atlantiques, plusieurs réunions ont abouti à des manifestations à Bayonne. La LDH a signé, bien sûr, le communiqué qui contestait la prise de position de Jean-Michel Collot, maire d'Arcangues.

Les sections de Gironde et des Pyrénées-Atlantiques ont été parties prenantes au soutien à Georges Ibrahim Abdallah, et ont participé tout au long de l'année à plusieurs débats et rassemblements afin d'attirer l'attention sur cette situation, dont un rassemblement réussi à la prison de Lannemezan (65).

Droits économiques et culturels

Le combat pour le droit au logement constitue un axe prioritaire de l'activité de la fédération girondine et de ses sections, qui a donné lieu à une session de formation fédérale en mai 2013.

La LDH participe ainsi activement à certains collectifs : commission Dalo, groupe de liaison « Appel logement » de Gironde, qui réunit syndicats et associations et, dans une moindre mesure, Dal 33. La création de ce collectif a été justifiée notamment par le constat de carence de l'offre en logement social, et très social, sur le département de la Gironde. Plusieurs opérations ont été conduites dans ce cadre : organisation d'un colloque, participation aux travaux d'élaboration du Plan départemental de l'habitat et à des réunions de travail du Plan local d'urbanisme de la Cub, rencontres avec des autorités publiques et des bailleurs sociaux. La LDH Gironde a poursuivi son soutien aux activités du collectif girondin d'Audit citoyen de la dette (conférence-débat sur la crise et la dette, en avril).

Plusieurs sections se sont également mobilisées sur la question des travailleurs saisonniers étrangers, dont notamment celle de Pauillac (projection-débat sur le travail saisonnier, esclavage moderne) et celle de Libourne. La section de Pauillac a également organisé une rencontre-débat sur le thème de l'agriculture de proximité, en juin.

Notons enfin que la section de Sarlat s'est investie dans la défense des services de l'hôpital de Sarlat.

Etrangers

L'année 2013 a été largement dominée en Gironde par le problème de la prise en charge des mineurs isolés étrangers (MIE). Très problématique au cours du premier semestre, la situation a eu tendance à s'assouplir depuis l'été. Un collectif spécifique s'est mis en place en Gironde, animé notamment par la LDH et le RESF, qui reste très actif et mobilisé. Celui-ci a tenu une conférence de presse, le 4 juin 2013, afin d'alerter l'opinion publique sur cette situation.

La section LDH de Carbon-Blanc est par ailleurs étroitement associée à un projet européen « Comenius », basé sur la sensibilisation aux droits de l'enfant en direction d'un jeune public et intitulé « We can change our future ». Les sections girondines ont également poursuivi le travail d'accompagnement et d'appui en direction de demandeurs d'asile ou de titre de séjour, mais aussi plus spécifiquement en direction des mineurs isolés étrangers et jeunes majeurs. Ces dernières situations ont donné lieu à la constitution d'un collectif impliquant plusieurs associations (Cimade, LDH, RESF...) qui a permis de traiter avec succès plusieurs situations et assuré de nombreuses interventions à la préfecture sur des dossiers extrêmement sensibles. La LDH Gironde a poursuivi son travail avec le collectif TEMoignages en PREFecture (Tempref), qui a permis de limiter les flux d'attente au guichet de préfecture. Enfin, elle s'est associée à des manifestations de soutien aux sans-papiers et à des conférences de presse.

Les militants des sections de Dordogne ont travaillé avec RESF sur les dossiers des étrangers, Mie, et la section de Sarlat a de son côté mis sur pied un comité de soutien à un Sénégalais victime d'injures racistes en lien avec un comité de sa ville de résidence.

Concernant la situation des Roms, l'année a été marquée par le démantèlement et l'évacuation des principaux squats de l'agglomération bordelaise (Bordeaux-Thiers, Bordeaux-Bacalan, Floirac...), sans pour autant que les conditions de relogement des populations ne puissent être assurées, ainsi que l'y incitait la circulaire du ministère de l'Intérieur d'août 2012. Environ quatre cents à cinq cents personnes, bulgares pour l'essentiel,

sont ici concernées. Les déplacements et la dispersion générés par ces démantèlements rendent le suivi social, sanitaire et scolaire particulièrement difficile.

Enfin, la section de Marmande, comme d'autres, a mis en place des rendez-vous réguliers avec des sans-papiers pour les aider dans leurs démarches de régularisation.

Racisme, antisémitisme, et discriminations

La lutte contre l'homophobie et en faveur du mariage pour tous a dominé les tout premiers mois de l'année. La LDH Gironde a ainsi participé à plusieurs opérations (manifestation en janvier et Marche des fiertés). Elle s'est également mobilisée contre les injures racistes dont la ministre de la Justice et garde des Sceaux, Christiane Taubira, a été la cible et a eu l'occasion de s'exprimer sur l'affaire « Dieudonné ».

Au niveau local, la LDH a également contribué à certaines initiatives, telle celle de la section du bassin d'Arcachon au Barp, en lien avec SOS Racisme et Aide & Action, sur le thème du « vivre ensemble », suite à plusieurs inscriptions à caractère raciste apposées sur les murs d'un lieu de prière de cette commune. Remarquons également les conférences sur les discriminations et le racisme, organisées par la section de Chancelade.

International

Comme chaque année, la section de Pessac-Gradignan-Canéjan-Cestas a participé à l'organisation du Festival international du film des droits de l'Homme de Pessac. Elle a par ailleurs marqué son soutien au peuple syrien, à la faveur de rassemblements organisés par l'association Syrie démocratie 33. Certaines sections ont également participé à des opérations durant la Semaine de la solidarité internationale.

Pédagogie, actions en direction des enfants et des jeunes

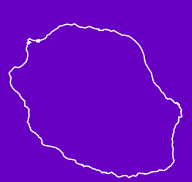
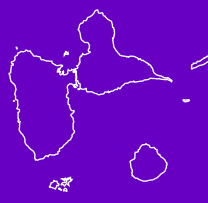
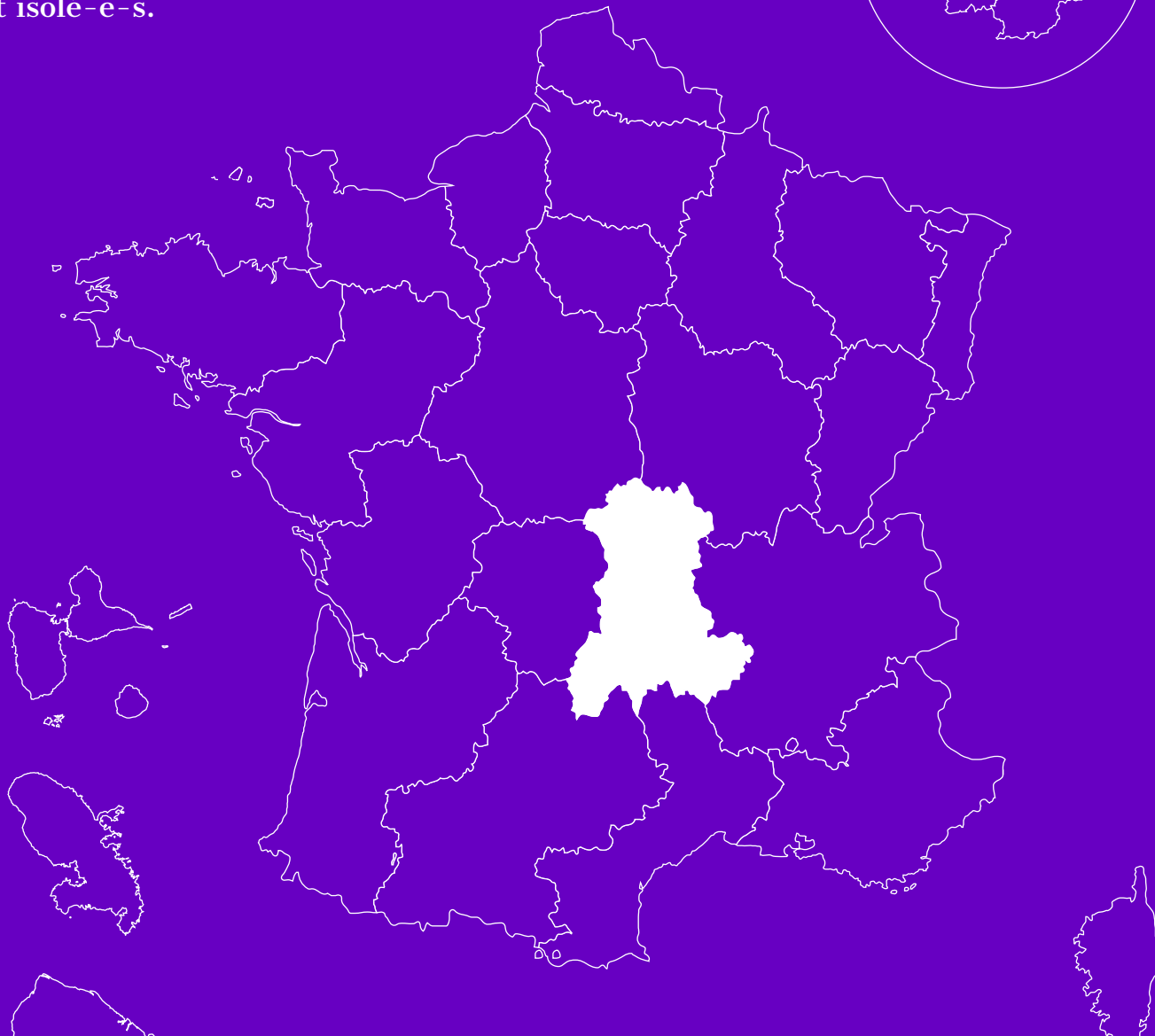
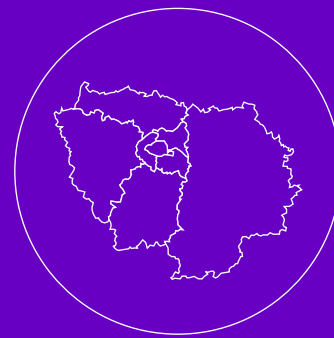
Cette forme de militantisme visant à diffuser et promouvoir les droits a été l'occasion, une fois de plus, d'un fort engagement de la part des sections d'Aquitaine.

Ainsi, les sections de Chancelade et Périgueux ont animé le débat local en mettant sur pied plusieurs films-débats. La fédération LDH 33 a poursuivi l'animation de l'émission de radio mensuelle intitulée « En toutes libertés », sur le réseau de radios locales Rig (agglomération bordelaise), Aqui FM (Médoc), Plage FM (bassin d'Arcachon). Dans les Landes, plusieurs débats publics ont été organisés, avec de nombreux invités : « Quelle morale laïque à l'école ? », réunion publique à la médiathèque de Mont-de-Marsan sur les dangers d'Internet et des réseaux sociaux et sur la protection des données, soirée publique sur l'abolition universelle de la peine de mort en direction des élèves internes du lycée de Saint-Vincent-de-Tyrosse, conférence publique à Dax sur « Le droit à la santé, à quel prix ? ».

La fédération a aussi été à l'initiative de la création d'une mallette pédagogique « prête à l'emploi », à l'usage des ligueurs et des animateurs qui veulent aborder le thème de la citoyenneté dans le cadre des temps d'accueil périscolaire. Notons également le lancement du nouveau site Internet de la LDH Gironde (www.ldhgironde.org), complétant une page Facebook. Plus convivial, ergonomique et dynamique que le précédent, sa fréquentation reste encore relativement modeste.

AUVERGNE

La région compte 185 adhérent-e-s réparti-e-s dans 8 sections, elles-mêmes constituées en 2 fédérations, dont 5 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Haute-Loire</u>	
Le Puy:	10
<u>Allier (fédération)</u>	
Montluçon:	13
Moulins:	5
Vichy:	3
<u>Puy-de-Dôme (fédération)</u>	
Billom:	35
Clermont-Ferrand:	83
Issoire:	16
Saint-Eloy-les-Mines- Combrailles:	15
<u>Isolé-e-s:</u>	5
<hr/>	
Total adhérent-e-s	185

Les sections de la Ligue des droits de l'Homme de la région Auvergne ont réalisé de nombreuses actions sur l'ensemble du territoire régional, en particulier des sessions de formation, conférences de presse, interpellation d'élus (notamment en matière de droit d'asile et de droit au logement pour tous), appels à manifester autour du droit d'asile...

Afin d'assurer le déploiement des activités des sections, les commissions thématiques régionales ont traité des questions telles que le droit des étrangers, le droit au logement, le réseau Alerte, l'éducation et les droits de l'enfant, la lutte contre les discriminations et le racisme, les relations police-justice, les relations internationales, l'informatique, le fichage, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la vidéosurveillance, les droits économiques et sociaux, la santé et la psychiatrie, le référent juridique.

Dans ce dessein, des modules de formation interne ont aussi été proposés sur les droits des étrangers, en collaboration avec la Cimade et RESF, ainsi que sur l'immigration. La troisième édition de la rencontre régionale d'automne des ligueurs d'Auvergne, à Chavarot, a été organisée sur le thème des droits sociaux. Les réflexions ont surtout été orientées autour du phénomène pauvreté/précarité et du non-recours aux droits. Une rencontre avec des acteurs locaux de la lutte contre la précarité (droit à la santé, droit au logement et à l'hébergement...) a suivi.

La Montagne, Le Journal du Centre, France-Bleu pays d'Auvergne, France 3 Auvergne relayent régulièrement les diverses actions.

Démocratie, libertés

Les droits civils, politiques, l'Etat de droit et la démocratie constituent des préoccupations majeures de la Ligue des droits de l'Homme. Les sections de la région ont concentré leurs efforts sur ces thèmes. Ainsi, la section de Clermont-Ferrand et ses partenaires ont lancé l'Observatoire des violences policières illégitimes 63 (Ovpi), Observatoire qui a déjà été saisi par des citoyens. Le droit de vote pour les ressortissants non communautaires, qui a été une

constante revendication de la Ligue des droits de l'Homme, a aussi mobilisé les sections, entraînant des actions diverses comme celle d'Issoire, qui a interpellé les maires du canton.

Enfin, la lutte contre les idées d'extrême droite a guidé les ligueurs conduisant, par exemple, la section de Saint-Eloy-les-Mines-Nord Combrailles à organiser une conférence sur le thème « Montée et péril de l'extrême droite dans les pays européens », et la section de Clermont-Ferrand à créer un Comité 63 de lutte contre l'extrême droite. Et la participation à une réunion (à laquelle le monde

associatif était associé), initiée par la préfecture de région pour sensibiliser les agents de l'Etat à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, a été un succès.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les droits de l'Homme sont indivisibles. Aussi les droits économiques, sociaux et culturels ont particulièrement mobilisé les sections. Ainsi, en matière de droit aux soins, la section de Clermont-Ferrand a initié, en partenariat, des réunions publiques sur la psychiatrie ; l'objectif ayant été une réflexion sur l'état de la psychiatrie en France, dans une approche pluridisciplinaire. S'agissant du droit au travail, la section de Saint-Eloy-les-Mines-Nord-Combrailles a accueilli la Marche nationale des chômeurs, en partenariat avec la CGT retraité-e-s. Le droit au logement, droit-crédence opposable, a été l'objet d'une forte implication de la section de Clermont-Ferrand, en collaboration avec la section de Billom, sur le thème de la crise de l'hébergement d'urgence.

Etrangers

Les sections de la région œuvrent quotidiennement pour que chacun, quelle que soit sa nationalité, puisse bénéficier des droits et ne soit pas l'objet de discriminations. Cet engagement citoyen occupe une large part de l'action des militants.

La section de Clermont-Ferrand a ainsi participé à la journée d'interpellation sur l'accueil des demandeurs d'asile organisée par Emmaüs, comme elle a interpellé la municipalité après les déclarations anti-Roms du maire. Elle s'est, en outre, investie à propos du sort des étrangers placés en centre de rétention, contribuant ainsi à l'élargissement de certains d'entre eux. La situation et la prise en charge dans le Puy-de-Dôme des mineurs isolés étrangers (MIE) est l'une des préoccupations des ligueurs. Avec RESF63, la section veille, de façon pérenne, à ce que tous les enfants étrangers soient scolarisés, assurés, nourris dans les cantines des écoles,

que leurs parents disposent ou non de papiers. Les sections de Billom et de Saint-Eloy-les-Mines-Nord-Combrailles ont également agi en ces sens.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue. Plusieurs sections ont participé aux différentes manifestations antiracisme de novembre : Clermont-Ferrand, Billom, Issoire, Saint-Eloy, le Puy.

Et, afin de promouvoir le vivre ensemble, la section du Puy s'est associée à un groupe « Vivre ensemble pour lutter contre le communautarisme et l'islamophobie ».

Les discriminations à l'égard des femmes ont été l'objet d'une sensibilisation de la part des sections de Billom dans le cadre de la troisième édition de la quinzaine « Autour d'elles », et de Clermont-Ferrand, au sein du collectif « Féminisme 63 ».

Enfin, la fédération du Puy-de-Dôme a poursuivi ses actions d'accueil et de respect des droits des Gens du voyage dans le Puy-de-Dôme, au sein de l'Association pour la gestion du schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du voyage (ASGV 63).

International

La section de Clermont-Ferrand a participé à deux manifestations mises en place par le collectif associatif « Solidômes » (Cimade, Secours catholique, CCFD, Amnesty International, LDH, RESF 63), à l'occasion de la Semaine de solidarité internationale, mettant en exergue les droits des migrants.

Permanences, soutien juridique

La section de Clermont-Ferrand est intervenue au sein de deux collectifs : RESF 63 (dans une approche plus collective et politique) et le Réseau interassociatif LDH-Cimade d'aide aux étrangers (pour le traitement des dossiers individuels).

La section du Puy a tenu une permanence et assuré le soutien juridique.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Clermont-Ferrand a participé à diverses manifestations associatives organisées par la Vie associative de la municipalité : tenue d'un stand à la Fête de l'égalité et de la diversité, ainsi qu'au Forum des associations. Elle a aussi collaboré à l'Institut du travail social de la région Auvergne (Istra) (formation des travailleurs sociaux), sur les demandeurs d'asile et le droit des étrangers.

Plusieurs sections du Puy-de-Dôme ont contribué aux animations organisées à l'occasion de la Journée du refus de la misère, le 17 octobre.

La section d'Issoire a pris part au « Printemps des associations », organisé par la ville, avec la tenue d'un stand, et assuré la vente de *L'Etat des droits de l'Homme* en France, édition 2013. Elle a aussi contribué à la Fête du livre. Elle a, en outre, été partenaire en juin avec Amnesty et l'Acat d'une opération de signature de pétitions sur le marché d'Issoire, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la torture. La section de Billom a prolongé ses actions culturelles (ciné-discussions, en partenariat avec plusieurs associations locales).

Enfin, des interventions de la section de Saint-Eloy-Nord-Combrailles, auprès de classes de 6^e sur le thème des demandeurs d'asile, et un échange autour du film *La girafe*, ont été organisés.

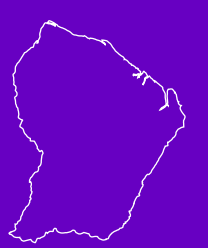
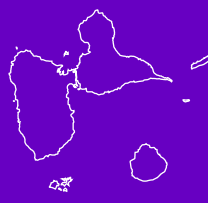
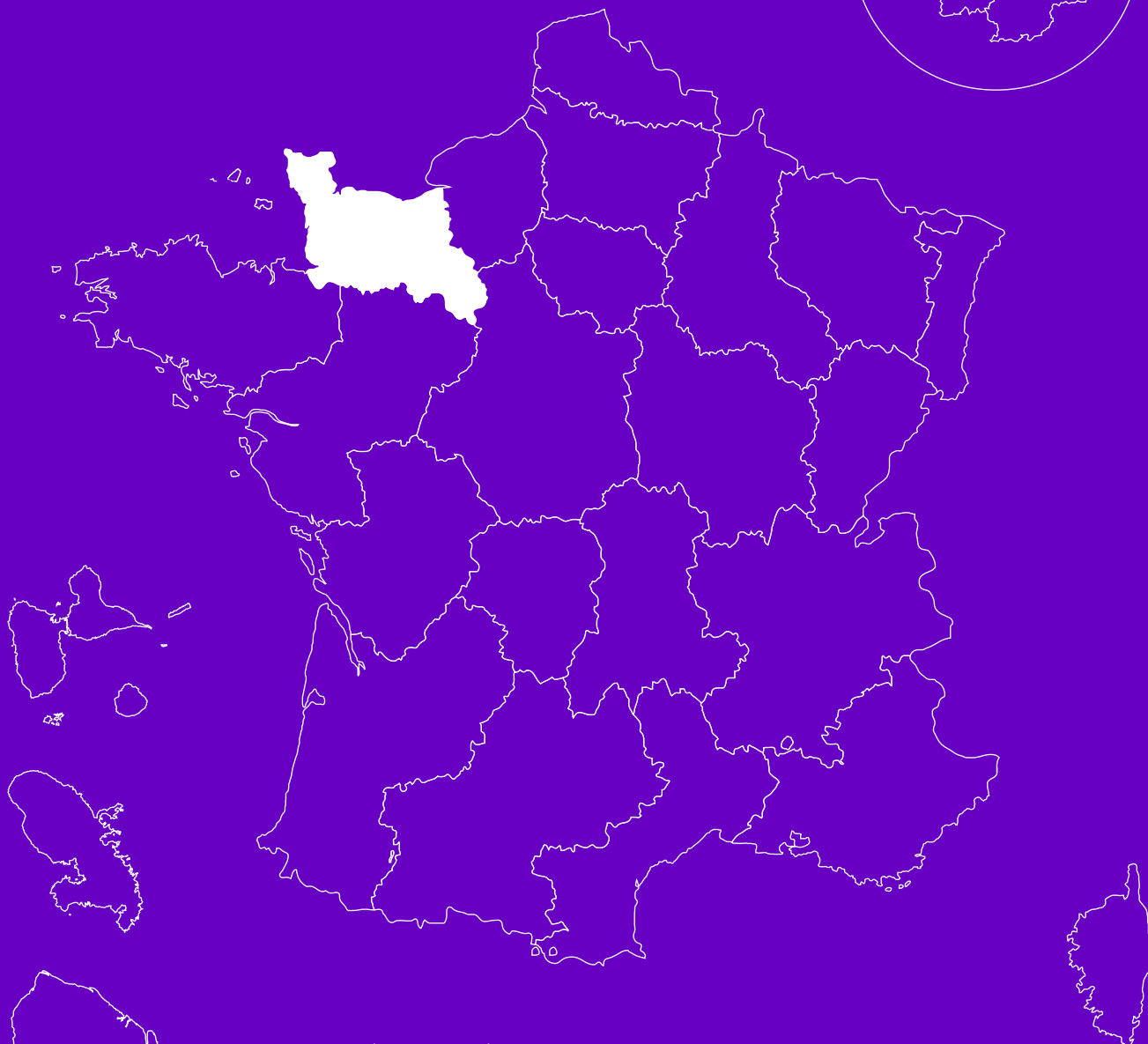
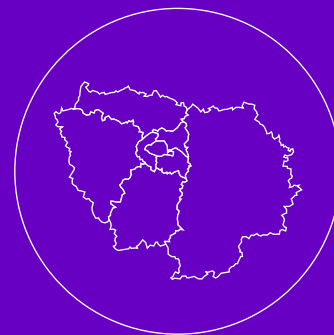
L'ouverture vers les jeunes, préoccupation constante de la Ligue des droits de l'Homme, s'est manifestée également grâce à une demande d'un enseignant. La présentation de la LDH aux étudiants de l'Istra a ainsi donné lieu à un fructueux échange avec les étudiants (travailleurs sociaux) sur les thématiques de la LDH et ses modalités d'action.

Actions remarquables parmi d'autres

La section de Clermont-Ferrand, à l'occasion de la crise de l'hébergement d'urgence en septembre (où trois cent cinquante personnes se sont retrouvées à la rue), s'est fortement impliquée, en partenariat avec les associations de défense des droits, les associations caritatives et les syndicats. Et dix-sept référés-liberté (sur vingt-quatre), engagés avec l'aide d'avocats, ont eu un résultat favorable devant le tribunal administratif. La grande majorité des personnes a pu ainsi être relogée de façon plus ou moins pérenne (Cada ou Huda, et dans une ancienne résidence du Cros).

BASSE-NORMANDIE

207 adhérents regroupés en 8 sections, elles-mêmes regroupées en 2 fédérations, dont un adhérent-e est isolé-e.



<u>Calvados</u> (fédération)	
Caen	90
Hérouville-Saint-Clair	22
Lisieux	12

<u>Manche</u> (fédération)	
Avranches	15
Cherbourg	8
Granville-Coutance	23
Saint-Lô	9

<u>Orne</u>	
Alençon	27

<u>Isolé-e-s:</u>	1
<hr/>	
Total adhérent-e-s	207

Une soixantaine d'actions ont été répertoriées. Elles sont en général bien relayées par les médias locaux ou régionaux : *Ouest-France*, *La Manche libre*, *La Presse de la Manche*, *La Gazette de la Manche*, *Côté-Caen*, *Le Pays d'Auge*, *L'Eveil de Lisieux*, *L'Orne Hebdo*, *Le Réveil normand*.

Le comité régional a poursuivi et amplifié son action de sensibilisation auprès des jeunes. Elle a édité un livret sur la DUDH, participé au concours national de la LDH « Ecrits pour la fraternité », mené une opération de sensibilisation des jeunes aux droits de l'Homme par des interventions dans les lycées de la région. Il a aussi soutenu le concours de plaidoiries de lycéens sur les droits de l'Homme, dont le nombre de participants a augmenté en 2013 (deux cent jeunes à Lisieux, cent à Granville et cent à Avranches).

Démocratie, libertés

La défense de ces valeurs est une des préoccupations de la LDH. Une quinzaine d'actions diverses ont défendu ces thèmes (ciné-débats, conférences, communiqués).

Des actions ont été menées pour le droit de vote des étrangers non communautaires, par les sections de Cherbourg et d'Avranches.

La section de Caen a appelé à une manifestation contre « Le fascisme et l'extrême droite », organisée après le meurtre de Clément Méric.

A Lisieux, la section a participé à un ciné-débat avec le film de Michel Franco : *Después de Lucia*, sur le harcèlement à l'école. Quatre cents lycéens y ont assisté.

Des événements du passé peuvent permettre des campagnes et des débats d'aujourd'hui.

Ainsi la section de Granville/Coutance a proposé des projections-débats : *Johnny s'en va en guerre* de Dalton Trumbo, *La Chambre des officiers* de Marc Dugain et *Joyeux Noël* de Christian Carion, pour débattre de la Première Guerre mondiale et des fusillés pour l'exemple.

La section d'Alençon a organisé une projection-débat avec *C'était pas la guerre*, d'Alexandrine Brisson, sur la guerre d'Algérie. Et la section d'Avranches, avec la Libre pensée et la Ligue de l'enseignement, a proposé un spectacle sur la Commune de Paris.

Etrangers

Les sections de Caen et d'Avranches se sont investies dans la défense des droits des étrangers. Caen a attiré l'attention du maire sur la situation des demandeurs d'asile et a appelé à une manifestation sur les conditions d'hébergement. Avranches a publié un communiqué sur le même sujet, et travaille en partenariat avec l'association Itinérance Sud Manche.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les sections de Caen et d'Avranches ont appelé à manifester contre le racisme et en soutien à la garde des Sceaux, Christiane Taubira. De plus, Avranches a participé à la Journée contre le racisme et pour les droits des migrants.

International

La section d'Avranches a travaillé en collectif sur le thème des « Continents solidaires ». Elle a aussi organisé une conférence-débat sur « Peuple Saramaka contre Etat du Surinam, combat pour la forêt et les droits de l'Homme ».

Campagnes, pédagogie, sensibilisation, et communication

Plusieurs écoles ont participé au concours « Ecrits pour la fraternité », grâce aux sections de Lisieux, Alençon, Avranches, ce qui leur a permis d'intervenir dans les établissements sur le droit au logement, thème du concours. Le 14 juillet, à Avranches, la section a organisé son 3^e pique-nique républicain. La section de Granville publie un journal sur support papier, *Le citoyen*, et celle de Cherbourg édite un journal électronique. La section de Caen a un site : www.ldh14.com.

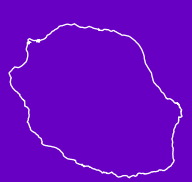
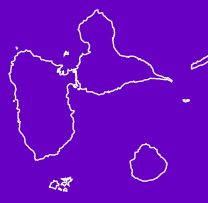
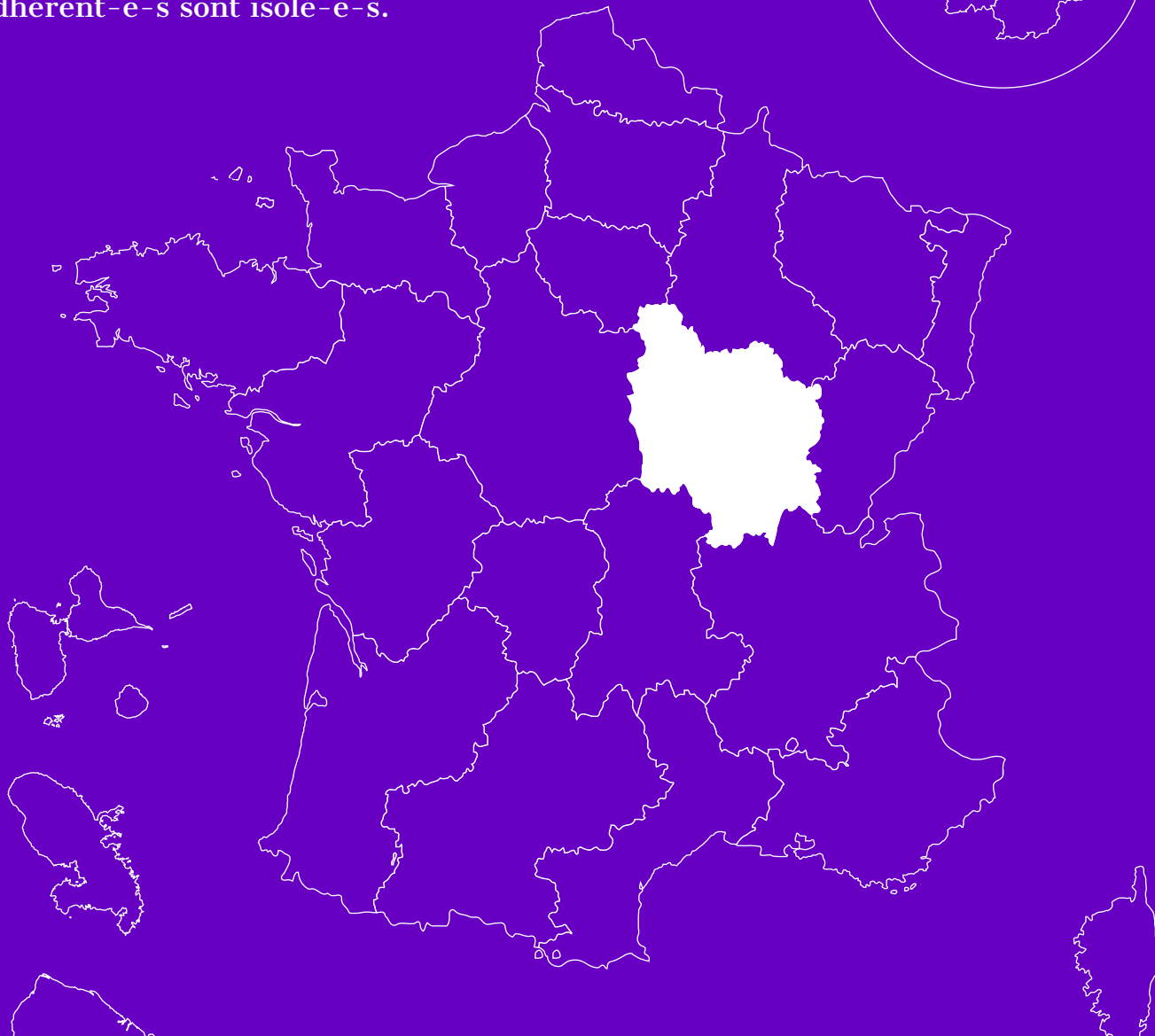
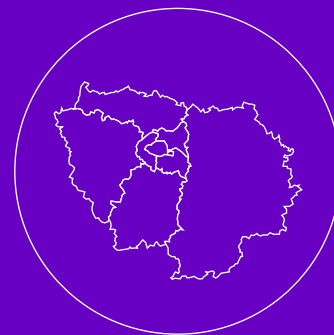
La section d'Alençon a réalisé une exposition itinérante, « La LDH expose », retraçant l'histoire et les engagements de la LDH, pour assurer une meilleure visibilité de la LDH auprès du public lors des manifestations.

Une action remarquable parmi d'autres

En 2013, le comité régional a mené à bien l'action entreprise en 2012 : édition à cinq mille exemplaires d'un livret réalisé par des jeunes pour les jeunes sur la DUDH, avec le concours de la section « Communication et arts graphiques » du lycée Paul-Cornu, à Lisieux. Ce livret, diffusé dans tous les lycées publics de Basse-Normandie, sert de support lors de nos interventions.

BOURGOGNE

La région compte 356 adhérent-e-s réparti-e-s dans 15 sections, elles-mêmes regroupées en 2 fédérations dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Nièvre

Clamecy-Haut-Nivernais :	43
Cosne-Val-de-Loire :	11
Nevers :	3

Côte-d'Or (fédération)

Châtillon-sur-Seine :	24
Dijon :	75
Montbard-Auxois :	20

Saône-et-Loire (fédération)

Autun :	12
Chalon-sur-Saône :	20
Gueugnon :	13
Le Creusot :	16
Mâcon :	23
Montceau-Bassin minier :	21
Tournus :	7

Yonne

Auxerre :	32
Saint-Julien-du-Sault- Nord-Yonne :	33

Isolé-e-s :

<hr/>	<hr/>
Total adhérent-e-s	356

Les ligueurs sont répartis en quinze sections. Deux départements sont organisés en fédération : la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire. Les renouvellements dans les instances locales et régionales sont parfois difficiles.

La LDH obtient une bonne visibilité dans la presse locale et régionale. Cela tient beaucoup à de bonnes relations entre les sections et des journalistes. Un journaliste du groupe Centre France s'est proposé pour une formation régionale à la rédaction de communiqués. Quatre-vingt-trois articles de presse ont été transmis en 2013 au comité régional par les sections.

Les réunions du comité régional élargies à toutes les sections ont lieu à la Maison des associations, à Dijon, le deuxième samedi de chaque mois, pour faire suite à celles du Comité central. La région Bourgogne a été bien représentée au congrès de Niort.

Démocratie, libertés

Les droits civils, politiques, l'Etat de droit, la démocratie et les libertés publiques constituent les préoccupations de la Ligue des droits de l'Homme. Les sections de la région ont concentré leurs efforts sur ces thèmes. Depuis deux ans, le département de Saône-et-Loire est devenu un « laboratoire » pour l'opération « Voisins vigilants ». Cependant, des réactions à l'encontre de cette pratique se constatent. C'est ainsi qu'un collectif d'habitants de la commune de Marcilly-lès-Buxy a dénoncé, dans la presse locale, cette opération qui constitue un appel à la délation, et a signifié son opposition à la mise en place du dispositif. La fédération de Saône-et-Loire a apporté son soutien à ce collectif. L'opération « Voisins vigilants » a perduré en Côte d'Or.

La laïcité, qui est la garante du vivre ensemble, a été l'objet de plusieurs débats organisés par les sections de Chalon-sur-Saône, Cosne-Val-de-Loire et Mâcon. Et les sections de Chalon-sur-Saône et de Montbard ont participé aux rassemblements de soutien au mariage pour tous.

Le combat contre les idées d'extrême droite a pris la forme de débats et de communiqués initiés par les sections de Mâcon, Tournus et Clamecy. Enfin, la remise d'un récépissé lors des contrôles d'identité, réclamée par la Ligue des droits de l'Homme, est toujours l'objet de demandes des sections.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

L'indivisibilité des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels a conduit les sections à se pencher sur l'importante question de la désertification médicale récurrente constatée sur le territoire de plusieurs communes (en particulier, Gueugnon et Clamecy) en zone rurale mais aussi en zone urbaine. Cette désertification porte atteinte à l'égalité d'accès aux soins, droit-créance fondamental, notamment pour les personnes en grande précarité. Une conférence sur ce thème, à Dijon, a permis de mieux connaître le phénomène.

Etrangers, racisme, antisémitisme et discriminations

Les sections de la région, à l'instar des autres sections, œuvrent quotidiennement pour que chacun, quelle que soit sa nationalité, bénéficie des mêmes droits et ne soit pas discriminé. Cet engagement citoyen a occupé une large part du militantisme des ligueurs, en particulier pour le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

S'agissant de la régularisation des sans-papiers, les sections ont constaté qu'aucune amélioration n'était intervenue. Certaines (Montbard, Chatillon-sur-Seine), qui s'étaient nouvellement engagées dans le traitement des dossiers de sans-papiers, ont fait appel à la section de Dijon afin de bénéficier d'une formation aux premières démarches.

Les sections de Mâcon, Chalon-sur-Saône, Autun, Le Creusot et Dijon sont les plus sollicitées et organisées dans le cadre de collectifs, pour le soutien aux familles, notamment pour la recherche d'hébergements. Comme les autres sections de l'association, les sections de la région ont participé à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme qui ont ressurgi, par des paroles et des actes, en 2013, avec plus d'intensité que par le passé.

Permanences, soutien juridique

Une permanence et un soutien juridique mensuels sur les droits des étrangers se sont tenus au Creusot, à Dijon et à Sens (effectués par la section de Saint-Julien-du-Sault/Yonne nord). S'y est ajoutée, cette année, la section de Montbard.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Diverses actions ont été effectuées : interventions régulières en milieu scolaire pour le concours des « Ecrits pour la

fraternité » ; « Réchauffement climatique et droits de l'Homme », à Saint-Julien-du-Sault ; « Economie sociale et solidaire », à Auxerre ; « L'état des droits de l'Homme », à Montbard ; « La laïcité », à Chatillon-sur-Seine et à Cosne-sur-Loire ; « Droit à la différence et refus des discriminations », à Dijon ; « Les migrations », à Chalon ; « La Journée de la paix », au Creusot ; *Comme un lion*, football et intégration, à Montceau-les-Mines ; *Mains brunes sur la ville*, à Tournus ; « Femmes : violences et solidarité », à Mâcon ; « Inégalité d'accès aux soins », à Gueugnon ; « Fusillés pour l'exemple », à Clamecy.

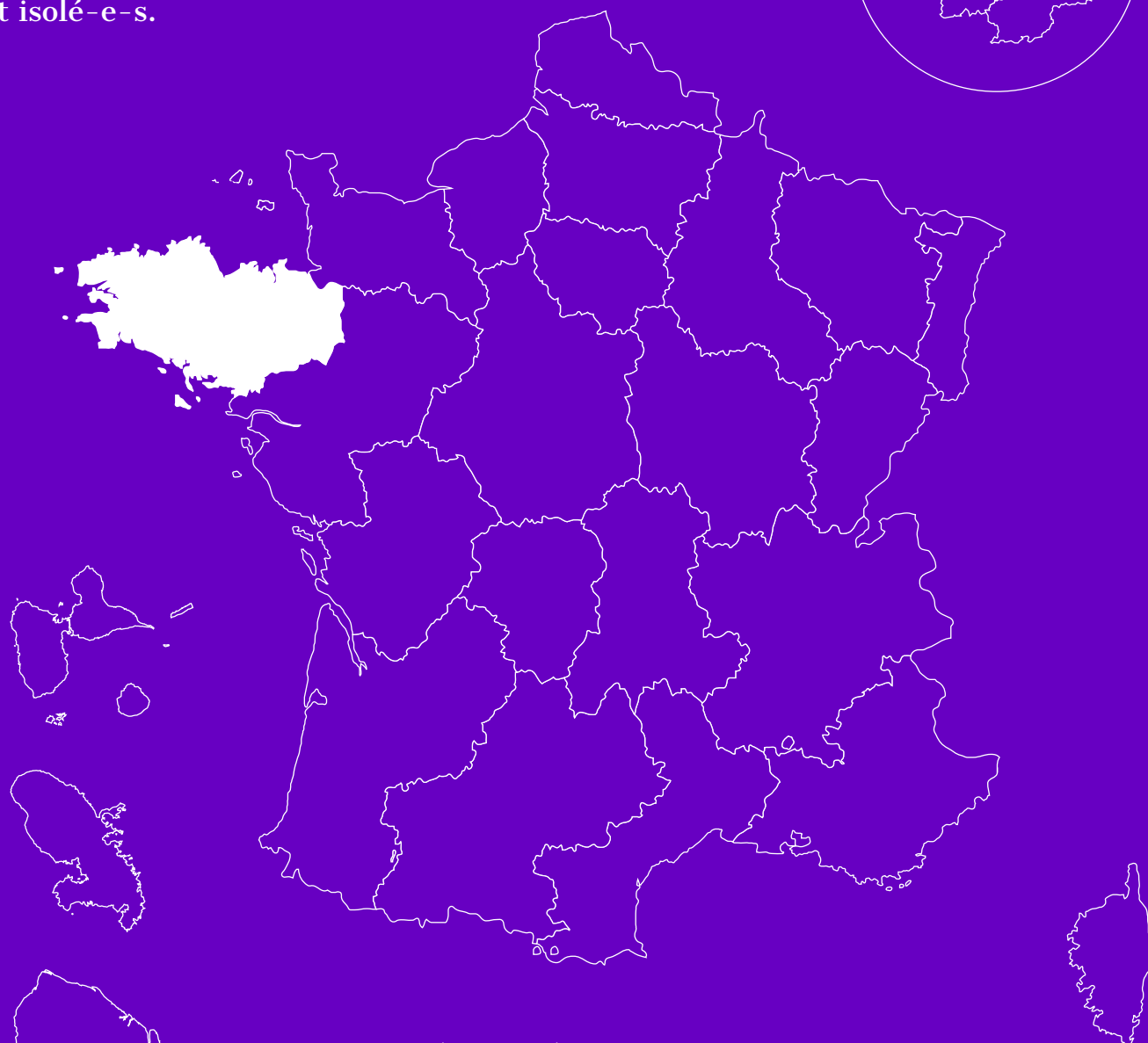
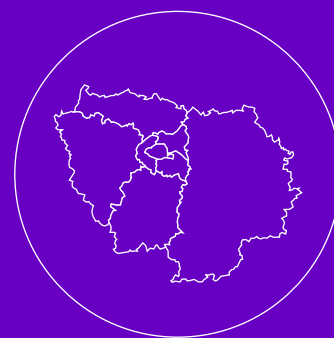
Actions remarquables parmi d'autres

L'organisation des manifestations de la journée du 30 novembre contre le racisme a montré une bonne coordination des sections pour cet événement, et une mutualisation des moyens.

Trois débats sur les droits de l'Homme ont été initiés par la section de Clamecy, après une lecture condensée du « Discours sur le servitude volontaire », d'Etienne de la Boétie, par un comédien.

BRETAGNE

La région compte 415 adhérent-e-s réparti-e-s dans 15 sections, elles-mêmes regroupées en 3 fédérations, dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Côtes-d'Armor (fédération)

Dinan et Pays dinannais :	21
Saint-Brieuc :	36
Trégor-Goëlo :	4
Loudéac-Centre-Bretagne :	23

Finistère (fédération)

Brest :	41
Châteaulin et Centre-Finistère :	14
Morlaix :	18
Quimper :	31
Concarneau-Quimperlé-Riec :	36

Ille-et-Vilaine

Rennes :	56
Saint-Malo :	61
Redon :	13

Morbihan (fédération)

<u>Lorient</u> :	14
(section en sommeil depuis 2012)	
Vannes :	34
Ploërmel :	10

<u>Isolé-e-s</u> :	3
--------------------	---

Total adhérent-e-s	415
--------------------	-----

L'action de la délégation régionale

Le comité régional s'est réuni six fois au cours de l'année 2013, à Lorient, Vannes, Loudéac-Centre Bretagne, Plémet et Concarneau. Le comité régional multiplie les rencontres et les occasions de travail commun pour mutualiser les actions, créer une synergie et permettre une meilleure connaissance de l'association. Le comité régional a réalisé deux journées de formation régionale :

- une journée à destination des trésoriers pour la troisième année consécutive.

- Cette formation a pour objectifs l'acquisition d'une culture commune, de compétences permettant de faciliter l'exercice de la fonction dans le contexte de la LDH, ainsi que l'appropriation d'un rôle de force de proposition pour la section.

Dix sections et quinze ligueurs et ligueuses ont participé à cette journée, organisée avec la participation de la Ligue de l'enseignement. Cette journée a fait l'objet d'une subvention du conseil régional, en relation avec la CPCA ;

- la seconde journée de formation régionale a eu pour thème l'histoire de la LDH et de la section de Rennes. Cette journée a rassemblé à Rennes environ quarante participants de toutes les sections, dont plusieurs nouveaux adhérents.

Le groupe de travail régional « Prisons-Privations de liberté » a été mis en place le 9 novembre 2013, en présence du comité régional.

La LDH dans la presse régionale

Toutes les actions sont relayées par *Ouest-France*, *Le Télégramme de Brest*, *Le Télégramme*, *Le Courrier indépendant*, *Le Petit malouin*, radiolaser.fr, letelegamme.com.

Des communiqués paraissent également dans la presse, en lien avec ceux diffusés par la LDH nationale.

Démocratie, libertés

La défense des droits en général, de la démocratie et des libertés a fait l'objet de vingt actions.

La section de la LDH de Brest a réalisé le 3^e Festival des libertés en partenariat avec le cinéma Les Studios. Des films sur le thème des droits de l'Homme et des libertés, suivis de débats, se sont succédés. La section a tenu un stand. Il y a eu deux milles entrées dont mille trois cent scolaires.

Morlaix a organisé une conférence sur « Une démocratie fondée sur les droits de l'Homme ».

La campagne pour le droit de vote pour les résidents étrangers non communautaires a mobilisé de nombreuses sections. Quimper, Concarneau-Quimperlé-Riec ont organisé des conférences, Rennes un café-débat, et Redon a diffusé des tracts sur le marché.

Dinan et Pays dinannais a organisé des conférences, l'une sur « Citoyen et consommateur » et l'autre sur la citoyenneté européenne. Un débat « Le bien vivre : un nouveau projet politique. Construire ensemble une alternative à l'austérité » a eu lieu à Saint-Brieuc, ainsi qu'une projection-débat sur le film *L'Esprit de 45* de Ken Loach. Dinan et Pays dinannais a organisé une projection-débat sur le droit pénal et la justice.

Concarneau-Quimperlé-Riec, en partenariat avec l'Amicale laïque, a organisé une conférence-débat sur « L'Europe et la laïcité ». Plusieurs sections ont participé aux manifestations contre l'extrême droite après la mort de Clément Méric. La LDH était présente pour la commémoration du 17 octobre 1961 notamment à Rennes, et aux manifestations pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple à Dinan et Pays dinannais et à Vannes.

A Saint-Malo, en coréalisation avec la LDH et les Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation, la pièce de théâtre *J'ai soif!*, d'après des textes de Primo Lévi, a été un succès.

Droits économiques, sociaux et culturels

Trente actions réalisées par les sections, sous la forme de conférence-débats, cafés des droits de l'Homme, interventions en milieu scolaire, ont émaillé l'année 2013.

La section de Concarneau-Quimperlé-Riec a proposé une conférence sur l'économie sociale et solidaire. Ploërmel a organisé une conférence-débat autour du film *Entrée du personnel*, sur le thème du droit du travail, ainsi qu'une soirée autour du documentaire *La Saga des Contis*. Morlaix a participé à un Collectif sur les droits des retraités.

Redon est intervenu sur les droits de l'Homme, au cours d'une émission, dans une radio associative.

Des sections ont fait paraître des communiqués, diffusé des tracts, écrit aux élus pour défendre les droits économiques et sociaux.

Etrangers

Outre le soutien apporté à des cas individuels à Rennes, Saint-Malo, Loudéac Centre Bretagne, Brest, Saint-Brieuc, Concarneau-Quimperlé-Riec, Morlaix, les sections ont organisé ou ont participé à divers événements pour la défense des droits des étrangers sans papiers et demandeurs d'asile.

Tout au long de l'année, Rennes a inlassablement interpellé les élus et la préfecture, en soutien aux migrants incarcérés au Cra et sans logement. La section a alerté sur les expulsions nombreuses, notamment de familles avec enfants.

La section de Rennes représente un relais d'information pour la région. Loudéac Centre Bretagne et Rennes se sont mobilisés pour « Les amoureux au banc public ». Des collectifs sont actifs pour la défense et l'accueil des migrants.

Rennes et la fédération des Côtes d'Armor ont écrit aux parlementaires pour dénoncer le non-respect des droits des personnes sans papiers et les expulsions.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Contre les discriminations liées au handicap, Saint-Brieuc a proposé une conférence sur l'autisme et le droit à la différence.

Les divers aspects des discriminations contre les femmes ont été largement soulevés et débattus. La section de Dinan et Pays dinannais a organisé une soirée autour du film *L'Imposture*, sur le thème des violences faites aux femmes, Loudéac-Centre Bretagne a réalisé une soirée-théâtre suivi d'un débat sur les droits des femmes victimes de violences conjugales, avec la pièce *J'ai jeté ma baleine à la mer*. Châteaulin et Centre-Finistère a fait une intervention longue en milieu scolaire sur le thème des droits des femmes, et Vannes a proposé un café des droits de l'Homme « Femmes, hommes, les chemins de l'égalité ».

Toutes les sections bretonnes ont participé aux manifestations pour le droit au mariage pour tous.

Contre l'homophobie, Dinan a réalisé une conférence-débat avec la projection du film *Les Invisibles*. Loudéac Centre Bretagne a invité au débat « Reconnaître la misère comme discrimination ».

Plusieurs sections ont participé et appelé à des manifestations contre le racisme, en particulier la manifestation du 30 novembre, organisée à la suite des attaques contre la garde des Sceaux.

International

Saint-Malo a proposé une conférence sur l'Algérie hier et aujourd'hui. Rennes a travaillé en collectif contre la guerre en Syrie et participé, comme Dinan et Pays dinannais et Morlaix, à la « Vague blanche pour la Syrie ». Des projections-débats sur les droits du peuple palestinien ou les Bédouins ont été organisées par les sections de Quimperlé-Riec-Concarneau, Redon et Rennes.

Permanences, soutien juridique

Rennes, Saint-Brieuc, Dinan, Loudéac-Centre Bretagne, Saint-Malo, Morlaix tiennent des permanences ou mettent en œuvre des soutiens juridiques.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH de Bretagne met en œuvre des moyens divers pour sensibiliser aux droits.

Les sections bretonnes ont organisé des actions pour le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers.

Quimper a organisé le deuxième concours de la vidéo engagée. Dans une vidéo de dix minutes maximum, sous forme de documentaire ou de fiction, le-la participant-e peut développer sa créativité et son originalité en utilisant le médium de son choix (téléphone portable, webcam, appareil photo ou caméscope numériques).

Les sections tiennent des stands dans des forums, distribuent des tracts sur les marchés, font des conférences de presse, proposent des débats et des cafés citoyens, présentent des expositions comme par exemple à Brest, dans un lycée.

Les interventions en milieu scolaire ou universitaire sont nombreuses et diversifiées.

Châteaulin et Centre-Finistère, Brest, Saint-Brieuc et Concarneau-Quimperlé-Riec ont préparé les « Ecrits pour la fraternité », en intervenant dans des classes.

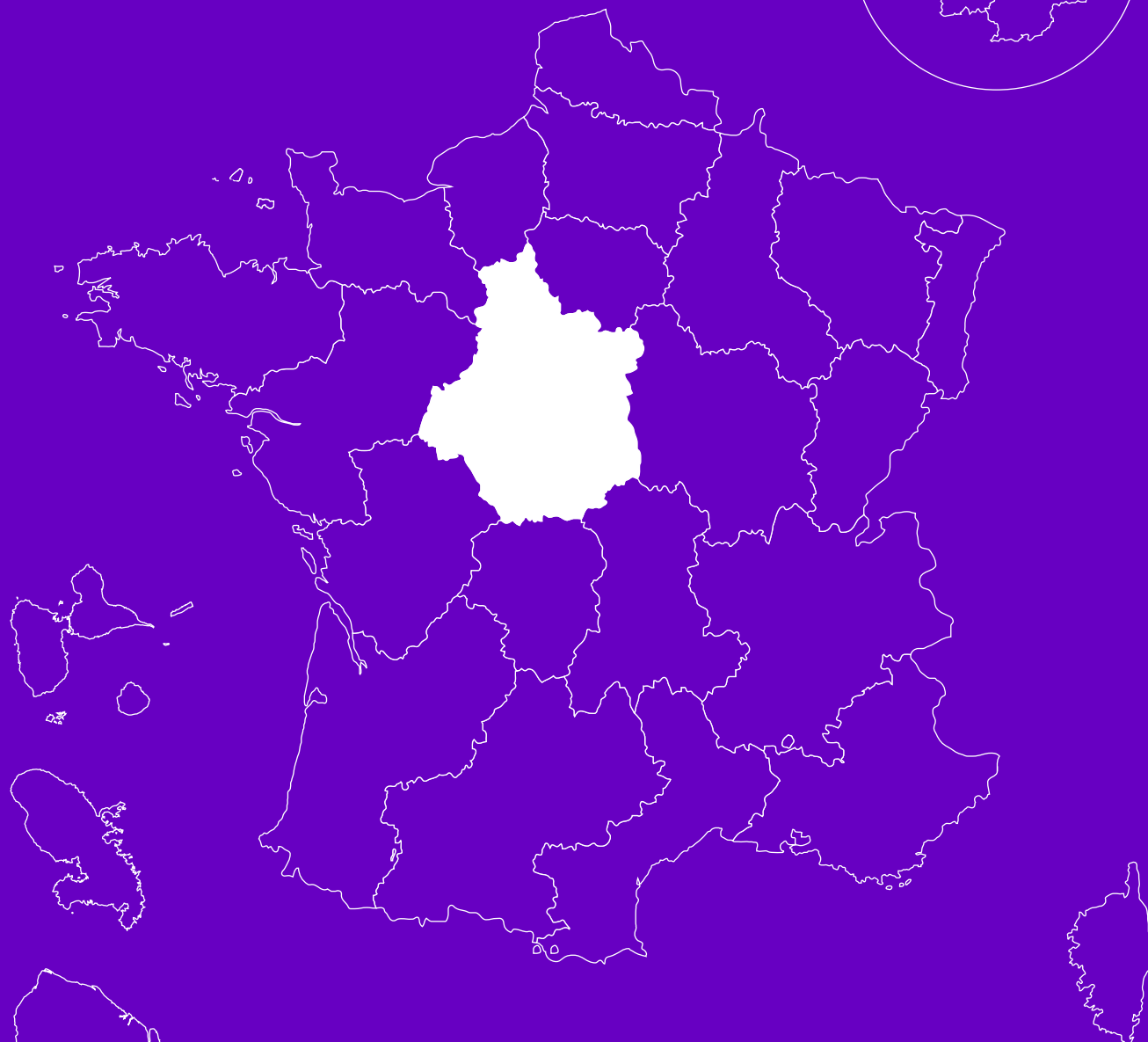
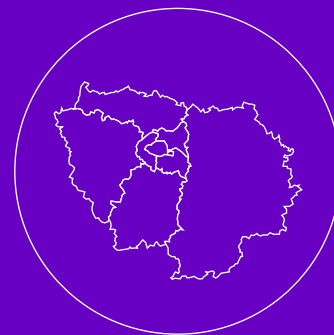
Rennes édite un bulletin bimestriel. Certaines sections ont un site Internet. Vannes : www.ldh-gwened.org, Rennes : www.ldhrennes.blogspot.fr, Loudéac-Centre Bretagne : www.ldh-france.org/section/loudeac, Rennes, Quimper, Ploërmel, Loudéac-Centre Bretagne, Concarneau-Quimperlé-Riec ont aussi une page Facebook.

Action remarquable parmi d'autres

Loudéac-Centre Bretagne a organisé à la Mothe la première Fête des droits, qui a attiré sept cents participants, parmi lesquels de nombreux scolaires. Le thème central était « Les Roms et les Gens du voyage ». Expositions, stands, animations, musique tzigane se sont succédé pendant trois jours. Le comité régional Bretagne et chaque section ont apporté leur soutien.

CENTRE

La région compte 283 adhérent-e-s réparti-e-s dans 5 sections, dont 11 adhérents sont isolés.



<u>Loir-et-Cher</u>	
Blois :	11
<u>Cher</u>	
Bourges :	24
<u>Indre</u>	
Châteauroux :	152
<u>Loiret</u>	
Orléans :	37
<u>Indre-et-Loire</u>	
Tours :	48
<u>Isolé-e-s :</u>	11
<hr/>	
Total adhérent-e-s	283

Une cinquantaine d'actions ont été répertoriées. Elles sont régulièrement rapportées par les médias locaux : *La République du Centre*, *La Nouvelle République*, ainsi que par France 3, Radio campus à Orléans, Bip TV et France Bleue à Châteauroux.

Démocratie, libertés

Les questions autour de citoyenneté et de l'effectivité des droits, le refus des atteintes aux libertés constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme.

Ainsi la section de Blois a organisé un café-débat sur « Droit de vote des étrangers aux élections locales... Où en sommes-nous ? », à Blois.

La section de Châteauroux a publié un communiqué et organisé une conférence de presse sur la vidéosurveillance. La section de Tours fait partie du Collectif contre la vidéosurveillance.

La section de Tours participe aux activités du Centre d'information et de documentation – Maison des associations humanitaires de Touraine.

La section de Bourges a organisé un colloque sur « L'Europe au défi de l'avenir ».

La section de Tours a organisé une table ronde sur le thème « Médias et affaires judiciaires ».

Dans le cadre de la lutte contre l'extrême droite, la section de Tours a participé à une manifestation contre le mouvement Vox populi. Sur ce même thème, la section de Châteauroux, qui fait partie du collectif « Vigilance 36 », a appelé à manifester en hommage à Clément Méric.

Droits et justice

La section de Châteauroux participe au comité « Mis et Thienot », victimes d'une erreur judiciaire. Celle d'Orléans a publié un communiqué de soutien à Fanny, militante refusant le prélèvement d'ADN. La section de Tours a organisé une soirée-débat sur le thème « Et demain, quelle prison ? ». Celle de Bourges est intervenue sur les élections pour les jeunes en prison.

Droits économiques, sociaux et culturels

La section de Châteauroux a appelé à manifester en soutien aux syndicats expulsés de leurs locaux. Dans le cadre du réseau Forum des droits humains, la section d'Orléans a organisé et participé à plusieurs conférences-débats sur le thème du droit au logement, avec également la projection suivi d'un débat sur le film *Louise Wimmer*.

La section de Châteauroux fait partie du Collectif pour les obsèques civiles.

Etrangers

C'est la thématique la plus importante pour les sections de la région Centre. Les sections ont organisé des projections-débats « La régularisation des sans-papiers : un an après », à Tours, et « Les arrivants », à Châteauroux, et une conférence : « L'exil et la réalité des déplacements de population », à Orléans. D'autres activités ont été mises en place, toujours sur le même thème de défense des droits des étrangers comme une course de solidarité à Orléans, une conférence de presse de soutien à Leonarda à Châteauroux, un cercle de silence qui se tient mensuellement à Blois. La section d'Orléans a obtenu gain de cause dans une action en justice intentée contre le conseil général du Loiret, pour un décret pris contre les mineurs étrangers isolés.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Ce sont des sujets importants, largement traités par les sections, à travers des communiqués de presse, des conférences et des projections de films. La section de Tours participe régulièrement au pôle antidiscrimination et a appelé, dans le cadre d'une action

collective, à une manifestation pour le « Mariage pour tous ». La section de Châteauroux est intervenue à travers de nombreux communiqués, conférences de presse, appel à manifestation contre le racisme et conférence pour défendre le droit des Gens du voyage : « Habitants et Gens du voyage, vers une meilleure reconnaissance mutuelle ». Conférence également par la section de Tours sur les Roms : « Les Roms : histoire, réalités et droits ». La section d'Orléans a organisé une projection-débat sur le film *Le Bateau en carton*.

Sur le thème du droit des femmes, la section d'Orléans fait partie du Comité pour le droit des femmes, et la section de Blois a organisé un café-débat sur le thème « Les femmes en politique ». La section de Châteauroux a organisé le spectacle *Courrier du cœur*. Projection-débat à Tours *Unique en son genre*, avec LGBT et MFPF, projection-débat aussi à Châteauroux avec *Rebelles*.

Permanences, soutien juridique

La section de Châteauroux tient une permanence juridique hebdomadaire, celle de Tours une permanence mensuelle et celle de Blois une permanence bimensuelle avec la Cimade. Toutes les sections sont joignables par téléphone.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Châteauroux, Orléans et Tours ont participé au concours « Ecrits pour la fraternité ». Les sections de Châteauroux et Orléans interviennent en milieu scolaire. Les sections de Bourges, Orléans et Tours participent au RESF, la section d'Orléans participe également au RUSF et au Collectif de soutien aux mineurs étrangers isolés. La section d'Orléans est membre du réseau Forum des droits humains, et la section de Tours intervient dans le collectif de soutien aux sans-papiers. Les sections sont présentes lors des forums des associations. La section d'Orléans était au salon du livre de Beaugency.

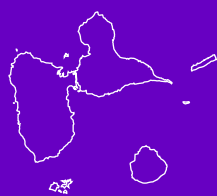
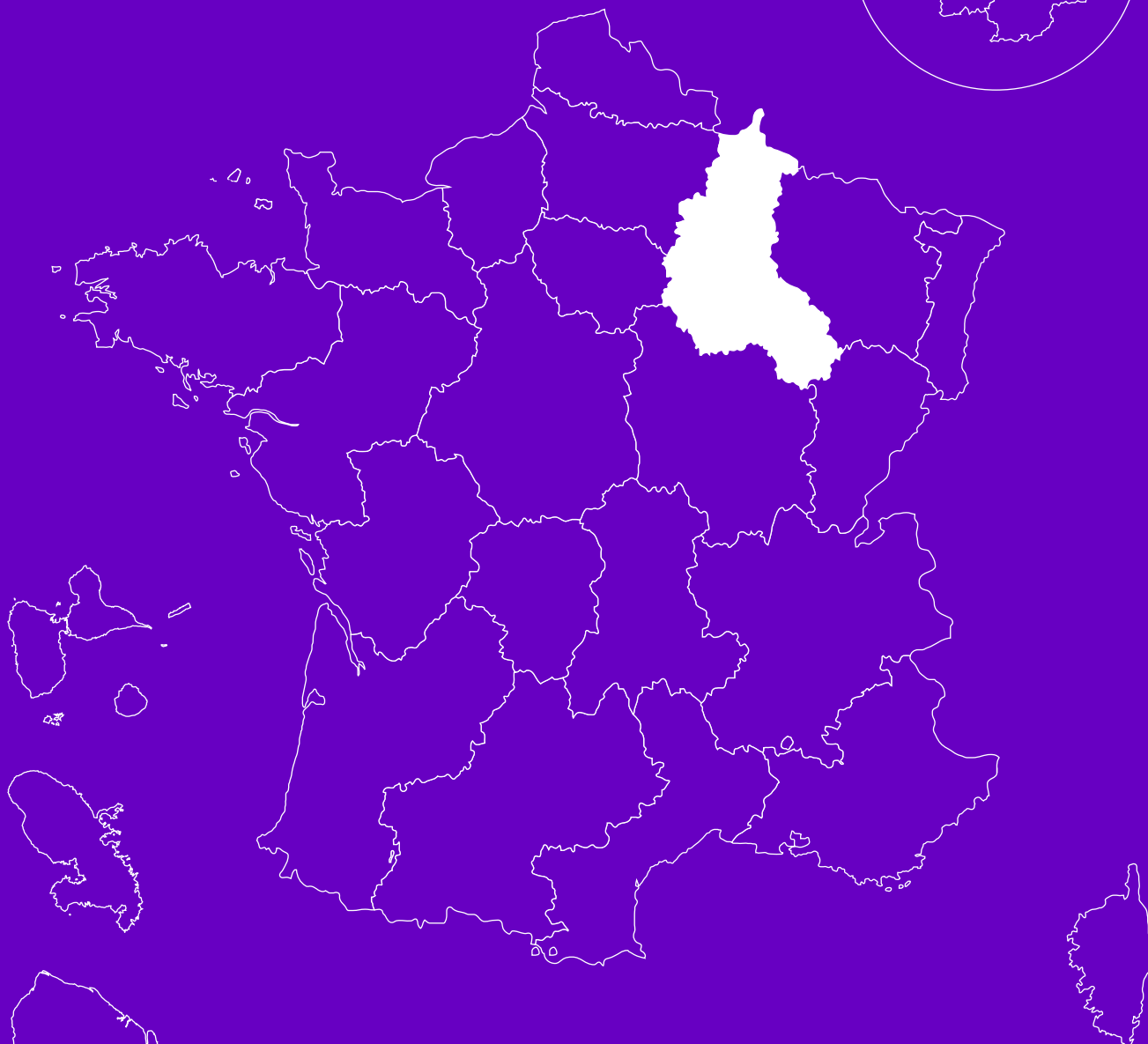
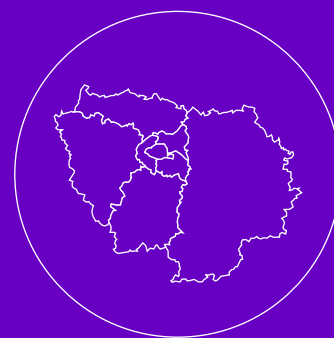
Certaines sections ont des sites Internet : **ldh.tours.free.fr**, pour Tours, et **www.ldh36.org** pour Châteauroux, qui a aussi une page Facebook.

Actions remarquables parmi d'autres

La section de Châteauroux organise chaque année un repas culturel des droits de l'Homme, qui réunit plus de cent soixante-dix participants, dont un certain nombre d'anciens sans-papiers défendus par la section. Une quinzaine de nationalités sont représentées, lors de ce grand moment de convivialité.

CHAMPAGNE-ARDENNE

La région compte 158 adhérent-e-s réparti-e-s dans 6 sections, dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Ardennes
Charleville-Mézières: 33
Vouziers: 11

Aube
Troyes: 22

Haute-Marne
Chaumont: 58

Marne
Châlons-en-Champagne: 16
Reims: 15

Isolé-e-s: 3

Total adhérent-e-s 158

Les sections de la Ligue des droits de l'Homme de la région Champagne-Ardenne ont réalisé plus d'une cinquantaine d'actions sur l'ensemble du territoire régional, au cours de l'année 2013. Elles ont mis en œuvre, parfois en collaboration avec d'autres associations, de nombreuses initiatives afin de promouvoir le caractère universel et indivisible des droits et défendre les libertés.

Afin de déployer ces activités, le comité régional a organisé des groupes de travail afin que les sections puissent travailler en commun sur les thématiques liées à l'asile et l'hébergement, les services publics en milieu rural et le droit à l'habitat, afin d'évoquer notamment les obligations liées aux aires d'accueil des Gens du voyage.

La LDH a été présente dans la presse régionale : *L'Union l'Ardennais*, *Tout Châlons*, *l'Est-Eclair*, France 3 Champagne-Ardenne...

Démocratie, libertés, droits, justice

Les questions autour de la citoyenneté et de l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme. La section de Charleville-Mézières s'est engagée à nouveau dans une action concernant la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

L'indivisibilité des droits consiste à ne pas séparer les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A ce titre, toutes les sections participent et accompagnent les manifestations pour la défense des services publics, le respect des droits économiques et sociaux et pour le droit au travail, en associant son travail avec les syndicats. La section de Charleville-Mézières s'est impliquée dans le comité de soutien aux

syndicalistes inculpés suite à une manifestation contre la réforme des retraites, qui réunissait des milliers de personnes à Charleville. Des incidents ont éclaté : huit personnes ont été interpellées par la police sur leurs lieux de travail et à leurs domiciles. Un Comité de solidarité et de soutien aux inculpés s'est créé le 7 janvier dernier. Il s'est réuni deux fois, pour rétablir la part manquante de la vérité sur ces événements, et pour que les huit prévenus (mais aussi les deux jeunes, le vidéaste et un autre arrêté devant la préfecture pour un fait mineur) soient relaxés et n'aient plus aucune poursuite judiciaire.

De son côté, la section de Vouziers a poursuivi son engagement dans un collectif « Gens du voyage », dont elle est à l'origine.

Etranger-e-s, droit d'asile

Toutes les sections de la région se sont engagées dans l'accompagnement de demandeur-euse-s débouté-e-s en lien avec les CADA Croix Rouge, l'Auda, le Secours catholique, RESF, la Piada, le Siao, les services des préfectures... Elles ont toutes un point commun : elles

concernent des demandeur-euse-s d'asile débouté-e-s (couple, personne seule, ou famille), dans une démarche de recours, dans des démarches d'étranger-e malade, d'autorisation pour travailler... Plus d'une cinquantaine de situations ont été accompagnées par les sections de Champagne-Ardenne, en 2013.

Alertée par la direction de la Croix Rouge, la section de Châlons-en-Champagne a dénoncé le sort réservé aux demandeur-euse-s d'asile qui, par manque d'hébergement, se sont retrouvé-e-s à la rue. Plus de vingt personnes, dont des enfants, se sont retrouvées à la rue pendant plus de cinquante-deux jours. Un reportage sur France 3 Champagne-Ardenne pour alerter l'opinion publique a été diffusé. Une forte mobilisation régionale, en lien avec RESF Marne, s'est maintenue pendant plusieurs mois. La section de Châlons-en-Champagne a interpellé les différentes collectivités afin d'entamer la réflexion sur la question de l'hébergement. Cette question reste problématique sur l'ensemble du territoire régional.

Ces questions mobilisent fortement les ligueur-euse-s, qui nécessitent cependant des compétences qui parfois dépassent le cadre du bénévolat. Une « cellule régionale d'écoute », animée par la section de Châlons-en-Champagne, est en réflexion pour permettre aux bénévoles d'échanger sur les situations humaines parfois très lourdes, et de sécuriser les interventions.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue.

En juillet, la section de Châlons-en-Champagne a organisé un ciné-débat en partenariat avec la Scène nationale de la ville « la Comète » autour du film *Just the Wind*, d'un réalisateur hongrois. La thématique était consacrée à la question des Roms, et plus particulièrement de la discrimination des Tziganes en Hongrie. Plus de cent personnes étaient présentes.

Dans un souci de faire réfléchir sur la question des discriminations, les sections interviennent dans les lycées et les sections de Charleville-Mézières, Chaumont, Troyes et Vouziers, et participent à la Semaine d'éducation contre le racisme.

A Charleville-Mézières, Reims et Troyes, des manifestations ont été menées par les sections avec le Mrap, suite à l'appel local, puis national, contre le racisme et en hommage à Clément Méric.

Toutes les sections se sont mobilisées le 30 novembre, pour organiser des marches et/ou rassemblement contre le racisme.

En partenariat avec la Licra, la section de Châlons a organisé un rassemblement et une marche contre le racisme le 30 novembre, place de la République, jusque devant le buste de Léon Bourgeois. Un des deux événements organisés dans la Marne et qui a mobilisé environ deux cents personnes de tous horizons. Chaque section de la région s'est également mobilisée le 30 novembre.

La section de Vouziers a organisé, le 21 décembre, une manifestation contre l'extrême droite suite à des tags antisémites sur des modules de *skate park* de la ville.

Concernant la discrimination liée au genre, la section de Châlons-en-Champagne a participé à la Journée régionale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et promeut la mallette pédagogique dans les différents établissements de formation de son territoire. La section de Chaumont intervient régulièrement, à l'occasion du 8 mars, dans différents établissements, sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Certaines sections, dont Charleville-Mézières, ont participé au plan de lutte contre les discriminations, au sein de leurs villes.

La section de Vouziers a également mené une action autour du handicap, en offrant notamment à tous les établissements médico-sociaux de son territoire le numéro 163 d'*Hommes & Libertés*, sur le thème du handicap.

Permanences, soutien juridique

La section de Troyes anime une permanence hebdomadaire tous les mardis, de 15 heures à 17 heures.

La section de Chaumont apporte un soutien et des conseils lors de permanences.

Les autres sections apportent des soutiens et des conseils, mais ne proposent pas de permanences juridiques.

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

Cette année encore, les sections ont organisé des conférences de presse, des ciné-débats, des cafés-débats, et sont intervenues en milieu scolaire et dans des événements régionaux relatifs à l'égalité.

Les sections ont relayé le concours « Ecrits pour la fraternité », sur la thématique, « Un toit pour toi, un toit pour nous, un toit eux », auprès de toutes les écoles et de RESF. Trois classes marnaises ont participé en 2013, et la section de Châlons-en-Champagne a organisé au sein de l'école participante une demi-journée d'échanges avec les élèves sur cette question.

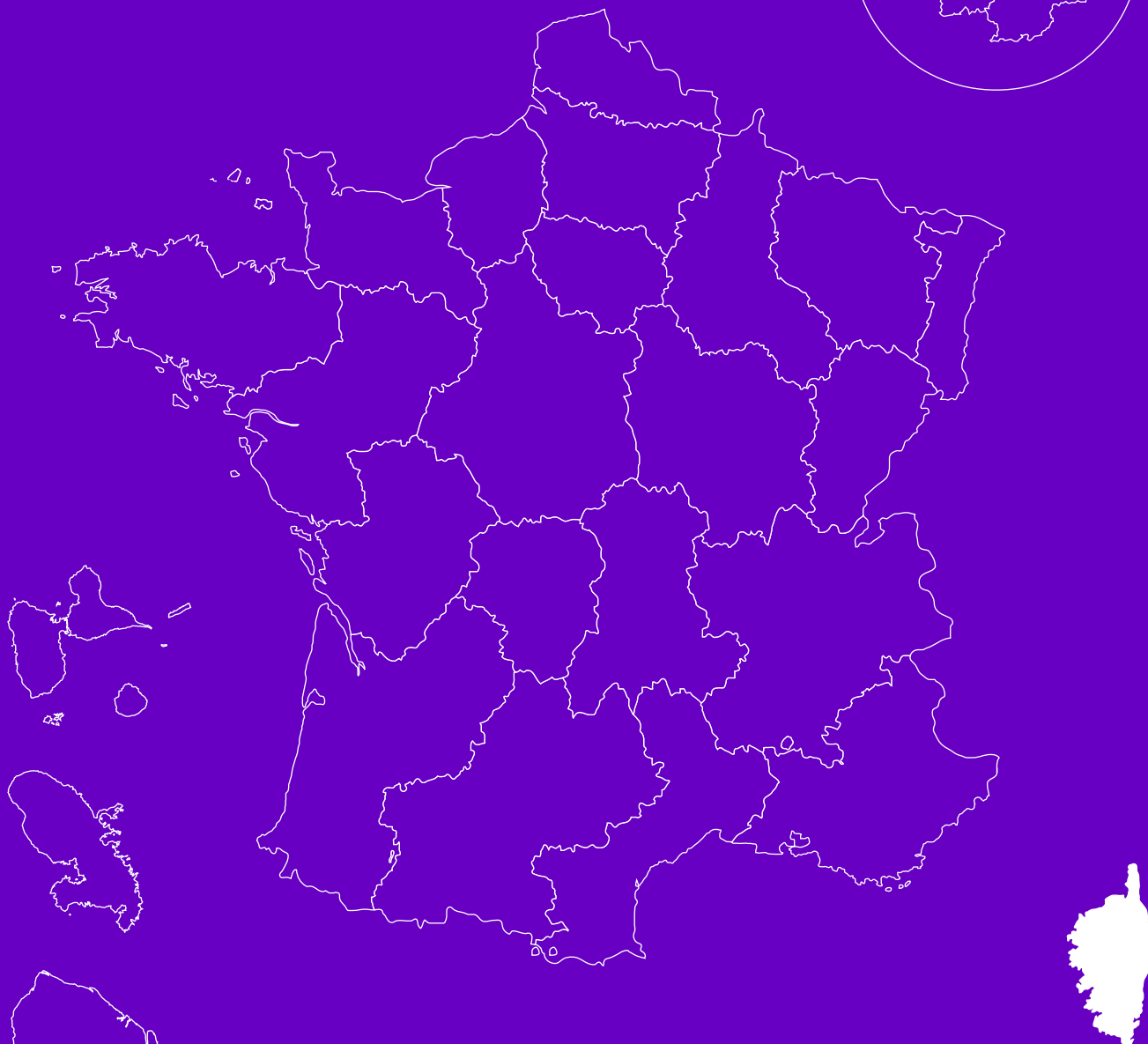
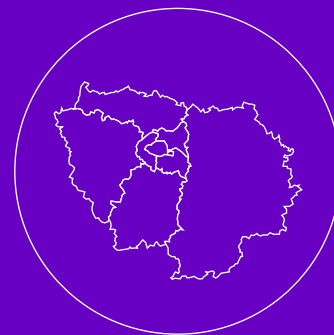
Les sections de Charleville-Mézières, Châlons-en-Champagne, Chaumont, Reims et Troyes ont participé aux forums des associations organisés au sein de leurs villes.

Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional a soutenu la situation d'un enfant kosovar qui a été expulsé alors qu'il était en attente d'une opération médicale importante. Cette affaire a pris une ampleur nationale et a fait l'objet de forte mobilisation sur le territoire champardennais, en lien avec RESF et d'autres associations. Après plus d'un an de bataille, l'enfant n'a pas eu l'autorisation pour revenir en France faire l'opération, malgré la mobilisation et les garanties financières demandées pour l'obtention d'un visa médical.

CORSE

La Corse compte 97 adhérent-e-s,
dont 9 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Corse</u>	
Ajaccio :	88
<u>Isolé-e-s :</u>	9
<hr/>	
Total adhérent-e-s	97

La participation aux réunions nationales est soutenue : déplacements pour le Comité central, l'université d'automne, la journée de formation nationale destinée aux sections et la participation de six ligueurs de Corse au congrès national.

Une quarantaine d'actions comprenant les rencontres avec des représentants institutionnels, les participations à des sessions de l'Assemblée de Corse, à des manifestations, réunions publiques et réceptions officielles, des audiences avec le préfet de région, une audience avec le procureur général à Bastia, des audiences avec le président de l'Assemblée territoriale de Corse, outre la présence à des séances publiques de la collectivité territoriale ainsi que la participation à plus d'une trentaine d'autres manifestations publiques. Un travail de fond sur l'articulation « Peuple corse - communauté de destin-citoyenneté de résidence » est permanent.

Sur le plan médiatique, vingt-sept communiqués, tribunes, lettres ouvertes, appels ont été publiés par plusieurs médias locaux (le quotidien *Corse-Matin*, l'hebdomadaire *La Corse-Votre Hebdo*, le mensuel *Paroles de Corse*, les radios Alta Frequenza, RCFM et RCF, la chaîne France 3 Corse Via Stella, les médias en ligne Corsenetinfos, Corsematin.com, Corsica infurmazione) et nationaux (AFP, BFM, Huffington post), auxquelles s'ajoutent treize conférences de presse, avec la présence, pour la plupart d'entre elles, de l'ensemble des médias locaux. Enfin, une quinzaine d'interviews, articles ou émissions faisant référence à la LDH de Corse, en dehors des publications et des conférences de presse mentionnées ci-dessus, sont à relever. Et la section dispose désormais d'un blog (cent cinquante articles publiés, une moyenne de quarante visites quotidiennes).

Démocratie, libertés

Les droits civils, politiques, l'Etat de droit, la démocratie et les libertés publiques constituent des préoccupations majeures de la Ligue des droits de l'Homme. Aussi, la section a mené de nombreuses actions en ce sens. Elle a condamné publiquement les violences, dénoncé l'impunité des criminels et rejeté la justice

d'exception. La section a réagi à diverses occasions (assassinat du président du parc naturel régional de Corse, attentat contre le Gir en charge de la lutte contre l'économie souterraine, incendie criminel qui a détruit les locaux d'un entrepreneur à Evisa).

Les protestations ont aussi pris la forme d'une tribune et d'interventions sur les ondes, contre les propos du ministre de l'Intérieur selon lesquels « *la violence est*

enracinée dans la culture corse », ou encore sous la forme de la publication, dans la revue *Paroles de Corse*, d'une interview dans un dossier intitulé « *Dérive sanglante - Halte au feu!* ».

A propos de la campagne « Contre les assassinats et la loi de la jungle », diverses manifestations ont été programmées : la section a ainsi réuni onze signataires représentatifs de la société civile, autour d'un appel en vue de constituer un collectif. Elle a aussi aidé à la constitution d'un comité de soutien. Diverses interventions médiatiques ont suivi, comme la soirée de mobilisation, à Bastia, « *Per un'altra strada* » où trois cent cinquante personnes ont répondu à l'appel du collectif. Des artistes dont Guy Bedos (interviewé à ce sujet dans plusieurs médias) ont donné leur voix pour refuser la fatalité des violences.

L'action de la section a été aussi caractérisée par une campagne de dénonciation des dérives répressives, à la prison de Borgo. La section a ainsi rencontré des familles de détenus, des avocats et le personnel de la prison, qui ont tous témoigné du climat délétère dans cette prison. Puis se sont succédés diverses actions : l'organisation d'une conférence de presse avec le président du Saf Corse ; la participation à une conférence de presse de l'associé Sulidarity (prisonniers politiques) et l'interview LDH (Alta-frequenza et *Corse-matin*) ; un débat sur RCFM avec un responsable national FO pénitentiaire, à l'occasion de la venue de Christiane Taubira en Corse, suivi par un communiqué, repris par l'AFP, rappelant le dépôt de trois plaintes de détenus contre des mauvais traitements ; une réunion publique, à Bastia, avec l'associé Sulidarity, a posé la question « *Que se passe-t-il à la prison de Borgo ?* ».

S'agissant de la situation des prisonniers politiques, la section a plus particulièrement participé à la Journée internationale des prisonniers politiques et à la conférence de presse, organisée par l'association Sulidarity, pour défendre les droits des détenus, notamment le rapprochement familial.

Pour l'application du droit commun et le refus de la justice d'exception, la section a émis des communiqués de soutien aux avocats et magistrats insulaires qui dénoncent une institution judiciaire locale sinistrée, faute de personnels, des rappels des engagements du gouvernement et de refus de la justice

d'exception. Au moment où se déroulait un second procès mettant en cause des personnes accusées d'avoir hébergé Yvan Colonna, la section a rappelé le contexte répressif et réaffirmé sa solidarité à l'égard de ceux qui revendiquent leur geste d'hospitalité. Ces communiqués ont été accompagnés ou suivis par une interview de Guy Bedos publiée dans *Corse-Matin*, dénonçant « L'acharnement pénitentiaire contre Yvan Colonna », après son transfert à la prison de Réau « *pour tentative d'évasion* », puis une tribune « Justice pour Yvan Colonna », dans *Le Huffington Post*. Enfin, à l'occasion du déplacement de la garde des Sceaux, une tribune « Sortir de l'exception » a été publiée dans *La Corse Votre Hebdo*, évoquant la question de la caractérisation de la criminalité en Corse, réfutant l'idée de mafia, et sa conséquence liberticide, un statut de repent.

A propos de la réforme constitutionnelle, la section a assisté aux débats portant sur le projet débattu à l'Assemblée de Corse, et a approuvé le vote de l'Assemblée de Corse, à une très large majorité, pour l'inscription de la Corse dans la Constitution.

La section a participé à des événements de la société civile. C'est ainsi qu'elle a été présente au rassemblement du 1^{er} Mai, à Ajaccio, devant la préfecture ; à une rencontre publique avec des lycéens sur la laïcité ; à une conférence-débat du Syndicat des travailleurs en Corse.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les droits indivisibles économiques, sociaux, culturels et environnementaux ont fortement mobilisé la section. C'est ainsi qu'elle a suivi les travaux d'élaboration du Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse, en participant aux ateliers (« Encourager l'initiative privée et les activités productives pour développer l'emploi en mobilisant les ressources humaines du territoire » et « Mettre les ressources culturelles, identitaires et patrimoniales au service du projet de développement »), organisés par la collectivité territoriale.

La question fiscale a aussi été envisagée par la section. Celle-ci a dénoncé la décision du Conseil constitutionnel, qui a mis fin à la prorogation de l'arrêté Miot sur les successions en Corse, et elle a rappelé le désordre juridique en matière de titrisation. Elle a adhéré à un collectif de la société civile. Ce dernier a organisé une manifestation « pour un statut fiscal dérogatoire » qui a rassemblé dix milles personnes, à Bastia.

S'agissant de la langue corse, la section a publié la déclaration « Pour un nouveau droit linguistique », et elle s'est associée à la préparation de la soirée revendicative du collectif « Parlemu corsu », « per a società bilingua ». Plus de trois milles personnes, dont de nombreux jeunes, étaient présents. Et avant le vote du rapport sur la co-officialité de la langue corse par la collectivité territoriale de Corse, la section a remis une lettre ouverte à chaque élu de l'Assemblée de Corse et du conseil exécutif de Corse pour rappeler le lien entre société bilingue sans discrimination, communauté de destin et démocratie. La lettre a été publiée intégralement le jour du débat, dans *Corse-Matin*.

Campagne, pédagogie sensibilisation et communication

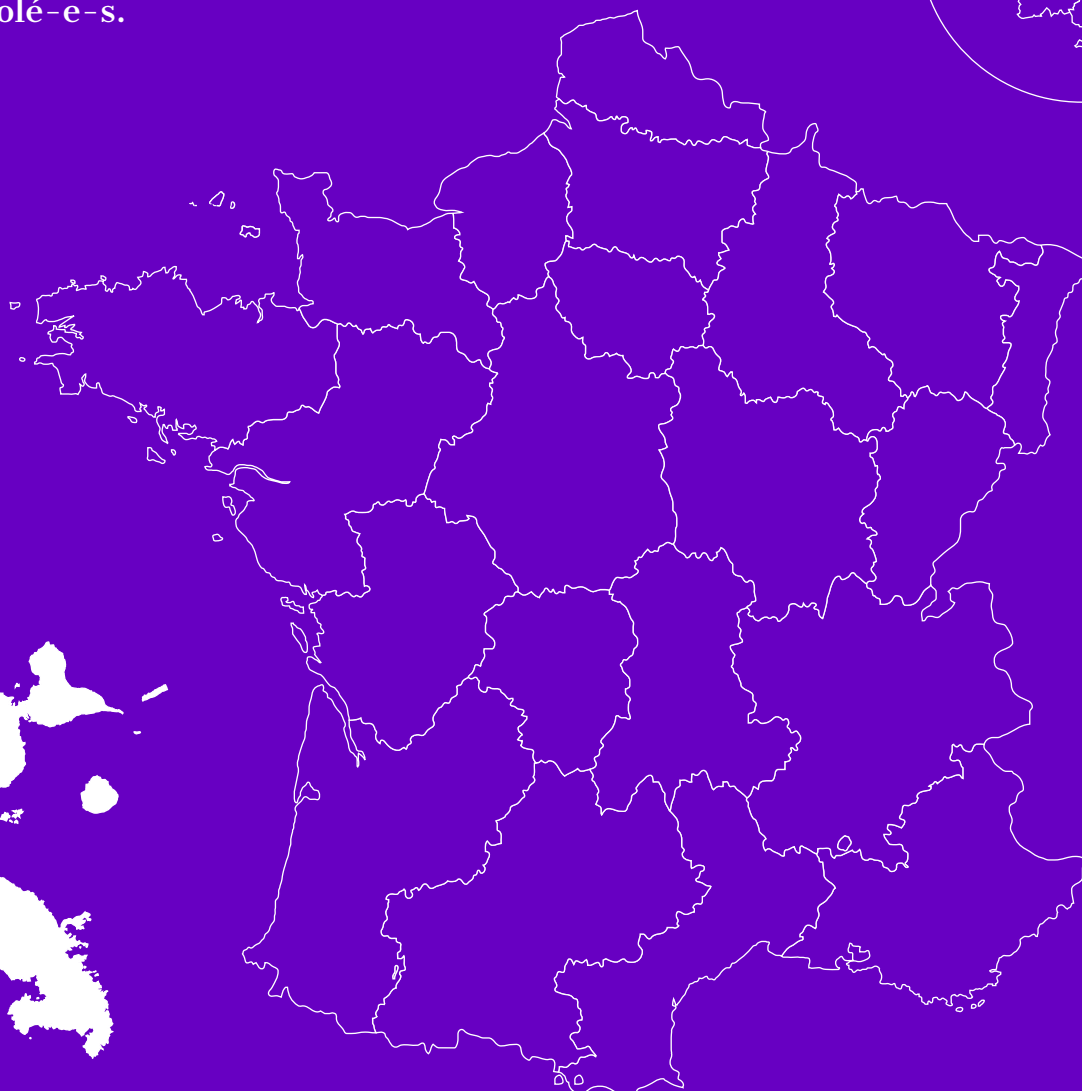
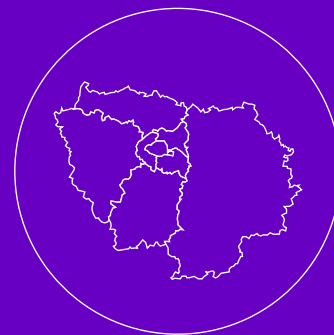
La section, sollicitée par le recteur de l'académie de Corse, a participé et contribué à l'organisation au jury du concours « Plaidoirie contre la peine de mort ». Elle a aussi été à l'initiative d'une journée de formation sur la diversité, avec le personnel de la Poste. La section a encore participé à diverses manifestations mémorielles : pour les commémorations de la Deuxième Guerre mondiale, la section a participé à la cérémonie sur la création du Comité national de la Résistance, a assisté à une conférence-débat sur la déportation, a été présente pour l'hommage rendu aux patriotes corses et aux cérémonies officielles de la libération de la Corse ainsi qu'à l'inauguration d'une exposition photographique à ce sujet et à la projection publique du film de Fred Scamaroni et Jean Nicoli : *Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas*. Elle a aussi participé au lancement de la campagne pour la réhabilitation des fusillés, dans le cadre du centenaire de la guerre 14-18.

Action remarquable parmi d'autres

La campagne pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple s'est appuyée sur le travail mené en Corse depuis 2011, une motion de la section pour la réhabilitation des victimes des tribunaux militaires pendant la Grande Guerre ayant été adoptée par l'Assemblée de Corse. Des militants de la section étaient présents à Casabianca pour partager l'hommage à Luigi Virgo, fusillé pour l'exemple de la guerre 14-18. Et le 11 novembre, une conférence de presse annonçant la création du collectif « Pour la réhabilitation en droit des fusillés de 14-18 » était largement répercutée par les médias.

DOM-COM

Dans les 5 départements d'outre-mer, on compte 212 adhérent-e-s, réparti-e-s dans 6 sections, dont 7 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Guadeloupe

Basse-Terre :	13
Pointe-à-Pitre :	27

Guyane

Cayenne :	22
-----------	----

La Réunion

Saint-Denis-de-la-Réunion :	80
-----------------------------	----

Martinique

Fort-de-France :	13
------------------	----

Mayotte

Mayotte :	5
-----------	---

<u>Isolé-e-s :</u>	<u>7</u>
--------------------	----------

Total adhérent-e-s	97
--------------------	----

Démocratie, libertés, droits, justice

Les questions autour de la citoyenneté et de l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme.

Les sections de Saint-Denis de la Réunion et de Cayenne sont intervenues en faveur du vote des étranger-e-s aux élections locales.

La section de Nouvelle-Calédonie travaille sur les droits des autochtones et réfléchit sur la complémentarité des droits coutumiers et du droit commun.

La section de Cayenne a essayé de faire vivre le collectif des droits composé de Aides, Arbre fromager, ASFMF, Cimade, Daac, Guyane, Dal, Guyane écologie, LDH, Médecins du monde, Onag, RESF, Samu social, Sgen-CFDT, Snuipp, Sud éducation, Syndicat de la magistrature, Tjenbé Rêd prévention Guyane – en vain actuellement –, et de rappeler au Défenseur des droits la saisine sur l'accès à l'éducation : elle s'est battue aux côtés du service juridique et des parents contre les refus d'inscription à l'école contre des demandes illégales de documents, mais a échoué au TA et au Conseil d'Etat.

Les droits fondamentaux sont bafoués : enfants non scolarisés, manque d'accès aux soins, empoisonnement au mercure, entraves à la libre circulation des personnes, logements indécents, défauts d'application des droits des détenus. De véritables atteintes aux libertés sont constatées : des personnes abandonnées aux frontières après leur réadmission au Brésil et Suriname, des personnes victimes de violences, notamment les femmes, insuffisamment accompagnées, une ineffectivité du droit à une orientation sexuelle et à une identité de genre librement vécues.

Elle suit de près l'accès au certificat de nationalité et lutte pour qu'il soit délivré dans des conditions de légalité et de transparence, et elle agit contre les entraves administratives : non-délivrance de justificatifs de dépôt de demande, exigences abusives voire illégales de documents de constitution de dossiers, délais abusifs dans le traitement des dossiers, restrictions dans l'accompagnement des personnes étrangères retenues.

La LDH de Nouvelle-Calédonie a élaboré une Charte citoyenne de la Nouvelle-Calédonie afin de manifester une volonté de construire ensemble leur pays et de donner corps à un destin commun.

Concernant le milieu carcéral et la privation des libertés, un débat a eu lieu au sein des ligueur-euse-s de la section de Saint-Denis de la Réunion, avec les représentant-e-s de l'institution judiciaire, sur l'évolution du droit et les peines alternatives à la prison. La section a d'ailleurs participé aux Journées nationales des prisons, dont la thématique a été consacrée au droit à la santé en prison.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

L'indivisibilité des droits consiste à ne pas séparer les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A ce titre, toutes les sections participent et accompagnent les manifestations pour la défense des services publics, le respect des droits économiques et sociaux et pour le droit au travail, en associant son travail avec les syndicats.

La section de Saint-Denis de la Réunion agit et prône par un dialogue civil authentique, afin de permettre le droit au travail, le droit au logement, le droit à l'éducation et à la culture sans discrimination, le droit à l'égalité entre les femmes et les hommes, le droit à la santé et à un environnement sain et durable.

La section de Saint-Denis de la Réunion est également intervenue aux côtés de la Confédération nationale du logement pour que la situation des familles confrontées à l'insalubrité et aux risques d'effondrement dans ces immeubles « en fin de vie » évolue rapidement. Un courrier a été adressé aux bailleurs sociaux, et aux autorités concernées. Elle a aussi organisé une réunion avec la Fondation Abbé Pierre à l'occasion de la publication du rapport sur le mal-logement.

Les mouvements sociaux de l'année 2013, le chômage important des moins de 25 ans (60 %), les mouvements de jeunes, font que la section de Saint-Denis de la Réunion priorise son action pour la formation et l'emploi des jeunes. Dans ce cadre, la section a rencontré les mouvements des jeunes, notamment à l'occasion du Salon de l'étudiant. Ainsi, des partenariats approfondis avec beaucoup d'associations existent, sur cette question de la défense des droits économiques et sociaux.

La section de Cayenne se préoccupe des droits des autochtones et des minorités comme les Bushinengué, notamment dans leur accès à l'éducation et à la santé.

Etranger-e-s, droit d'asile

Au regard de la situation humanitaire en Haïti, toujours considérée comme largement catastrophique – trois-cent-quatre-vingt-dix milles personnes vivent encore sous des tentes dans cinq-cent-soixante-quinze camps, selon la Plateforme des organisations haïtiennes des droits humains POHDH –, les sections de Guadeloupe et Martinique continuent de réclamer l'arrêt des reconduites vers Haïti sur la totalité du territoire français, le respect de la législation française en matière de droit des étrangers sur le territoire français, de manière indivisible et unifié – comme le rappelle les principes fondamentaux de la République –, et la remise en cause du régime d'exception qui s'applique en outre-mer.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue.

La LDH s'est portée partie civile, dans l'action juridique d'une victime suivie par la section de Cayenne pour injure à caractère raciste contre la déléguée à l'égalité et aux droits des femmes. La section de Saint-Denis de la Réunion agit pour faire vivre le principe d'égalité des droits et de lutter contre toutes les formes de discriminations, qu'elles soient fondées sur le genre ou l'orientation sexuelle, sur l'origine, sur la langue, sur l'opinion, sur la religion ou son absence, sur la situation sociale ou de fortune. La section a manifesté en faveur du mariage pour toutes et tous.

Une réflexion sur le genre a été enclenchée à Saint-Denis de la Réunion, en lien notamment avec le Collectif pour l'élimination des violences intrafamiliales (Cevif).

En Nouvelle-Calédonie, les inégalités de traitement, pourtant criantes, font trop souvent l'objet de rationalisations et de tentatives de légitimation de toutes sortes, par ceux qui les pratiquent et par beaucoup de ceux qui n'ont pas à les endurer. Il en va autrement pour ceux qui les subissent : ces discriminations ont des effets sur leur vie matérielle, professionnelle et sociale, sur leur perception de la réalité et d'eux-mêmes, sur leur confiance en eux et envers autrui, et sur la qualité de l'avenir qu'ils escomptent. La LDH de Nouvelle-Calédonie a donc choisi de porter sa réflexion sur les pratiques discriminatoires et les moyens de les dénoncer. Elle a retenu le *testing* – considéré comme une preuve en justice depuis 2002 – qui consiste à démontrer des faits de discrimination, notamment liés à une appartenance ethnique ou à une apparence physique. En novembre 2013, la LDH de Nouvelle-Calédonie a présenté une table ronde sur l'action-*testing*, lors du 1^{er} congrès international de psychologie en Océanie. Un Guide juridique contre les discriminations a été élaboré par les membres de la Commission « racisme & discriminations » de la LDH de Nouvelle-Calédonie, dont l'objet est de présenter les outils et les procédures ouvertes aux victimes de discriminations en Nouvelle-Calédonie. Il a pour objet de faciliter les démarches aux victimes de discriminations. Il est à destination des professionnel-le-s, des associations et des personnes confronté-e-s aux discriminations.

Permanences, soutien juridique

La section de Cayenne assure une permanence juridique pour les adultes (RESF s'occupe des lycéen-ne-s et jeunes adultes). Plus de cent-cinquante dossiers ont été accompagnés dans l'année avec cinq bénévoles, à la Maison des associations, une fois par semaine : elle a instruit de nombreux recours contre des OQTF.

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections ont relayé le concours « Ecrits pour la fraternité » sur la thématique « Un toit pour toi, un toit pour nous, un toit pour eux ».

La section de Saint-Denis de la Réunion a rendu hommage à Stéphane Hessel, en organisant une conférence de presse. Plus globalement, cette section a assuré un programme fourni, au niveau de la sensibilisation auprès des jeunes publics, faisant ainsi jouer son rôle d'éducation populaire et de transmission auprès des jeunes citoyen-ne-s. Des conférences-débats citoyens et philosophiques en milieu scolaire sont proposées. La section est intervenue en milieu carcéral au travers d'ateliers d'apprentissage de la citoyenneté, en partenariat avec la Ligue de l'enseignement.

Afin de marquer la date anniversaire de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, la section de Basse-Terre en Guadeloupe a organisé, avec un lycée de l'île, le village des droits de l'Homme de la Guadeloupe en décembre. Ce village, animé par des intervenants, mais aussi des élèves, avait pour but de sensibiliser les élèves à la citoyenneté et au respect mutuel. De nombreux ateliers ont été organisés, notamment un procès, joué par des élèves, inspiré de faits réels et encadré par des hommes de loi.

Une action remarquable parmi d'autres

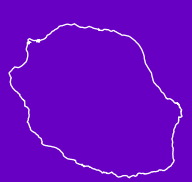
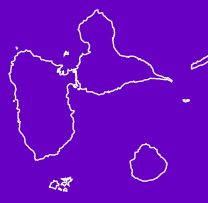
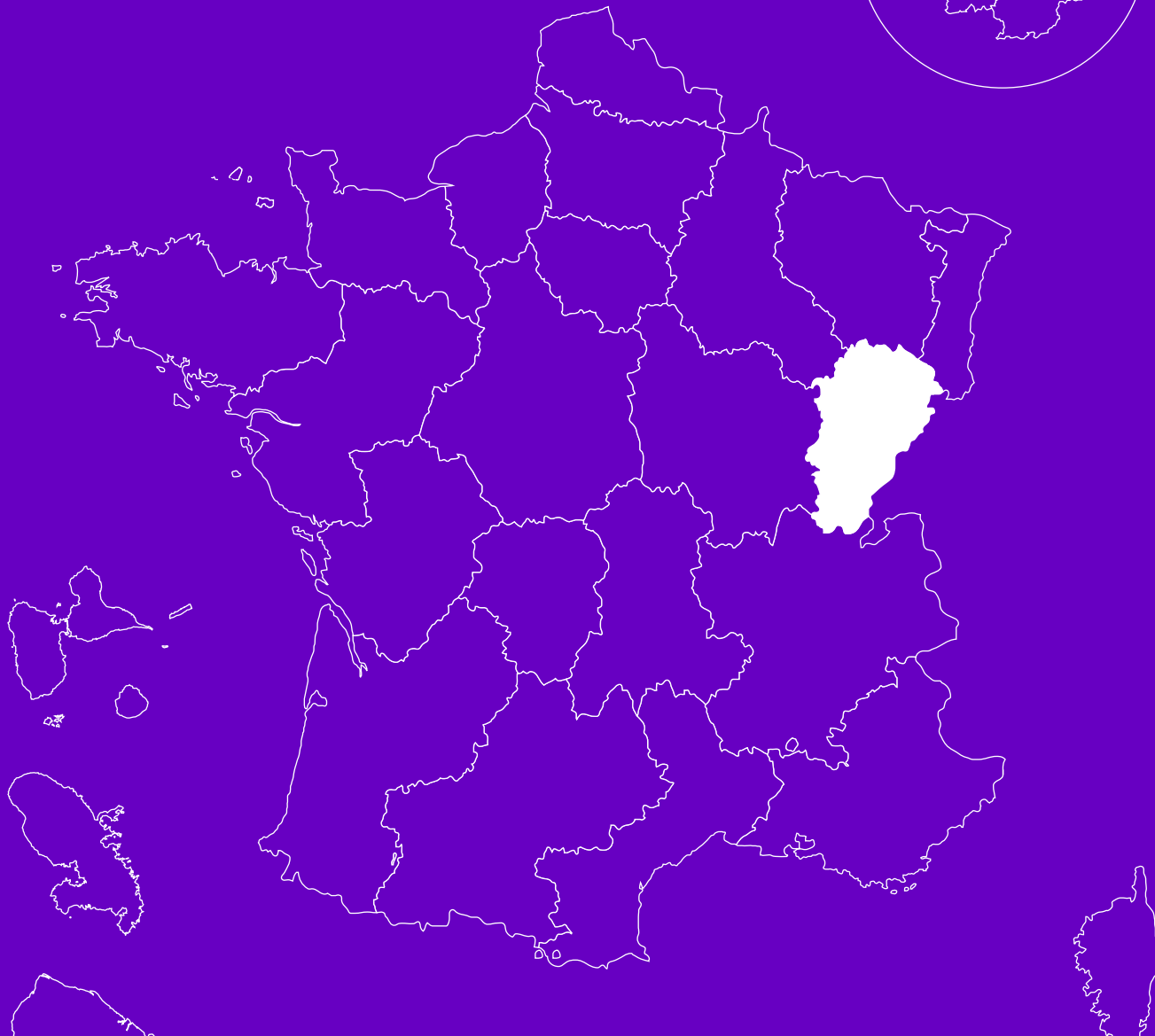
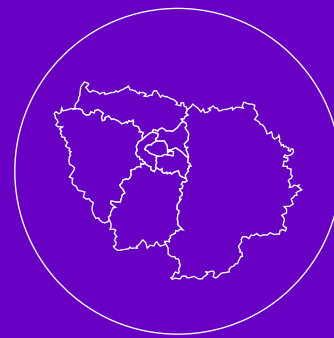
Afin de permettre aux populations non francophones de maîtriser les principes des droits de l'Homme, plusieurs traductions ont été émises à disposition. La Déclaration universelle des droits de l'Homme a été traduite en langues maternelles (en shimaoré et en kibushi). La section de Mayotte s'est donc saisie de cette traduction pour s'adresser à toutes les populations et évoquer la question des droits de l'Homme. En Martinique, la section de Fort-de-France, pour les cent dix ans de sa création, a décidé d'éditer la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 en langue créole, traduite par Jean-Marc Rosier, et d'en faire une affiche.

Nouvelle-Calédonie (LDN-NC)

La LDH de Nouvelle-Calédonie est une association loi 1901, créée en 1999 au lendemain de la signature de l'accord de Nouméa. Elle s'inscrit dans la logique de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie pour l'émergence d'une citoyenneté du pays. Elle est en lien avec la Ligue des droits de l'Homme et la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme. Cette association réunit des hommes et des femmes conscients que face à l'oppression, l'injustice ou la tyrannie, ils ont un rôle de citoyen à jouer, celui de défendre les droits de l'Homme. Aujourd'hui, la LDH-NC est forte d'une cinquantaine d'adhérents à travers tout le pays. A leur façon, chacun d'entre eux participe à la construction du pays.

FRANCHE-COMTÉ

La région compte 130 adhérent-e-s réparti-e-s dans 4 sections, dont 7 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Doubs</u>	
Besançon :	28
<u>Jura</u>	
Dole :	22
<u>Haute-Saône</u> :	14
<u>Territoire de Belfort</u>	
Belfort :	59
<u>Isolé-e-s</u> :	7
<hr/>	
Total adhérent-e-s	130

Les sections de la région Franche-Comté ont réalisé plus d'une trentaine d'actions au cours de l'année 2013. Elles ont mis en œuvre, parfois en collaboration avec d'autres associations, de nombreuses initiatives afin de promouvoir le caractère universel et indivisible des droits de l'Homme et de défendre les libertés publiques.

La dynamique régionale s'appuie sur un esprit participatif, au sein du comité régional. La délégation régionale (titulaire et suppléante) a par ailleurs assisté à neuf réunions du Comité central. Chacune de ces dernières ont donné lieu à un compte rendu synthétique. Les quatre sections ont été représentées au congrès de Niort par des délégués membres du comité régional.

La presse régionale (*Le Progrès*, *L'Est républicain*) a périodiquement rendu compte des diverses actions.

Démocratie, libertés

Les droits, civils, politiques, l'Etat de droit, la démocratie et les libertés publiques, objets de l'action de l'association, ont été les préoccupations majeures des sections. C'est ainsi que le droit de vote aux élections locales pour les résidents non communautaires, mesure de justice et d'approfondissement de la citoyenneté, a largement mobilisé les sections de la région. La campagne, initiée par la LDH, a été relayée, notamment, par une lettre de la section de Dole aux parlementaires, par la création du Comité 90, à Belfort, intitulé « Le droit de vote, c'est maintenant », et l'organisation, à Besançon, de la conférence « Pour le droit de vote de tous les résidents étrangers dès 2014 ». La section de Besançon a été aussi à l'initiative d'un collectif d'associations locales sur le sujet qui, en particulier, a interpellé les parlementaires du département du Doubs.

Le droit de vote étant un droit fondamental qui participe de la citoyenneté, la diffusion d'un tract incitant les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales a été assuré par la section de Dole.

Plus généralement, la réflexion sur le fonctionnement démocratique et ses fragilités s'est déployée grâce à la projection de films à Dole : *Piazza*

Fontana, *La Longue nuit indochinoise* et *El Gusto*, chaque fois suivis d'un débat.

La question de la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, à la veille du centenaire de 1914, a été à l'origine d'actions régionales. C'est ainsi que le 11 novembre, des manifestations initiées par les sections, en partenariat avec la Libre Pensée, ont eu lieu à Dole et à Belfort. Ces commémorations ont mobilisé plus largement que les années précédentes. Les sections de Dole et Vesoul ont poursuivi la mobilisation par une lettre ouverte adressée aux maires du Jura, et la section la section de Besançon aux cinquante-neuf maires de l'agglomération. Enfin, la section de Belfort a participé à une émission sur Radio amitié. Et, après projection du film *Adieu la vie, adieu l'amour*, un débat organisé en collaboration avec la Libre Pensée a suivi.

Droits et justice

La question de la réforme pénale (droit pénal et procédure pénale) et l'effectivité des droits sont l'objet des préoccupations majeures de la Ligue des droits de l'Homme. Aussi, le comité régional et la section de Belfort ont initié une journée de réflexion-formation sur la justice des mineurs, ouverte aux associations et aux professionnels. Etaient programmées des interventions de professionnels de la justice (juge et avocat), d'assesseurs de

juridictions des mineurs, d'une assistante sociale et d'un policier, permettant une approche pluridisciplinaire.

Un autre débat a été organisé par la section de Dole sur le thème « Justice, police, prisons, quelles évolutions possibles ? ».

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les droits économiques, sociaux et culturels indivisibles ont été l'objet d'actions des sections de la région. L'année 2013 a principalement été consacrée à l'économie sociale et solidaire. C'est ainsi que le comité régional et la section de Besançon ont conclu un partenariat avec la Macif afin d'organiser une conférence-débat intitulée « L'économie sociale et solidaire, un pont entre valeurs humaines et efficacité économique », avec la participation du président national de la LDH et des vice-présidents du conseil régional et du Conseil économique et social, ainsi que des acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire.

Etrangers

La Ligue des droits de l'Homme œuvre pour que chacun, quelle que soit sa nationalité, bénéficie des mêmes droits et ne soit pas discriminé. Cet engagement citoyen occupe en permanence une large part du militantisme des ligueurs. Aussi, l'expulsion de Leonarda, les conditions de son arrestation lors d'une sortie scolaire à Levier (Doubs) ont suscité un communiqué de presse réclamant notamment une réforme du droit d'asile.

International

Les sections se sont fortement impliquées dans ce domaine. C'est ainsi que la section de Besançon a appelé à une manifestation « Vague blanche pour la Syrie » ; la section de Dole a participé à une réunion autour du « Réseau pour une paix juste au Proche-Orient » et a été partie prenante de la Semaine de la solidarité internationale, en organisant notamment une soirée-débat sur le « Printemps arabe ».

Permanences, soutien juridique

Les sections de Belfort et de Vesoul tiennent des permanences et assurent un soutien juridique. De nombreuses actions et interventions en préfecture ont été menées, à Belfort, avec RESF. Les autres sections et la délégation régionale se sont également fortement mobilisées.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Dole et Besançon ont participé aux forums des associations.

Les sections de Belfort et de Dole, ont organisé le concours des « Ecrits pour la fraternité », avec un lauréat national à l'IME de Dole. Cette section a aussi participé à une action initiée par l'Acat, en direction des lycéens de terminale, lors de la Journée internationale pour l'abolition de la peine de mort.

La délégation régionale a animé le débat sur les discriminations d'origine sociale, organisé par un collectif d'associations de solidarité, pour la Journée mondiale du refus de la misère.

La section de Besançon a participé au Forum de la solidarité initié par un collectif, et a appelé à une manifestation contre le racisme ; celle de Lons-le-Saunier a eu la même initiative, en lien avec SOS Racisme.

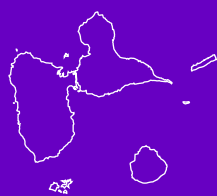
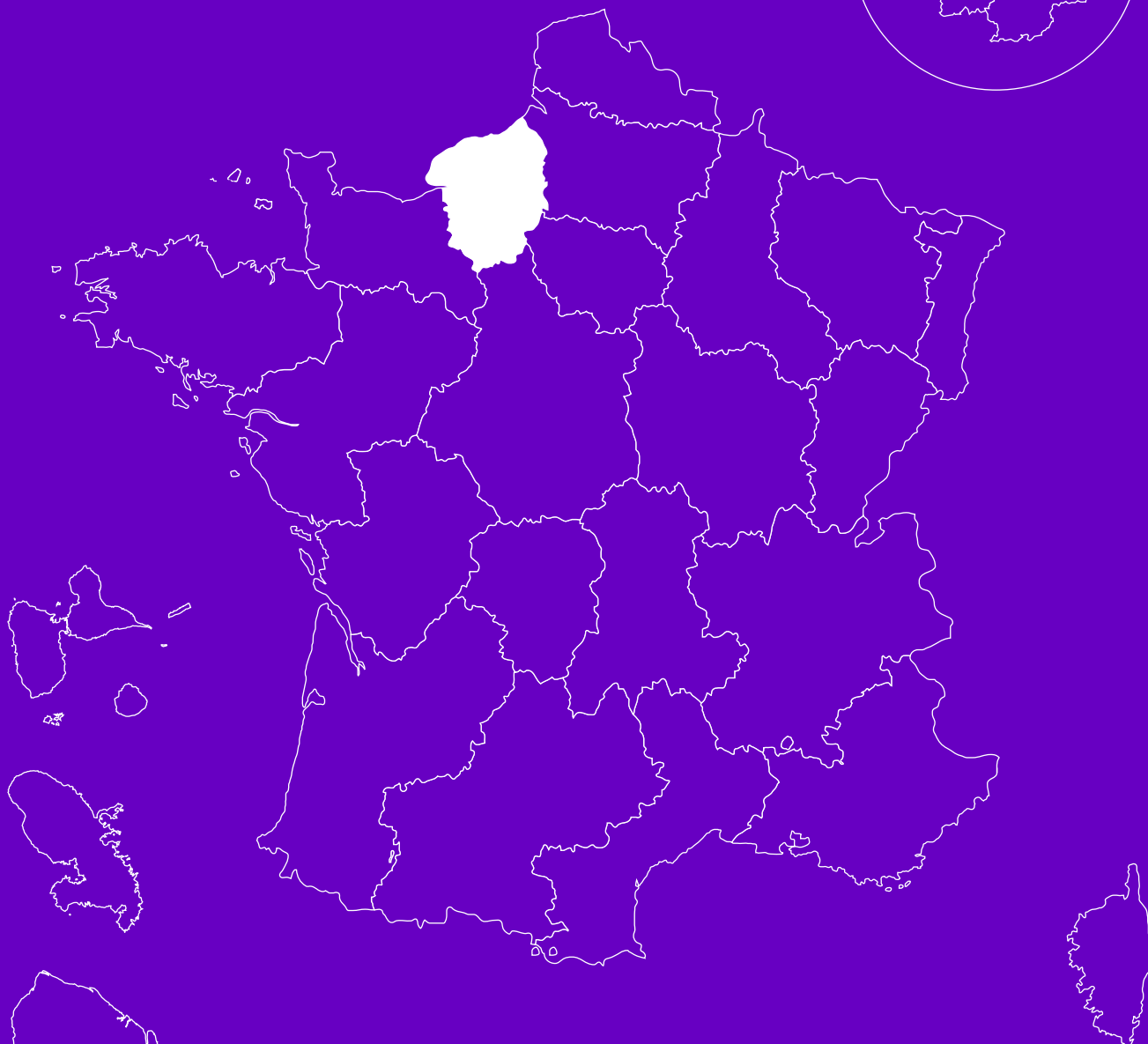
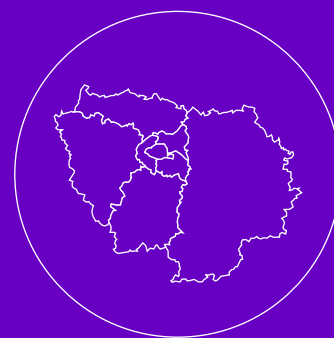
La section de Besançon tient un site :
www.idh-france.org/section/besancon

Actions remarquables parmi d'autres

Les actions menées par les sections de Besançon (économie sociale et solidaire) et Belfort (justice des mineurs), en lien avec le comité régional, ont marqué l'année 2013, notamment par la qualité des intervenants, des problématiques évoquées et la réalisation des actes de ces rencontres.

HAUTE-NORMANDIE

La région compte 247 adhérent-e-s réparti-e-s dans 9 sections et une fédération dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Eure</u>	
Etrepagny et Gisors :	9
Evreux :	14
Louviers :	22
Pont-Audemer / Bernay :	29
Vernon :	14

<u>Seine-Maritime (fédération)</u>	
Elbeuf :	18
Fécamp :	6
Le Havre :	40
Rouen :	92

<u>Isolé-e-s :</u>	3
--------------------	---

Total adhérent-e-s	247
--------------------	-----

Les sections et la délégation régionale ont réalisé une quarantaine d'actions. Au niveau régional, des formations thématiques très suivies ont eu lieu sur les thèmes du logement et de l'hébergement. Des formations sont d'ores et déjà prévues pour 2014, avec une volonté d'ouverture à un public plus large. Un travail de mutualisation des ressources est à mettre en place pour 2014. Le délégué régional est invité, à ce titre, aux réunions de la Communauté d'agglomération du Havre (Codah) concernant les thématiques du logement, de l'hébergement et de la prévention des expulsions. Il intervient sur l'ensemble du territoire, à la demande des sections, dans un rôle « représentatif » et/ou « participatif ».

Les actions de la LDH sont reprises dans la presse régionale : *Le Réveil normand*, *Paris-Normandie*, *France Bleu Haute-Normandie*, *Le Havre libre* et *Le Havre-info*, mais également par les stations locales de *France 3*.

Démocratie, libertés

Les questions autour de la démocratie, la citoyenneté, l'effectivité des droits constituent une des préoccupations majeures de la Ligue des droits de l'Homme. Un des thèmes les plus importants a été la participation à la campagne pour le droit de vote des étrangers extracommunautaires. Ainsi la section d'Evreux a diffusé une pétition, celle du Havre a organisé une conférence « Après le droit au séjour, le droit de vote », à Rouen, la conférence avait pour sujet « Le droit de vote des résidents étrangers dès 2014 » et la section a rencontré le Mouvement des jeunes socialistes pour défendre la position de la LDH sur le sujet.

Rouen en partenariat avec le département et le Mouvement européen, a participé à la conférence « La citoyenneté européenne en question ». Parmi les autres thèmes défendus par la LDH, la laïcité, grâce à une projection-débat autour du film *Laïcité inch Allah*, organisée par la section d'Elbeuf. La section du Havre a été partie prenante les 13 et 14 novembre dans l'organisation du séminaire organisé à l'université du Havre sur « Jules Durand », où furent données des conférences intitulées « Droits de l'Homme et justice de classe »

et « Une affaire Dreyfus de la classe ouvrière ». Et la section de Louviers a fait une conférence de presse « Pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple ». Le 6 juin, la section d'Elbeuf a appelé à manifester en hommage à Clément Méric.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux sont indivisibles, c'est pourquoi les sections participent et accompagnent les manifestations pour la défense des services publics, le respect des droits économiques et sociaux.

C'est ainsi qu'une conférence a été organisée par la section de Rouen sur le thème « La fraude fiscale, citoyenneté, démocratie ». Les sections de la région s'intéressent particulièrement au logement, à l'hébergement d'urgence. Une pétition « Pour le développement de l'accueil d'urgence » a été lancée par la section de Rouen. La section du Havre participe au collectif « Hébergement, l'urgence

c'est maintenant », et a appelé à manifester lors de la Journée européenne du droit au logement.

Cette section a aussi renouvelé l'opération « Distribution de soupe », à la gare du Havre, pour alerter les Havrais sur les problèmes sociaux notamment d'hébergement et de logement. Pour la défense des services publics concernant la santé, la section de Pont-Audemer a appelé à manifester contre la fermeture de la chirurgie ambulatoire à l'hôpital de Pont-Audemer et a publié un communiqué « Contre la fermeture de la chirurgie ambulatoire à l'hôpital de Pont-Audemer ». La section du Havre a participé aux commémorations des anniversaires des catastrophes de Fukushima, le 11 mars, et de Tchernobyl, le 26 avril.

Etrangers

L'engagement des sections de la région Haute-Normandie, à l'instar de l'ensemble de l'association, pour que chacun, quelle que soit sa nationalité, puisse bénéficier de ses droits et ne soit pas discriminé, occupe une large part du militantisme des adhérents. La section de Rouen a appelé à manifester en « solidarité avec les mineurs étrangers » et a organisé une conférence « La question migratoire au XXI^e siècle ». La section du Havre travaille en collaboration avec RESF, et soutient des familles, ainsi que la section de Pont-Audemer/Bernay et celle de Rouen. Elbeuf, le Havre participent à des Cercles de silence. Le Havre a publié un communiqué : « Non au retour du délit de solidarité ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les sections havraise et rouennaise ont appelé à participer aux manifestations « Contre le racisme », le 30 novembre 2013.

International

Rouen, en coopération avec Amnesty International, la Cimade et le Codasi, a organisé une soirée de soutien au peuple syrien avec projection de courts-métrages, témoignages et débat. Les

sections du Havre et de Rouen ont participé aux projections-débats lors du Festival du film palestinien. La section d'Etrépagny et de Gisors a organisé un café-débat sur « L'Afrique, perspectives et évolution ». Dans le cadre d'un travail en réseau, la section de Louviers a soutenu la « Marche des jeunes écoliers du monde ».

Permanences, soutien juridique

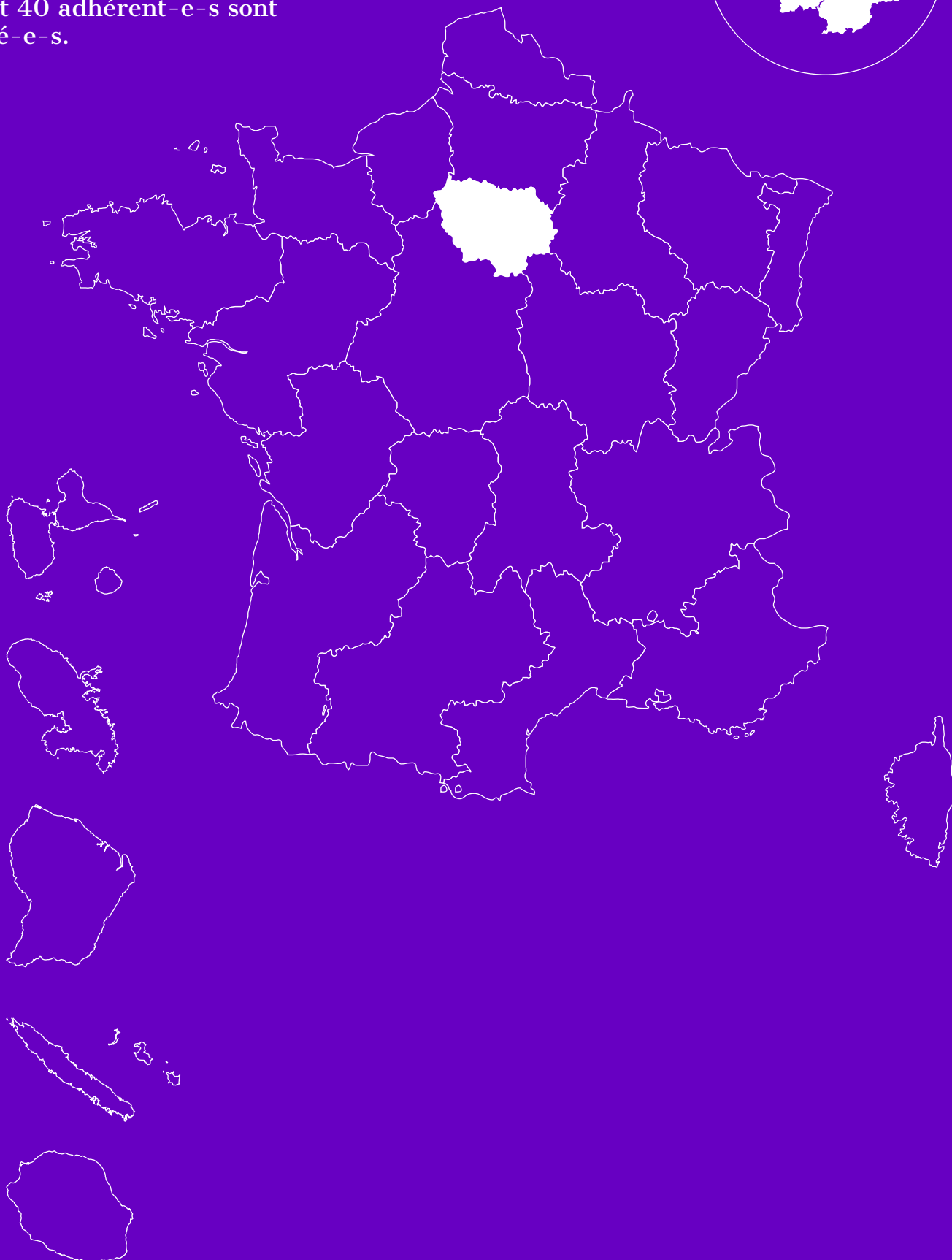
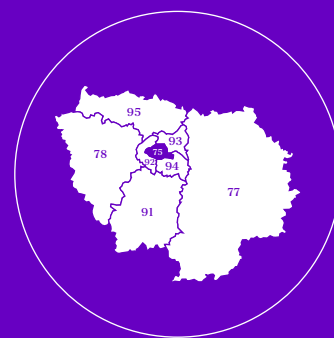
La section de Rouen tient une permanence tous les mardis après-midi.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Louviers, Vernon et Le Havre étaient présentes au Forum des associations de leur ville. La section de Louviers a aussi été présente à la Foire Saint-Michel et aux rencontres solidaires du Secours populaire. La section de Louviers intervient dans les établissements scolaires ainsi que les sections de Vernon et d'Evreux. Cette dernière section a fait participer des élèves au concours « Ecrits pour la fraternité ».

ILE-DE-FRANCE

La région comprend 2 279 adhérent-e-s réparti-e-s dans 75 sections, elles-mêmes regroupées en 8 fédérations, dont 40 adhérent-e-s sont isolé-e-s.





<u>Essonne</u> (fédération)	
Epinay-sur-Orge :	2
Evry Courcouronnes :	32
Les Ulis :	30
Massy :	15
Montgeron-Val d'Yerres :	35
Orsay :	8
Savigny-sur-Orge :	9
Vigneux-sur-Seine :	15



<u>Hauts-de-Seine</u> (fédération)	
Antony :	49
Chatenay-Malabry :	21
Clichy-la-Garenne :	19
Colombes-Asnières :	19
Levallois-Perret :	16
Meudon :	24
Montrouge et Bagneux :	32
Nanterre :	13
Nanterre université :	1



<u>Paris</u> (fédération)	
EHESS :	26
Paris 10/11 :	166
Paris 12 :	68
Paris 13/5 :	181
Paris 14/6 :	161
Paris 15 :	93
Paris 16 :	69
Paris 17/8 :	29
Paris 18 :	72
Paris 19 :	67
Paris 20 :	108
Paris 7 :	12
Paris 9 :	24
Paris Centre :	40



<u>Seine-et-Marne</u> (fédération)	
Fontainebleau :	11
Meaux :	8
Melun :	26
Nemours :	11
Serris Val Europe :	3



<u>Val-d'Oise</u> (fédération)	
Argenteuil :	8
Auvers-sur-Oise :	1
Beaumont-sur-Oise :	4
Cergy-Pontoise Ville Nouvelle :	29
Domont :	4
Magny-en-Vexin :	12
Montmagny :	15
Montmorency :	5
Paris :	4
Sannois/Ermont :	29
Sarcelles :	11
Vallée de l'Oise :	1



<u>Val-de-Marne</u> (fédération)	
Créteil :	73
Fresnes :	19
Ivry-Vitry :	23
Kremlin-Bicêtre :	13
L'Hay-les-Roses :	38
Nogent/Le Perreux :	29
Orly :	16
Plessis-Tréville :	5
Saint-Maur :	28
Villiers-sur-Marne :	4



<u>Yvelines</u> (fédération)	
Conflans-Sainte-Honorine :	52
Les Mureaux :	4
Maisons-Laffitte :	6
Mantes-la-Jolie et du Mantois :	32
Poissy :	18
Saint-Germain-en-Laye :	19
Saint-Quentin-en-Yvelines :	19
Rambouillet :	12
Verneuil-sur-Seine :	14
Versailles :	10



<u>Seine-Saint-Denis</u> (fédération)	
Aulnay-sous-Bois :	11
Bagnolet/Les Lilas :	28
Bondy :	40
Livry-Gargan :	2
Montreuil :	33
Pierrefitte/Seine :	13
Saint-Denis et Ouest 93 :	40

Isolé-e-s : 40

Total adhérent-e-s 2279

Le comité régional représente la LDH au niveau de la région Ile-de-France. Il relaye les campagnes nationales : Votation citoyenne, campagne pour combattre les idées d'extrême droite, etc. Il travaille à assurer du lien entre les sections, les fédérations, les instances nationales de la LDH et les services du siège.

Trois axes de travail privilégiés ont été déterminés : la communication, la formation, le développement.

Communication : en interne, le comité régional relaie les appels pour des mobilisations et diffuse des informations urgentes, que ce soit les actions du comité régional ou l'agenda des événements à Paris et dans la région. Pour l'extérieur, il édite un annuaire des sections, liste les permanences d'accueil et diffuse tous les documents à distribuer lors des formations ou réunions statutaires.

Plusieurs formations ont été organisées en 2013 :

- connaître et combattre les idées d'extrême droite ;
- police, justice et citoyens ;
- animer une section de la LDH ;
- l'action de la LDH pour le droit des étrangers.

S'y ajoute une formation décentralisée à Melun (77), sur le droit d'asile, et une réunion d'accueil des nouveaux adhérents Paris-Ile-de-France.

Pour le développement, le comité régional s'attache, en liaison avec les fédérations, à soutenir et relancer les sections en difficulté et aide à en créer d'autres quand les conditions locales le permettent. En plus du délégué régional, un membre du comité régional est particulièrement en charge du développement.

Par ailleurs le comité régional organise une réunion annuelle des présidents et présidentes des fédérations d'Ile-de-France, participe à la « campagne Ile-de-France contre les atteintes aux droits et à la dignité des personnes dans les préfectures », ainsi qu'à l'Observatoire des lieux d'enfermement des étrangers (OEE). Elle est aussi en partenariat avec les MJC d'Ile-de-France, la MGEN Ile-de-France, la Macif Ile-de-France.

LDH 75 FÉDÉRATION DE PARIS

Démocratie, libertés

S'inscrivant dans la campagne « Droit de vote 2014 » lancée par le national, la fédération de Paris a pris toute sa place pour servir de relai mais aussi fournir aux sections les moyens nécessaires à la campagne. C'est ainsi que la fédération a suppléé le national et a édité des autocollants « Droit de vote 2014 ». On doit noter la création de nombreux collectifs parisiens, à l'initiative des sections parisiennes, et les échanges d'informations entre les sections. Ces collectifs locaux se sont ouverts à de nombreuses organisations. Les sections ont organisé des collectes de signatures, des réunions publiques et interpellé leurs élus sur ce sujet. De plus, la fédération a participé à sa hauteur au concert co-organisé par l'Unef et le collectif « Droit de vote 2014 ». Elle a déployé un dispositif militant pour inviter les spectateurs à signer la pétition et distribuer des préservatifs. La fédération a financé une réédition de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH).

Droits économiques, sociaux et culturels

Comme chaque année, la fédération de Paris a tenu son stand à l'occasion de la traditionnelle manifestation syndicale unitaire du 1^{er} Mai. La fédération de Paris a édité cette année une version simplifiée de la Convention internationale du droit des enfants (Cide). Le service juridique de la LDH et une ligueuse, en charge des travaux de publication pour la fédération, ont réécrit une version de la Cide à usage des scolaires.

Etrangers

Deux représentantes de la fédération de Paris, non membres du bureau fédéral, participent au nom des ligueurs parisiens au collectif parisien « Collectif français-es étranger-e-s pour une égalité des droits ». Ce Collectif a notamment édité un document de quatre pages qui a été envoyé aux parlementaires. C'est aussi à ce titre que la fédération a participé au financement d'un colloque le 12 novembre : « Migrant-e-s : de la réalité à la loi ? ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

La LDH était présente lors de la Journée internationale pour les droits des femmes, avec la banderole de la fédération et les livrets de la Cedaw.

L'année 2013 s'est ouverte avec la question du Mariage pour tous, qui a servi de marqueur aux droites extrêmes qui ont sauté sur l'occasion pour occuper l'espace public. Les ligueurs parisiens ont pris part aux différentes manifestations qui ont eu lieu pour défendre une revendication de la LDH : l'égalité des droits pour tous les couples. La ligue des droits de l'Homme a notamment été présente lors des rassemblements du 27 janvier et du 10 avril, à Paris. Nous avons tenu un point militant lors de la Marche des fiertés, où nous avons distribué 2 000 tracts, près de 8 000 préservatifs et plusieurs centaines d'autocollants.

Permanences, soutien juridique

Les ligueurs parisiens animent plusieurs permanences, soit au nom de la Ligue des droits de l'Homme, soit des permanences en partenariat avec RESF. Enfin, ils participent à des permanences inter associatives (Adjie pour les mineurs isolés étrangers). Les ligueurs assurent le suivi de plusieurs dizaines de sans-papiers dans leurs démarches administratives, et les accompagnent en préfecture et dans les Cra. Cet accompagnement/suivi s'est matérialisé par la production d'un tableau de suivi qui permet d'évaluer les conditions d'accueil réservées aux sans-papiers. C'est sur cette base que les autorités préfectorales ont été interpellées et rencontrées.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Pour l'université d'automne de la LDH, la contribution de la fédération de Paris, pour matérielle qu'elle fut, n'est pas totalement étrangère à la réussite de cette université : petit déjeuner, très apprécié des congressistes, et dispositif d'hébergement militant performant ont été portés et financés par la fédération. Dans le cadre de ses actions d'éducation populaire, la fédération de Paris a mis en place un groupe de travail qui a tenu six réunions. Les sujets traités ont porté sur les outils utilisés ou utilisables et la mise en commun des documents et des projets d'intervention au moyen d'une *drop box*. Les ligueurs de ce groupe ont bénéficié de séances d'initiation au conte. Le groupe a assuré treize interventions, dans des collèges ou associations, sur le thème des discriminations ou des réseaux sociaux. Lors de l'anniversaire de la Cide, des ligueurs du groupe ont participé aux journées de Graines de citoyens (initié par la section du 18^e), sur les quatre sites parisiens, ainsi qu'à une séance de contes dans une MJC du 11^e.

LDH 77 FÉDÉRATION DE SEINE-ET-MARNE

Démocratie, libertés

En février, la section de Fontainebleau a organisé deux événements : d'abord la projection-débat du film *Wajda*, sur le droit des femmes, puis une conférence sur le droit à la protection des données personnelles : « Nouvelles technologies et libertés ». En mars, la section de Melun, en collaboration avec le cercle Arthur Chaussy, a organisé une conférence : « La laïcité, réponse aux fondamentalistes ».

La fédération a cosigné deux courriers, envoyés à la préfète de Seine-et-Marne concernant les évacuations programmées des campements roms de Champs-sur-Marne (en collaboration avec le Collectif

de soutien aux Roms du Val-Maubuée). Elle a été à l'initiative de la création du Collectif 77 pour le droit de vote des étrangers, qui réunit une douzaine d'organisations et de simples citoyens. Deux conférences-débats ont été organisées sur ce sujet : l'une à Melun le 12 juin, l'autre à Serris le 26 septembre. Deux municipalités (Mitry-Mory et Nangis) ont adopté un vœu pour le droit de vote des étrangers aux élections locales. Outre les séances de signature de la pétition sur les marchés et en centre ville à Melun, le Collectif a écrit à tous les maires et parlementaires du département. Il a commencé à rencontrer les parlementaires, et poursuit cette action en 2014.

Etrangers

Des membres de la LDH participent à l'Observatoire citoyen 77 de la rétention : présence et accompagnement aux audiences du tribunal administratif de Melun, du tribunal de grande instance (JLD) de Meaux, transféré au Mesnil-Amelot, visite de retenus au Cra, réunions avec la Cimade. Ils se sont mobilisés contre la délocalisation du TGI au Mesnil-Amelot.

Permanences, soutien juridique

Les sections de Melun, Fontainebleau et Nemours poursuivent leur permanence commune à Melun les deuxième et quatrième samedi du mois. Elles ont constaté en 2013 un accroissement important de la demande d'aide. Alors que cette permanence est presque uniquement tournée vers l'aide aux étrangers, la section de Melun tient toujours une permanence plus polyvalente (étrangers, logement, accès aux soins). Les permanenciers ont suivi cette année une formation sur l'asile et ils se nourrissent des informations récoltées grâce au partenariat avec les travailleurs sociaux du réseau Ville hôpital 77 Sud.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La fédération a participé le 1^{er} Juin au Festival « Pour un autre monde », à Chailly-en-Bière.

La section de Fontainebleau a participé le 23 juin à la Fête des associations et celle de Melun à la Fête des CADA le 21 juin (Journée des réfugiés).

LDH 78 FÉDÉRATION DES YVELINES

Démocratie, libertés, droit et justice

Sur ces questions, qui constituent une des principales préoccupations de la LDH, le 26 janvier, la section de Conflans a organisé une projection-débat autour du film *Notre monde*, celle de Rambouillet une présentation et signature de *L'Etat des droits de l'Homme en France*, « La République en souffrance ».

La section de Conflans a aussi organisé, à Chanteloup, un café-débat, le 13 juin, sur l'universalité des droits.

Sur la question du droit de vote des résidents extracommunautaires, la section de Conflans a fait signer la pétition et a rencontré le maire de Conflans sur ce sujet. Quant à la fédération, elle a organisé une conférence, le 25 janvier, à Mantes-la-Jolie. *Le Courrier de Mantes* en a rendu compte.

Sur le thème de la prison, Conflans a organisé des débats à partir de la projection des films : *On sortira tous un jour*, le 23 mars, et *A l'ombre de la République*, le 30 mars.

La section de Conflans a tenu, le 7 septembre, un stand et distribué des tracts lors des Journées des associations de Conflans, Andrésy et Morécourt, ainsi que le 14 septembre, à Chanteloup.

Etrangers

Nombreuses réunions ont eu lieu en préfecture, au sujet des sans-papiers, et des permanences juridiques de soutien juridique se sont tenues à Versailles.

Droits économiques, sociaux et culturels

Lors de la Semaine de la santé mentale, la section de Conflans a tenu un stand et a organisé le 22 mars une projection-débat autour de *Louise Winner*.

Racisme et discriminations

Conflans a organisé une conférence le 24 février, sur « Les discriminations ». La fédération est intervenue plusieurs fois auprès du préfet, à propos des aires d'accueil. Et a organisé une soirée-débat autour de la pièce de théâtre *Bonheur-voyage* (théâtre des Oiseaux), avec le collectif Roms Yvelines.

LDH 91 FÉDÉRATION DE L'ESSONNE

Démocratie, libertés

L'effectivité des droits, la citoyenneté et les libertés font partie des fondamentaux de la LDH.

C'est ainsi que la section d'Evry-Courcouronnes a organisé une conférence-débat sur le droit de vote pour tous les résidents étrangers dès 2014, dans le cadre de la campagne nationale.

La section d'Orsay grâce à la projection-débat du film *Profession journaliste*, a pu soulever les problèmes liés au droit à l'information.

Certains événements historiques permettent la réflexion sur les problèmes contemporains. La section de Montgeron-Val-d'Yerres a débattu sur la nationalité française, son histoire et ses acquisitions, celle des Ulis a organisé une projection

du film *1788*, suivie d'un débat sur « doléances, révolution et république ». La section des Ulis a aussi fait un appel pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

Droits économiques, sociaux et culturels

La section d'Evry-Courcouronnes a organisé une conférence-débat sur « Politiques, économiques et sociaux, les droits sont universels et indivisibles ».

Etrangers

Que chacun quelle que soit sa nationalité, puisse bénéficier de ses droits est un des thèmes importants de la LDH.

La section des Ulis a organisé une conférence-débat sur « L'évolution des flux migratoires ».

C'est avec deux projections-débats que la section de Montgeron a développé ce même thème, avec les films *Les Arrivants*, et *L'Escale*. Montgeron a aussi organisé une formation sur la « circulaire Valls », et une conférence-débat sur le droit d'asile.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section d'Orsay a appelé à manifester pour dire non à une classe « apartheid » pour les enfants roms à Ris-Orangis. Pour défendre les droits des enfants, la section des Ulis a organisé une projection-débat avec le film *Enfants valises*.

La section de Montgeron-Val-d'Yerres a organisé un débat sur les Roms avec le film *Just the Wind*, et la section d'Orsay sur les droits des femmes, avec le film *Women are heroes*.

Permanences, soutien juridique

La section de Montgeron-Val-d'Yerres fait du soutien juridique individualisé.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section d'Evry-Courcouronnes a participé au Forum social d'Evry.

LDH 92 FÉDÉRATION DES HAUTS-DE-SEINE

Démocratie et libertés

La fédération s'est mobilisée pour la campagne 2014 pour le droit de vote des étrangers extracommunautaires : organisation d'une réunion publique à Nanterre en présence des élu-e-s et des animateurs de la campagne, multiplication des lieux de signature de la pétition. La section de Levallois a participé à la campagne et a fait signer la pétition.

Suite au non-lieu rendu après la mort d'Abdou Bakari Tandia, la section de Levallois a participé à un rassemblement à Versailles et rencontré la police municipale en janvier.

Elle a aussi rencontré la commissaire de police nationale, suite à l'appel des familles victimes des violences policières. La maire de Clamart a été interpellée au sujet de l'installation de caméras de vidéosurveillance.

Dans la campagne pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, la section de Levallois a retrouvé la Libre pensée au monument aux morts le 11 novembre. Clichy organise un ciné-débat autour du film *FTP MOI*, en février.

La section de Levallois a distribué un tract invitant à s'inscrire sur les listes électorales.

Droits économiques, sociaux et culturels

Levallois a participé à la campagne logement-92 (25 mai, 23 juin) et est intervenu auprès du maire pour effectuer la domiciliation d'une personne en grande précarité.

Etrangers

La section de Levallois a organisé une réunion sur la question des mineurs isolés étrangers.

Discriminations

La fédération a publié un communiqué contre les tags homophobes apposés sur les locaux du PS 92.

La section de Malakoff-Montrouge a participé à un rassemblement le 27 avril en soutien à la salle de prière de Montrouge.

Pédagogie, sensibilisation et communication

Levallois rencontre les associations de la ville à la Journée des associations et anime un débat à la médiathèque, avec des adolescents, autour du film *Douze hommes en colère*.

LDH 93 FÉDÉRATION DE SEINE- SAINT-DENIS

Rappelons que la Seine-Saint-Denis est sans doute le département le plus jeune de France métropolitaine et l'un des plus pauvres. 29 % de sa population a moins de 20 ans et il a le taux de fécondité le plus fort de France (hors Dom-Com).

Démocratie, libertés

Toutes les sections du département ont organisé des actions demandant la mise en place pour les élections municipales 2014 du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers. La pétition nationale a recueilli des milliers de signatures sur notre territoire. Certaines sections ont soutenu – en partenariat avec d'autres associations – l'inscription de Roms roumains et bulgares sur les listes électorales lorsque cela était possible et appelé les citoyens européens à s'inscrire sur ces listes... Des comités locaux « Droit de vote 2014 » sont en place sur de nombreuses villes (Aubervilliers, Bondy, Montreuil, Rosny...) ou ont été créés en 2013 comme à Saint-Denis.

La Quinzaine Saint-Denis antiraciste et solidaire 2013, à laquelle la LDH prend une part très active, a été centrée sur le droit de vote des résidents étrangers avec l'organisation de plusieurs débats publics, de nombreuses diffusions de tracts et le recueil de signatures de la pétition nationale.

La fédération était présente au meeting francilien organisé, à Aulnay-sous-Bois, par le PRG, sur le droit de vote des résidents étrangers.

Droits économiques, sociaux et culturels

La fédération a publié plusieurs communiqués et participé aux meetings de soutien aux ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, menacée de fermeture.

Une thématique s'est fortement rajoutée cette année 2013 à nos interventions : celle du logement, avec des interventions dans plusieurs villes autour des expulsions de squats en particulier à Saint-Denis, où de nombreuses personnes se sont retrouvées à la rue dès juillet et restaient sans solution à l'entrée de l'hiver...

La LDH a participé à la célébration des 30 ans de la bourse du travail de Saint-Denis, où elle a pu faire une intervention orale et présenter une exposition pendant une semaine.

Etrangers

Comme les années précédentes, une bonne part de l'activité a été consacrée à la solidarité avec les sans-papiers et les Roms qui, bien que citoyens européens, sont toujours victimes d'expulsions de terrain violentes, de rejets constants. L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a hélas rien changé au traitement de ces personnes, qui vivent ou plutôt survivent sur notre territoire. Rappelons qu'à lui seul le « 93 » accueille une grande partie des Roms d'Ile-de-France, soit environ 5000 personnes. La situation dans notre département est catastrophique, avec des expulsions de terrains très fréquentes, presque toujours violentes et bien sûr sans solution de rechange pour les victimes dans la majorité des cas. Bobigny, La Courneuve, Saint-Denis, Aubervilliers, Montreuil, Rosny, Saint-Ouen... ont été le théâtre de telles expulsions. Sans oublier deux enfants morts dans des incendies.

La LDH est membre du collectif Romeurope Ile-de-France, et partie prenante de la Plate-forme 93 de défense des Roms vivant dans des campements. Mais les difficultés rencontrées pour faire vivre de façon efficace les débats et les projets sur cette Plate-forme ont conduit à favoriser un regroupement des associations décidées à avancer sur ce dossier. Les sections sont parties prenantes d'un travail local de solidarité et de défense des droits, sous différentes formes, dans plusieurs villes du département.

Des membres de plusieurs de nos sections ont participé aux activités concernant la défense des étrangers privés du droit au séjour, dans le cadre du RESF. La circulaire Valls d'admission exceptionnelle au séjour, largement due aux mobilisations, (celle de RESF comme celle des travailleurs sans papiers, soutenues de bout en bout par la LDH au sein de la Plate-forme des 12), dont le contenu s'est révélé très largement insuffisant, n'est pas toujours appliquée par les services préfectoraux du département. Les délais de traitement des dossiers restent très longs, et les décisions peu conformes à ce que nous souhaiterions.

Comme elle l'a fait au niveau national avec le ministère, la LDH a continué à participer aux réunions initiées par la préfecture à ce sujet, en y défendant ses exigences de respect des droits et de dignité pour tous.

International

La fédération est porteuse de la participation de la LDH au Programme de concertation pluri-acteurs franco-guinéen (Projeg) d'appui de la société civile française à la société civile guinéenne. C'est un représentant de la fédération qui est actuellement membre du comité de pilotage de ce Programme, financé par le ministère des Affaires étrangères français et l'Agence française de développement. Deux organisations françaises sont présentes dans le comité de pilotage : en 2013, la CGT et la LDH.

Des actions sont conduites en partenariat avec les organisations de défense des droits de Guinée (Avipa, OGDH, MDT), pour mettre au point des outils d'éducation à la citoyenneté, former des enquêteurs de terrain, soutenir les campagnes de lutte contre l'impunité, etc. Des actions de vulgarisation de la situation en Guinée ont été organisées dans le département et ailleurs.

La fédération est membre du réseau des acteurs de la paix de Seine-Saint-Denis, et participe chaque année à la Semaine de la culture de paix, organisée autour du 21 septembre. Ainsi, en 2013, elle a participé aux actions organisées au conseil général autour de l'anniversaire de la fin de la guerre du Viêt-Nam et des accords de Paris (1973), et organisé une rencontre-débat à Aubervilliers autour de la situation en République démocratique du Congo avec la participation de Paul Nsapu, secrétaire général de la FIDH, et d'élus d'Aubervilliers.

Permanences, soutien juridique

Des permanences bénévoles se sont poursuivies à Montreuil, à Saint-Denis, Noisy-le-Sec, Bondy, Aulnay, Rosny-sous-Bois, auxquelles participent des militants LDH en association avec d'autres partenaires (RESF, Cimade et Comité de sans-papiers).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections du département ont mis à profit la Journée internationale du 21 mars pour organiser, seules ou

en partenariat, des activités d'éducation et d'information contre le racisme et les discriminations. Ces activités concernent des lycées, des centres sociaux ou un public plus large, puisqu'en effet ont été mis sur pied des rencontres-débats, cafés-débats, ciné-débats avec des partenariats établis et réguliers avec des salles de cinéma à Aubervilliers, Bagnolet, Romainville, Saint-Denis.

Plusieurs sections interviennent également très régulièrement en milieu scolaire. La fédération s'est dotée d'un certain nombre d'expositions sur des thématiques diverses (droits de l'Homme, droits des femmes, droits des enfants, environnement, économie sociale et solidaire... ou les expos de la LDH « Croquez les droits de l'Homme », « Migrants et citoyens »...), que nous mettons à disposition d'associations, de villes, de services municipaux, ce qui permet aussi d'organiser des rencontres et débats.

Signalons enfin que membre du Réseau éducation populaire de Seine-Saint-Denis, la LDH a tissé des liens avec les Francas, la Ligue de l'enseignement et les Cemea ce qui a permis de monter ensemble un stand à la Fête de l'humanité. En 2014 l'expérience devrait se renouveler, ou plutôt se renforcer, avec des thématiques communes de réflexion et d'action.

La LDH dans la presse régionale

Les activités conduites par la LDH sont régulièrement reprises ou annoncées dans les journaux locaux tels *Le Journal de Saint-Denis*, *Aubermensuel*, etc.

LDH 94 FÉDÉRATION DU VAL-DE-MARNE

Démocratie, libertés

En 2013, la fédération 94 s'est mobilisée pour le droit de vote des étrangers. Toutes les sections ont participé à la campagne de signature de la pétition.

Un débat réunissant de nombreux élus, syndicats et partis s'est tenu le 28 mars, à Créteil. Cent cinquante personnes y étaient présentes, et l'événement a été couvert par la presse locale.

La section de L'Haÿ a participé au 2^e Forum pour l'égalité et le vivre ensemble (15 juin) ; la section de Choisy-Orly a tenu un stand à la Fête d'Orly (8 juin).

La section de L'Haÿ a rencontré le maire au sujet des caméras de vidéosurveillance (7 juin).

La section d'Ivry a organisé une réunion publique sur le thème : « De quelle politique pénale avons-nous besoin ? »

Droits économiques, sociaux et culturels

La fédération s'est investie dans le collectif Romeurope 94 pour défendre l'accès des Roms aux droits fondamentaux : santé, logement, éducation, travail. Ainsi, un rendez-vous a été pris à la préfecture, le 11 mars, au sujet de l'évacuation des campements. Une formation autour de la présentation de la pochette « Les Roms ont des droits » s'est tenue, le 18 octobre, à Créteil, en partenariat avec les autres associations mobilisées.

La section d'Ivry-Charenton s'est mobilisée tout au long de l'année avec un café-citoyen à Charenton autour des droits des Roms, une réunion publique à Ivry sur le thème : « Les droits des Roms ont de l'avenir », et enfin un concert de solidarité avec les Roms en novembre, avec notamment Sanseverino.

Pour les Gens du voyage, la fédération a publié un communiqué se félicitant de la construction d'une aire d'accueil dans le bois de Vincennes, et condamnant les oppositions des villes riveraines à ce projet.

La section de Choisy a organisé une réunion publique sur le thème de l'eau, le 14 mai ; quatre-vingts personnes y assistaient.

La section de L'Haÿ a organisé une conférence, le 6 avril, sur le thème : « Quelle école, quelle société ? ». Les sections participent aux Journées de la solidarité, organisées par le conseil général en décembre.

Etrangers

La fédération est à l'initiative de la création de l'observatoire du Cra de Vincennes. Elle y continue son travail de vigilance en rendant visite aux retenus et en invitant les parlementaires à user de leur droit de visite. L'observatoire dispose d'un blog : www.cra123vincennes.blogspot.com.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La fédération s'est opposée à la présence de J.-M. Le Pen à Champigny, en appelant à un rassemblement citoyen le 7 novembre. Cette manifestation a été couverte par *Le Parisien* et *94 Citoyens*.

Pour les droits des femmes : la fédération est présente dans le Collectif départemental contre les violences faites aux femmes, et participe à la Mirabal, course contre les violences faites aux femmes. La section de L'Haÿ a organisé une conférence sur « Les droits des femmes aujourd'hui ». La section de Saint-Maur a animé un ciné-débat autour du film *Les Roses noires* à Bonneuil.

A Ivry, dans le cadre du Festival de films altermondialistes, le film *Les Femmes sont des héros* a été projeté.

International

La fédération et l'Observatoire citoyen du Cra de Vincennes ont organisé une réunion publique à Créteil sur le thème « Migrations, un enjeu planétaire », avec Catherine Wihtol de Wenden (soixante personnes).

La section de Nogent a organisé un ciné-débat autour du film *Diaz, un crime d'Etat*.

Permanences, soutien juridique

Présente dans l'Assouevam et RESF, la LDH participe à plusieurs permanences juridiques pour l'accès aux droits des étrangers dans le département (Choisy, Orly, L'Haÿ, Fontenay).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections du département organisent de façon régulière des ciné-débats. Les sections d'Orly-Choisy, d'Ivry et de L'Haÿ publient régulièrement un journal.

La fédération organise, avec la Daac de l'académie de Créteil, des stages de formation en direction des personnels de l'Education nationale.

La section de Saint-Maur a tenu un stand au Salon du livre de poche : Anina Ciuciu y a signé son livre *Je suis Tzigane et je le reste*.

Toutes les sections participent à la Journée des associations dans leur commune.

La LDH dans la presse régionale

Les initiatives de la LDH sont relayées régulièrement par le quotidien en ligne *94 Citoyens*. Plusieurs articles ont été publiés par *Le Parisien 94*.

LDH 95 FÉDÉRATION DU VAL-D'OISE

Démocratie, libertés

Pour commémorer ses 30 ans, la section de Domont-Bouffémont a organisé, en partenariat avec le collège Aristide-Briand, une journée consacrée à la défense de la démocratie et des libertés. Elle a présenté deux expositions, l'une sur l'histoire de la LDH et l'autre sur l'égalité fille-garçon, chez les adolescents et les jeunes adultes.

Un débat, en partenariat avec SOS Racisme et la fédération du Val-d'Oise, a été organisé, à Argenteuil, sur la liberté d'expression.

La section de Cergy, en partenariat avec le cinéma Utopia de Saint-Ouen-l'Aumône, a organisé un débat sur l'extrême droite à la suite de la projection du film *Mains brunes sur la ville*.

La fédération du Val-d'Oise dénonce un dérapage de la police à Garges-Les-Gonnesse, lors d'une perquisition, et demande que le président de la République réhabilite les fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918. La section de Montmagny organise une exposition et une conférence sur l'esclavage.

La fédération du Val-d'Oise dénonce, dans un communiqué, les appels du Front national au retour de la peine de mort.

Droits économiques, sociaux et culturels

Deux conférences sur les droits économiques et sociaux, au travers des relations hommes-femmes et le droit des jeunes, sont organisées lors du colloque pour les 30 ans de la section de Domont-Bouffémont.

La section de Montmagny organise une exposition et une conférence sur le droit à l'eau pour tous.

La section de Domont-Bouffémont, en partenariat avec le cinéma L'Ermitage, a animé un débat après la projection *Culture et transitions* (film sur les problèmes culturels, environnementaux et économiques).

Etrangers

La fédération du Val-d'Oise a appelé à soutenir la marche des sans-papiers, qui a traversé le Val-d'Oise.

La section de Cergy, en partenariat avec le cinéma Utopia, a organisé un ciné-débat avec *Les Enfants valises*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La fédération du Val-d'Oise dénonce, dans un communiqué, la multiplication des incidents racistes à Argenteuil, et apporte son soutien aux familles Roms expulsées d'Eragny.

La section d'Eaubonne apporte son soutien aux Gens du voyage de passage à Sannois.

Sur les droits des femmes, les sections de Cergy et de Domont-Bouffémont ont, chacune, animé un débat après la projection du film *Les Roses noires*.

Permanences, soutien juridique

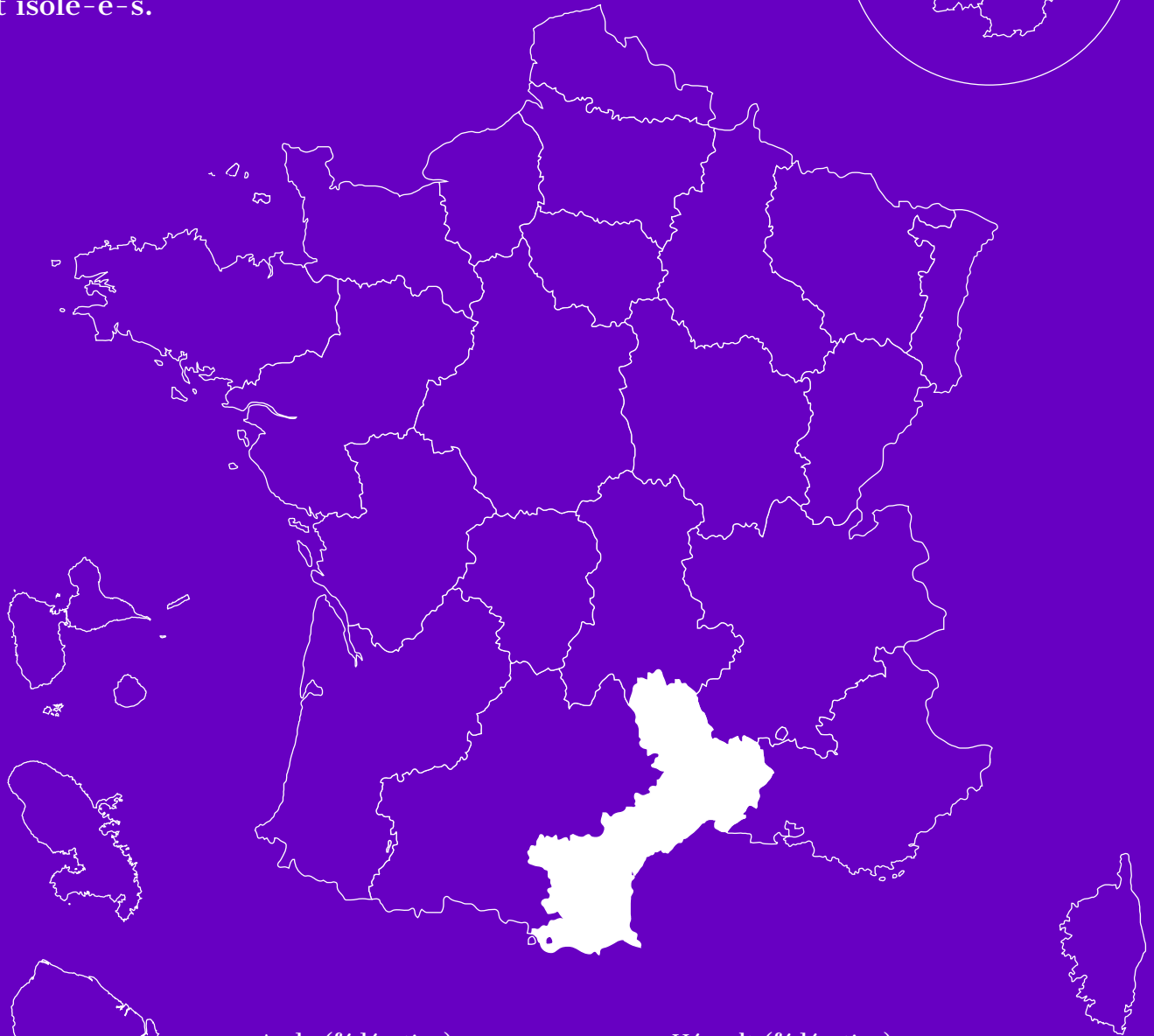
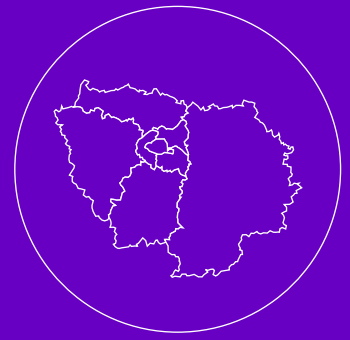
Chaque semaine, la section de Cergy-Pontoise tient une permanence d'accès aux droits à Cergy, et la fédération du Val-d'Oise des permanences à Eaubonne et à Villiers-le-Bel.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Domont-Bouffémont et de Montmagny se sont investies avec succès dans les « Ecrits pour la fraternité ». Le collège Aristide-Briand de Domont a obtenu un premier, un deuxième et un troisième prix dans la catégorie des œuvres collectives, et une classe de Montmagny a été primée. Les sections de Cergy, Domont, Eaubonne et Montmagny ont participé aux Forums des associations. La fédération et la section de Cergy ont participé au 1^{er} Forum social du Val-d'Oise, organisé par l'association Piaf 95.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La région compte 298 adhérent-e-s réparti-e-s dans 13 sections, elles-mêmes regroupées en 3 fédérations dont 10 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Aude (fédération)

Carcassonne :	26
Castelnaudary :	22
Limoux :	9
Narbonne :	29

Gard (fédération)

Ales :	18
Nîmes :	30
Uzès-Sainte-Anastasie :	24

Hérault (fédération)

Béziers :	6
Loupian :	8
Montpellier :	60
Saint-Pons-de-Thomières :	14
Sète :	13

Pyrénées-Orientales

Perpignan :	29
-------------	----

<u>Isolé-e-s :</u>	10
--------------------	----

Total adhérent-e-s	298
--------------------	-----

Pour assurer une présence active à l'échelle régionale, le comité régional Languedoc- Roussillon de la LDH s'est réuni à trois reprises à Nîmes, Narbonne et Montpellier durant l'année 2013, dont une réunion en présence d'un membre du Bureau national et du Secrétariat général de l'association. Il a également organisé une journée de formation réflexion régionale sur le thème « Idéologies et stratégies d'extrême droite : les connaître et les combattre », en présence de responsables nationaux de la LDH et d'universitaires. Un résumé des débats a été envoyé, à cette occasion, aux adhérents de l'association, par la déléguée régionale.

Le comité régional a également pris l'initiative d'une rencontre avec le directeur du service « Jeunesse » et « Lutte contre les discriminations » du conseil régional qui a permis de faire le point sur les subventions en appui de nos actions dans les lycées d'Alès, Uzès et Perpignan, et d'arrêter le principe d'une présentation de l'association au conseil régional consultatif des jeunes, assurée par la déléguée régionale. Cette dernière a également assuré une fonction d'appui aux sections, particulièrement celles de Loupian, Sète et Saint-Pons, et participé à des réunions à Béziers et Carcassonne.

Démocratie, libertés

Dans le cadre de la campagne nationale en faveur du droit de vote des étrangers, les militants d'Uzès ont organisé une réunion publique sur ce thème à laquelle ont assisté soixante responsables associatifs et un élu politique national. A Nîmes et à Perpignan, il s'est agi d'une conférence-débat sur le thème « Droit de vote des étrangers. Ca marche bien dans quinze pays européens. Pourquoi pas en France ? ». La section de Carcassonne a adressé des lettres aux élus du département pour leur demander de soutenir cette mesure activement à l'Assemblée. Elle a également rencontré les députés locaux à partir d'un argumentaire bien préparé, sans grand succès...

La section a également pris l'initiative d'une soirée ciné-débat autour de *Mains brunes sur la ville*. Le Collectif antifasciste 34 et la section de Montpellier ont organisé une soirée pour lutter contre la droite extrême et la banalisation des

idées fascistes, homophobes, sexistes et manifesté lors de la venue de Jean-Marie Le Pen dans l'Hérault.

A Perpignan, la LDH a été très impliquée dans la manifestation contre le rassemblement des nostalgiques de l'Algérie française et de l'OAS, et elle a également initié une importante manifestation en mémoire de Clément Méric.

La section de Sète a organisé une soirée « Laïcité. Vivre ensemble ? » à partir de la projection du film *La Séparation*, produit par la Ligue de l'Enseignement, projection suivie d'une conférence-débat. La section de Loupian a interpellé l'administration et la commission départementale des soins psychiatriques suite à l'internement abusif d'un militant local.

Nîmes a envoyé un courrier au responsable de la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) sur le bilan des « caméras piétons » dont les policiers ont été pourvus pour les contrôles d'identité à Nîmes.

Droits des étrangers

La section de Carcassonne a participé régulièrement aux rencontres de la Coordination droit d'asile (Acat, Amnesty International, Cada, Secours catholique, Mrap, RESF, LDH...) et participé aux réunions à la préfecture de l'Aude pour défendre les dossiers dont quelques-uns ont pu aboutir.

Le soutien et l'accompagnement des populations roms a largement mobilisé les sections et militants de la région. La section de Nîmes s'est ainsi engagée dans le collectif Solidarités roms, en soutien aux familles d'un campement indigne. Celle d'Uzès a porté plusieurs interventions en appui de familles, et celle de Perpignan a été à l'origine de la création du collectif 66 « Roms citoyens européens ». La LDH de Montpellier est, pour sa part, membre du Collectif de soutien aux Roms et à l'initiative des actions au soutien de la scolarisation d'enfants. Elle a participé à la mise en place d'un comité de suivi incluant la mairie, le CG34.

Concernant les étrangers sans papiers, les militants de Perpignan ont été présents dans de nombreuses délégations en préfecture, avec l'Asti et la Cimade et, animé manifestations et parrainages/marrainages républicains dans le cadre d'un Collectif des sans-papiers. L'association s'est également fortement engagée dans le Réseau éducation sans frontières, dans toute la région.

La section de Montpellier a assuré une permanence d'accueil d'accès aux droits (étrangers, logement, etc.), tous les lundis et mercredis, en centre-ville, et deux fois par mois dans un quartier d'habitat social.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Toutes les sections de la région ont participé activement au rassemblement antiraciste du 30 novembre, et un collectif a été créé à Montpellier. La LDH de Carcassonne a participé aux journées d'actions contre le racisme et les discriminations locales, et organisé une conférence-débat « Immigration et emploi : des idées reçues... et une réalité ».

Nîmes a, de son côté, proposé une projection-débat du film *Eaux mortes* sur le massacre d'ouvriers italiens à Aigues-Mortes en 1893.

Uzès s'est mobilisée en soutien à un citoyen antillais malmené par la police, et a diffusé un communiqué au *Républicain d'Uzès*, au *Midi libre*, à *La Marseillaise*, contre les agressions racistes dont a été victime Christiane Taubira. Toujours à Montpellier, la section, en partenariat avec l'association Humaps et le Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire, a organisé un ciné-débat de cinéma à propos d'une loi indigne pour la psychiatrie.

Les militants de Loupian ont travaillé de leur côté sur les phénomènes de cabanisation sur la commune de Poussan.

Il est à noter également que la section de Perpignan a assuré un soutien, toute l'année, de l'Association bouge toit, qui reloges des demandeurs d'asile déboutés et sans domicile...

En ce qui concerne les droits des femmes, là aussi, les actions de l'association ont pris des formes multiples : à Carcassonne, participation aux actions menées par le Collectif 11 droit des femmes ; à Nîmes, travail au sein du Collectif femmes de Nîmes ; à Montpellier, co-organisation, au sein du Collectif antifasciste de Montpellier, d'une manifestation contre les manifestations « antimariage pour tous » et leur traitement médiatique et politique, et à Perpignan, participation au Collectif de soutien aux femmes immigrées victimes de violences conjugales, avec le Planning familial et Femmes solidaires.

International

Concernant les événements de Syrie, les militants de Carcassonne ont participé à la manifestation « Vague blanche » de soutien au peuple syrien, comme à Montpellier, avec Amnesty International et la FIDH.

La situation au Proche-Orient a donné lieu à plusieurs initiatives : soirée-débat autour du film *5 caméras brisées*, à Uzès, avec les réalisateurs ; participation à deux soirées organisées avec l'AFPS de Nîmes (« Oslo 20 ans après » et « Gaza, actualités ») ; rencontre à Montpellier avec les femmes de Nabi Saleh, Palestiniennes qui prennent chaque semaine la tête de la manifestation contre la spoliation de leurs terres et la confiscation, par les colons, de l'unique source d'eau du village, et participation

à la Journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens ; enfin, à Perpignan participation aux actions du collectif « Paix et justice en Palestine » (actions BDS/Orange et Sodastream) et présence au procès de trois militants jugés pour appel au boycottage.

Enfin, la section de Perpignan a animé une conférence sur le procès des Khmers rouges au Cambodge avec les Amis du Monde diplomatique.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Il s'agit certainement du secteur d'activité qui a vu se déployer le plus de forces militantes, sous des formes très diverses.

A Carcassonne, conférence de presse avec le président national de la LDH, soutien à la projection de plusieurs films et participation à l'animation de débats avec le Mrap et les Amis du *Monde diplomatique* ; à Alès, projections dans les lycées, ouvertes à tout public : *Un Monde sans fous* (100 personnes, dont 45 lycéens), *Toute ma vie en prison* (200 personnes, dont 100 lycéens).

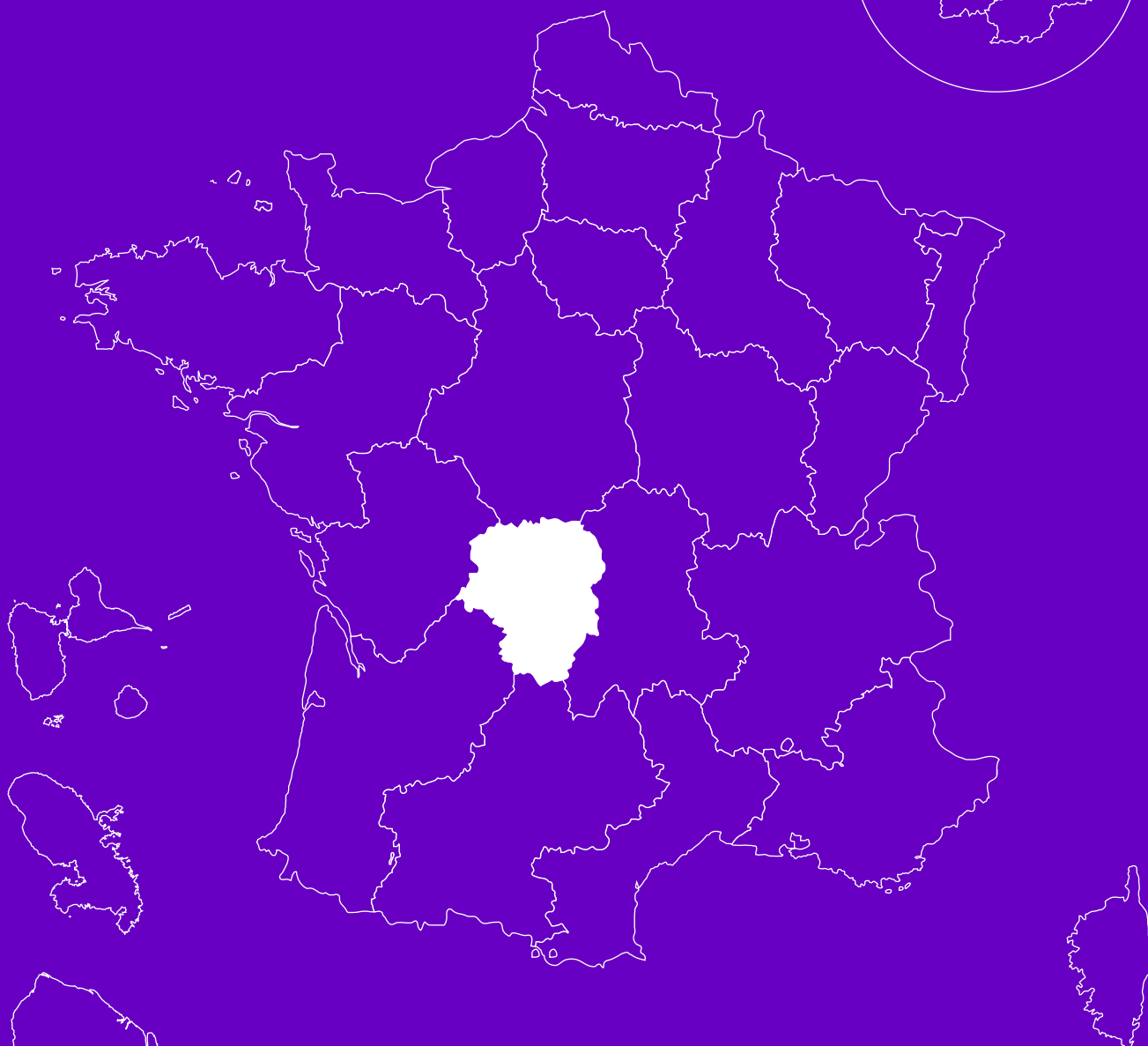
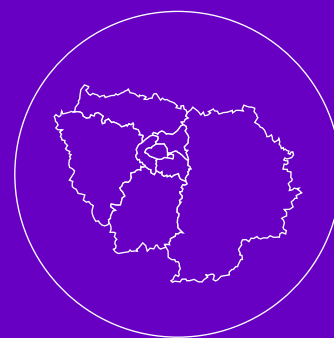
A Narbonne, en association avec le Ciné club de la MJC de Narbonne, soirée débat autour du film *Le Consul de Bordeaux*, avec la présence des réalisateurs ; à Nîmes, conférence de presse de présentation de la LDH et de ses actions et participation au Forum des associations. A Perpignan, présence pour faire connaître la LDH, à la Journée des nouveaux arrivants, organisée par le conseil général des Pyrénées-Orientales.

Les actions envers les jeunes et les scolaires ont un rôle particulièrement important quant au rayonnement et au développement de l'association. A Castelnaudary et à Limoux, le président national de la LDH a pu rencontrer plus de trois cents lycéens, durant des conférences dans deux lycées de la région. A Uzès, des militants de la LDH sont intervenus aux « Journées 4 S » (santé, sécurité, sexualité, solidarité), au lycée Charles-Gide, dans des classes de 1^{re} et 2^{de}, sur des thèmes tels que vidéosurveillance, diabète et genre, à Alès, intervention dans les lycées et collèges, notamment à la demande de plusieurs villes des alentours (Lasalle entre autres). A Perpignan, ciné-débats sur le droit de l'accès à l'eau pour trois classes de lycée, puis sur les problèmes de migration des jeunes en Amérique centrale, organisation d'une représentation théâtrale sur l'affaire

Calas, dans un lycée perpignanais, et tenue d'un stand LDH à l'université, à l'invitation de l'Unef.

LIMOUSIN

La région compte 144 adhérent-e-s réparti-e-s dans 6 sections, dont 2 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Corrèze</u>	
Brive:	22
Tulle:	17

<u>Creuse</u>	
Aubusson:	15
Guéret:	21

<u>Haute-Vienne</u>	
Limoges:	62
Rochechouart:	15

<u>Isolé-e-s:</u>	2
-------------------	---

Total adhérent-e-s	144
--------------------	-----

Le comité régional LDH du Limousin, qui s'est réuni ponctuellement durant l'année 2013, a maintenu comme les années précédentes une activité développée par les sections locales qui s'élève à une trentaine d'initiatives réparties pour l'essentiel dans les agglomérations de Brive et de Tulle. Elles ont été relayées par la presse locale (*La Montagne, Radio Totem, L'Echo du Centre...*).

Démocratie, libertés

La campagne nationale sur le droit de vote des ressortissants non communautaires aux élections locales a été déclinée en Limousin sous plusieurs formes : engagement dans le travail de réseau partenarial, et notamment par une conférence portant sur la « citoyenneté de résidence » à Tulle, avec des partenaires locaux (SOS Racisme, Ligue de l'enseignement, élus). La section de Brive a tenu une conférence de presse concernant l'équipement en vidéosurveillance, sans proportion aucune avec la délinquance constatée, de communes de l'agglomération.

La lutte contre l'extrême droite et la propagation de ses idées a amené les militants de la LDH à appeler et à participer contre la venue de J.-M. Le Pen à Limoges, et ceux de Tulle à organiser, avec des partenaires, un rassemblement suite à l'affaire Clément Méric. Dans la même ville, la section locale s'est fortement impliquée dans la série d'initiatives qui ont marqué la commémoration du cinquantenaire du massacre des algériens à Paris, le 14 octobre 1961. En partenariat avec la ville de Tulle, la cinémathèque E. Rohmer et Peuple et Culture Corrèze, elle a notamment organisé à cette occasion conférences, projections-débats, avec plusieurs intervenants, et le dévoilement d'une plaque commémorative.

La LDH a également été présente par un stand et une distribution de tracts dans le cadre du Marché de la solidarité de Brive.

Droits économiques, sociaux et culturels

Cette thématique a donné lieu à des initiatives diverses : une conférence-débat sur le droit au logement, portée par section de Rochechouart, qui a accueilli le responsable national du groupe de travail « Logement » et d'autres intervenants locaux, une réunion publique sur le thème de la fin de vie, à Brive.

Etrangers

Les militants ont également continué à se mobiliser auprès des personnes et familles sans papiers, de façon générale, en jouant un rôle dynamique dans le RESF 19, et ainsi participé à leur accompagnement. Notons enfin qu'une sensibilisation à la situation faite aux enfants a donné lieu à une projection-débat avec le film *Enfants valises*, au Rex de Brive, et qu'une formation aux droits des étrangers s'est déroulée également à Brive.

Racisme, antisémitisme, discrimination

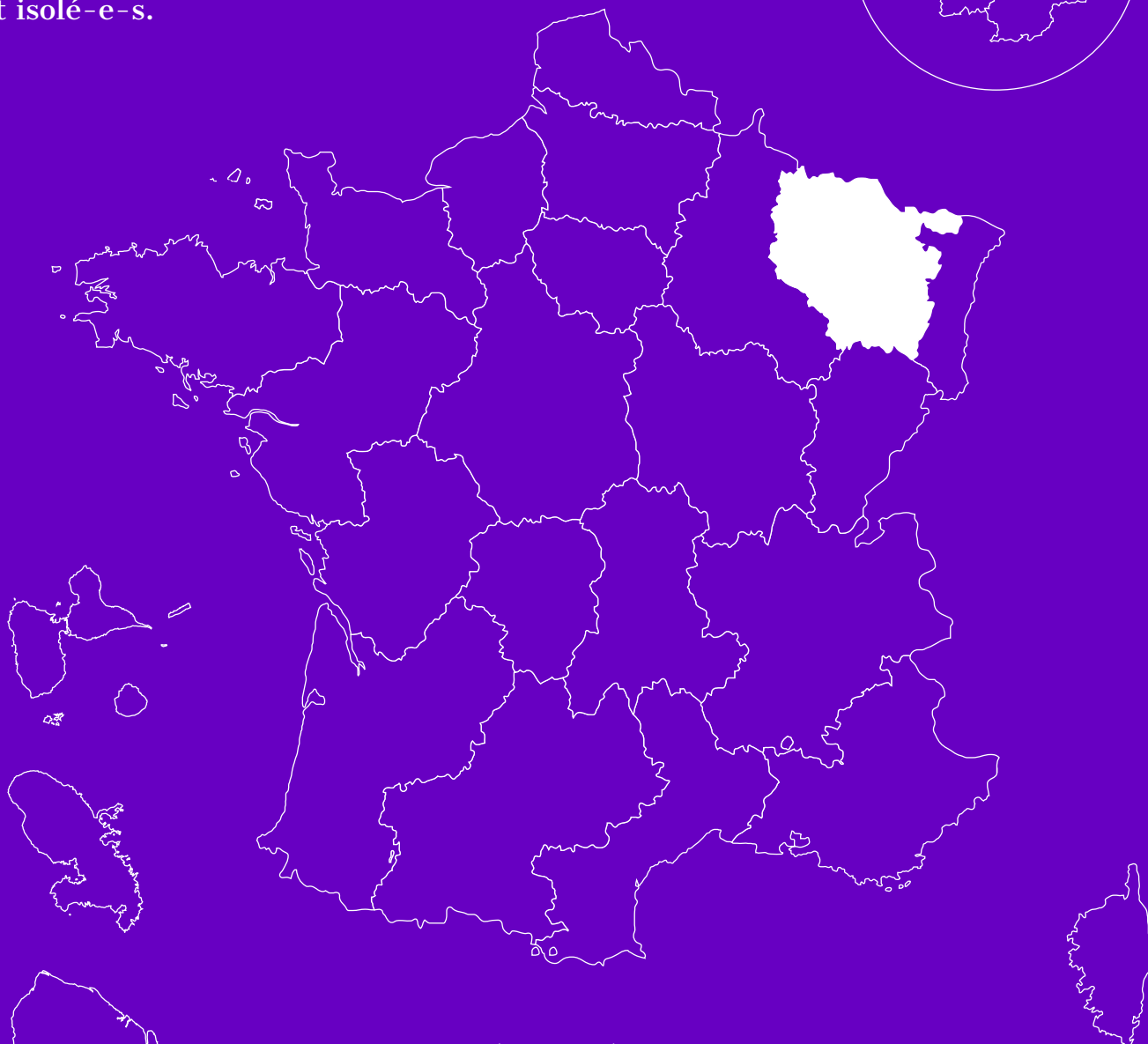
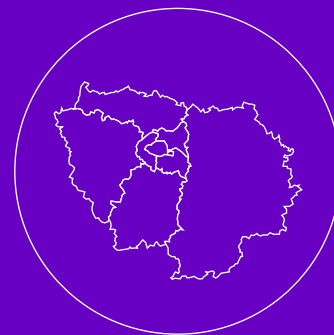
La section de Brive a pris l'initiative d'adresser un courrier au député-maire de la ville à propos d'une famille rom, victime de discriminations et menacée d'expulsion, et se militants ont également appelé et ont été présents à la manifestation locale contre le racisme, dans le cadre de la campagne nationale qui a marqué la fin 2013. La section de Limoges, pour sa part, a également été engagée dans la manifestation unitaire en soutien au « mariage pour tous ».

Campagnes, pédagogie, sensibilisation, communication

Cette dimension importante des actions de l'association a vu, à Brive, la participation des militants au Forum local des associations. Ils sont également intervenus auprès de publics scolaires sur la thématique de la Convention internationale des droits de l'enfant (Cide), et ont été parties prenantes du réseau local de partenaires mobilisés pour l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le 10 décembre. Enfin, ils ont organisé un débat suite à la projection du film *Notre monde*, en présence du réalisateur.

LORRAINE

La région compte 286 adhérent-e-s réparti-e-s dans 11 sections, elles-mêmes regroupées dans 3 fédérations, dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Meurthe-et-Moselle (fédération)

Longwy :	52
Nancy :	36
Pont-à-Mousson :	7

Moselle (fédération)

Forbach :	7
Metz :	109
Sarrebourg :	3
Thionville :	20

Vosges (fédération)

Epinal :	17
Neufchateau :	10
Saint-Etienne-les-Remiremont :	1
Gérardmer :	21

<u>Isolé-e-s :</u>	3
--------------------	---

Total adhérent-e-s	286
--------------------	-----

Trois réunions régionales ont eu lieu au cours de l'année pour échanger sur les activités et préparer le congrès de Niort.

Pour sa part, le délégué régional s'est personnellement impliqué dans des interventions radiophoniques et télévisées sur l'« affaire Dieudonné » (journal de France 3 et France bleue), ainsi que sur le droit de vote des étrangers (radio et conférence à Epinal). Il a par ailleurs participé aux rendez-vous juridiques du Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux.

Le Républicain lorrain, *republicain-lorrain.fr*, et *L'Est républicain* relaient les activités de l'association.

Démocratie, libertés

Les questions concernant ces thèmes, fondamentaux pour la LDH, ont donné lieu à plusieurs types d'action, en particulier des projections-débats à Metz et Longwy, des cafés-débat à Thionville. Un Plan d'action régional pour promouvoir le droit de vote des résidents étrangers non communautaires a été élaboré lors de l'AG de janvier 2013. C'est ainsi que, par exemple, la section de Gérardmer a organisé une conférence sur ce thème.

Dans le cadre de la défense de la liberté de création et d'expression, la section de Metz a apporté son soutien au Frac de Lorraine, attaqué par une association proche de l'extrême droite.

La fédération de Meurthe-et-Moselle est intervenue auprès du préfet pour faire interdire une réunion néonazi.

La fédération de Moselle a aussi défendu la laïcité, en publiant un communiqué en réponse à l'évêque de Metz, au moment des débats pour le mariage pour tous. Toujours sur la laïcité, la fédération des Vosges a organisé une conférence débat. La section de Gérardmer a obtenu de la municipalité qu'une place prenne le nom de « Parvis des droits de l'Homme ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Ces questions ont fait l'objet de plusieurs événements à Metz, Thionville, Gérardmer. La section de Metz, avec

Attac, a organisé une conférence-débat sur « Qui veut la fin de la Sécu ? », et une formation à Gérardmer s'est faite, en liaison avec Attac, sur « le salaire à vie, c'est possible ». En association avec la section du Luxembourg, Metz a fait campagne auprès des travailleurs frontaliers français pour qu'ils votent à l'élection des chambres sociales luxembourgeoises (qui donnent aux travailleurs frontaliers étrangers des droits réels d'intervention dans la politique luxembourgeoise).

Grâce au concours de la LDH « Ecrits pour la fraternité », dont le thème était « Un toit pour moi, un toit pour nous, un toit pour eux », les sections ont pu informer sur le droit au logement dans les établissements scolaires qui participaient au concours.

Etrangers

La situation frontalière de nos départements fait de l'action envers les étrangers le principal domaine d'activité de la plupart des sections de la région. Des permanences d'accueil hebdomadaires sont organisées à Thionville, Nancy, Metz, Longwy : accueil et aide individualisée.

La diminution des ressources affectées au traitement des dossiers des demandeurs d'asile, concomitante à une augmentation du nombre des solliciteurs, étrangle peu à peu les associations impliquées, dont la LDH, qui ne fait pourtant pas partie des organisations intervenant officiellement dans ce domaine. La situation est différente selon la présence d'autres associations locales susceptibles d'intervenir.

La question du logement de ces populations pose aussi un problème,

que les pouvoirs publics ont l'obligation de résoudre. A Metz, qui est une plaque tournante des passeurs, des campements sauvages naissent et croissent régulièrement, jusqu'à atteindre 250 à 300 personnes, adultes et enfants, parfois en très bas âge. Un collectif s'est créé, auquel participe la LDH, qui attaque régulièrement le préfet devant le tribunal administratif. Le préfet est condamné à loger l'ensemble des personnes, et il s'exécute en les répartissant sur tout le territoire départemental (hôtels, casernes désaffectées, etc.). Le même processus se répète trois ou quatre fois dans l'année, sans qu'un processus régulier ait pu être mis au point.

Bien entendu, parmi ces problèmes concernant les étrangers, il y a le problème spécifique des Roms. La section de Longwy a obtenu un résultat intéressant de stabilisation d'un groupe important, mais ce résultat est régulièrement remis en cause par des municipalités des environs, et le combat doit être indéfiniment repris. A Metz, un campement sauvage a pu être réduit grâce au logement des familles concernées dans des casernes désaffectées ; la LDH a même obtenu l'inscription de plusieurs familles sur les listes électorales ; en revanche, les tentatives d'obtenir de l'emploi sont restées vaines, et très minimes ont été les résultats obtenus pour la scolarisation régulière des jeunes.

Pour sensibiliser sur le sujet, Metz participe au Cercle de silence, et Epinal a organisé une projection débat sur le film *La Pirogue*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

De nombreuses interventions scolaires sont demandées à la LDH sur ces thèmes. Selon les âges, divers types d'intervention ont été développés, le cas échéant avec projection de films pour provoquer le débat.

Un café citoyen a été organisé à Thionville sur les droits appliqués aux femmes. Metz a aussi participé à la projection-débat à partir du film *La Source des femmes*.

En novembre, les sections LDH ont organisé ou participé à des manifestations ou rassemblements contre le racisme, qui ont été des succès à Metz, Gérardmer, Epinal...

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les interventions en milieu scolaire sont nombreuses pour la section de Metz, qui intervient sur tout le territoire de la Moselle. A Longwy, des interventions ont également eu lieu, à Pont-à-Mousson et à Gérardmer, ainsi qu'à Epinal. Les sections de Longwy, Gérardmer et Metz, comme chaque année, ont participé au concours des « Ecrits pour la fraternité », et ont obtenu des lauréats nationaux.

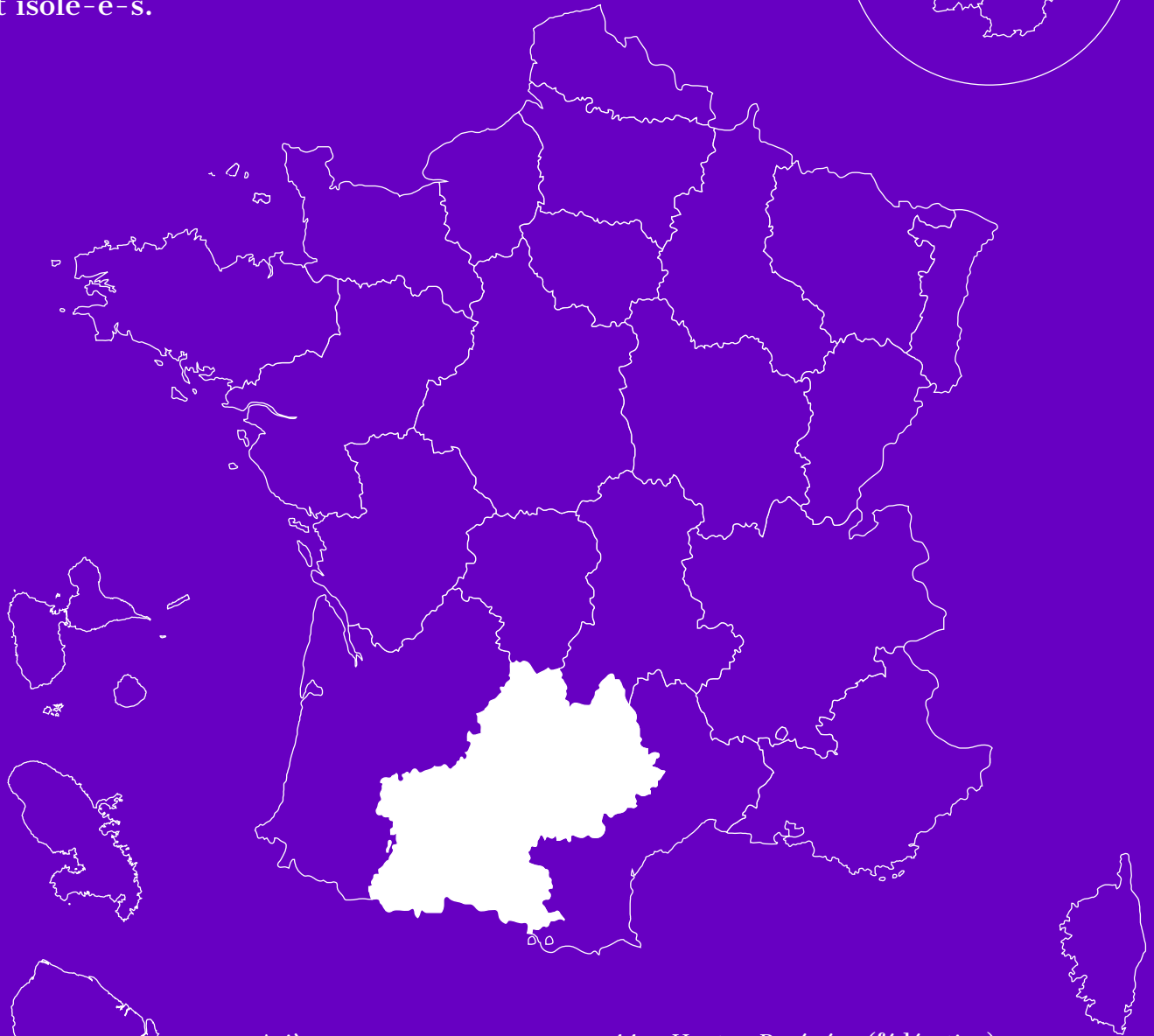
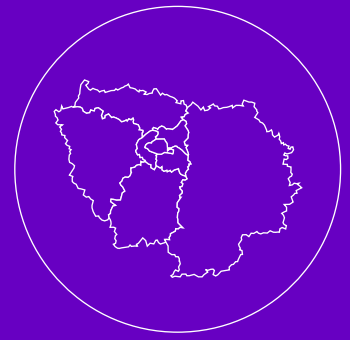
La présence en stand dans les manifestations publiques, organisées par ailleurs, est importante : Fête du chiffon rouge le 1^{er} Mai, Fêtes de la liberté (municipalité de Metz), Fête des droits de l'Homme (municipalité de Thionville)... Pour ces occasions, la section de Metz a développé des jeux permettant d'introduire des discussions avec les participants (citoyenneté, droits et autres sujets généraux, traités soit sous la forme de puzzles, soit de Jeu de l'oie...). Un bulletin, *La Lettre mosellane*, est publié tous les trimestres. La section de Metz tient un site : www.ldh-france.org/section/metz.

Une action remarquable parmi d'autres

Au-delà de cette action spécifique, la situation particulière de Metz et Thionville a permis en 2013 d'entamer un rapprochement avec la section du Luxembourg : plusieurs manifestations (conférences-débats, expositions) ont été co-organisées, en veillant à ce que le public des deux côtés de la frontière puisse venir. Pour le moment, ce ne sont encore que les militants qui se déplacent, mais ils manifestent leur satisfaction de tels programmes ; cette action sera donc poursuivie.

MIDI-PYRÉNÉES

La région compte 423 adhérent-e-s réparti-e-s dans 12 sections, elles-mêmes constituées en 3 fédérations, dont 7 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Ariège</u> :	44	<u>Hautes-Pyrénées</u> (fédération)	
<u>Aveyron</u> (fédération)		Lannemezan :	12
Rodez-Millau :	61	Tarbes/Bagnères-de-Bigorre :	22
Villefranche-de-Rouergue / Decazeville :	18	<u>Lot</u> (fédération)	
<u>Gers</u>		Cahors :	38
Auch :	9	Figeac :	3
<u>Haute-Garonne</u>		Martel :	27
Colomiers-Ouest toulousain :	24	<u>Tarn</u>	
Toulouse :	137	Gaillac :	21
		<u>Isolé-e-s</u> :	7
		<hr/>	
		Total adhérent-e-s	423

C'est à nouveau plus d'une centaine d'actions, dans des registres très divers qui ont marqué l'activité de la LDH dans la région Midi-Pyrénées. Cette dernière a été très orientée vers la sensibilisation, l'information et le débat portant sur les questions de promotion et de défense des droits avec nos concitoyennes et concitoyens, et a été relayée par les différents acteurs de la presse régionale quotidienne, ainsi que les média audiovisuels (*La Dépêche du Midi, La Nouvelle République des Pyrénées, La Montagne, Radio campus, Radio Vicomté, CFM radio, France 3, TV Bruits...*). Au-delà de ses réunions trimestrielles, le comité régional a également pris l'initiative d'une formation ouverte portant sur le droit des étrangers, ainsi que d'une coordination entre sections engagées dans le combat contre l'extrême droite et ses idées.

Démocratie, libertés

Une vingtaine d'actions sous formes différentes peuvent être rangées dans cette thématique.

Ainsi la section de Lannemezan a persévéré dans son investissement, maintenant ancien, visant à la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 14-18, à la veille de l'année du centenaire de la Grande Guerre (projections-débats, conférences, interpellation des autorités locales) ; cette question a également fait l'objet d'initiatives dans l'Ariège. Des débats, conférences, travaux de réflexion de défense et de promotion concernant la laïcité ont mobilisé les sections aveyronnaises (Rodez, Villefranche-de-Rouergue), ainsi que celles de Lannemezan et de l'Ariège.

Les projets de mise en place de vidéosurveillance, ou l'exercice d'un contrôle citoyen de son fonctionnement ont concerné plusieurs sections (courriers et rendez-vous avec les équipes municipales), particulièrement celle de Toulouse, siégeant au Conseil toulousain des libertés publiques.

Enfin, la montée de l'influence des organisations d'extrême droite et la diffusion de leurs idées ont mobilisé de nombreuses sections, qui ont appelé à des manifestations au moment de la mort de Clément Méric, et ont été à l'initiative de constitution de réseaux associatifs, syndicaux et partisans jouant fonction de vigilance et de sensibilisation/formation

(Ariège et Haute-Garonne) et développant activités diverses : stage syndical, projections-débats, création de clips vidéo, concerts... durant le dernier trimestre 2013.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les sections de Villefranche-de-Rouergue et de Rodez se sont particulièrement intéressées au droit à la santé, de même que celle de Tarbes, engagée dans la défense de l'hôpital public, et pour un audit citoyen de la dette publique. Cette dernière a milité également pour le libre accès à l'eau et celle de Martel contre les projets d'exploitation de gaz de schiste (conférences, manifestations diverses). Des sections ont également appelé à participer à la manifestation traditionnelle du 1^{er} Mai. A Toulouse et dans la Haute-Garonne, la défense des droits économiques et sociaux a été l'occasion de réunions publiques (réunion sur la « Société des inégaux », dans le cadre de Toulouse en libertés) et de projections-débats, notamment en accompagnement des films *Les Jours heureux* et *Notre monde*.

Etrangers

Comme les années précédentes, la plupart des sections de Midi-Pyrénées ont beaucoup investi le domaine de la défense d'étrangers, toujours plus menacés dans leurs droits. Cela a représenté près d'une trentaine d'initiatives, très contrastées.

La LDH de l'Ariège a continué obstinément à jouer un rôle central dans la défense des sans-papiers, jouant par exemple un rôle moteur dans les actions du Réseau éducations sans frontières, en assurant des suivis de personnes et de familles (aide matérielle, permanences d'appui et de conseil, intervention et réunions avec les services préfectoraux), avec la même pugnacité que celle dont ont fait preuve les sections de l'Aveyron, de Tarbes, de Colomiers-Ouest toulousain et de Toulouse.

La sensibilisation et la formation ont également pris des formes diverses : participation aux Cercles de silence, conférences-débats, projections sur le sort faits aux enfants étrangers ou aux conditions de vie dans les centres de rétention...

Les atteintes croissantes au droits des Roms a fait l'objet, également, de beaucoup d'engagements : réactions à la circulaire Valls (communiqués, interpellation d'élus), conférences... mais aussi accompagnement et aide au quotidien aux familles concernées. Enfin, la campagne en faveur du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales s'est largement déployée dans la région, à l'occasion de cette année préélectorale... Pétition, émissions radios à Villefranche-de-Rouergue, communiqués, manifestations et soutien à des vœux votés par des équipes municipales comme à Toulouse, interpellations diverses mobilisant un partenariat fourni ont témoigné d'une association particulièrement en pointe sur ces questions.

Droit et justice

Le groupe de travail « Prison » commun aux sections de Colomiers-ouest toulousain et toulousain, a produit et diffusé un rapport sur les conditions de vie à la maison d'arrêt de Seysses (31), très relayé par la presse locale, et a assuré une présence forte de l'association dans les initiatives portant sur les réalités pénitentiaires (conférences de presse, campagnes partenariales).

Racisme, antisémitisme, et discriminations

Si les discriminations à l'égard des étrangers et des Roms ont donné lieu à de nombreuses initiatives, la LDH a été engagée également dans les manifestations de soutien au mariage pour tous (Tarbes, Toulouse), ainsi que dans les actions de solidarité suite aux attaques visant Christiane Taubira et aux nombreuses manifestations contre le racisme ayant marqué la fin de l'année 2013 (Aveyron, Tarbes, Toulouse).

International

Comme les autres années, la situation au Proche-Orient a donné lieu à des actions portées par les différentes sections de Midi-Pyrénées (projections-débats). Ces dernières ont aussi été partie prenantes de rassemblements et cortèges en écho aux événements se déroulant en Syrie. La section de Tarbes, cette année encore, a organisé une projection-débat sur le quotidien des femmes égyptiennes avec participation d'un membre du Bureau national de l'association. La situation en Europe ? et particulièrement celle du peuple grec, victime d'atteintes majeures au respect de ses droits économiques et sociaux, a également suscité des actions d'information et de sensibilisation.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

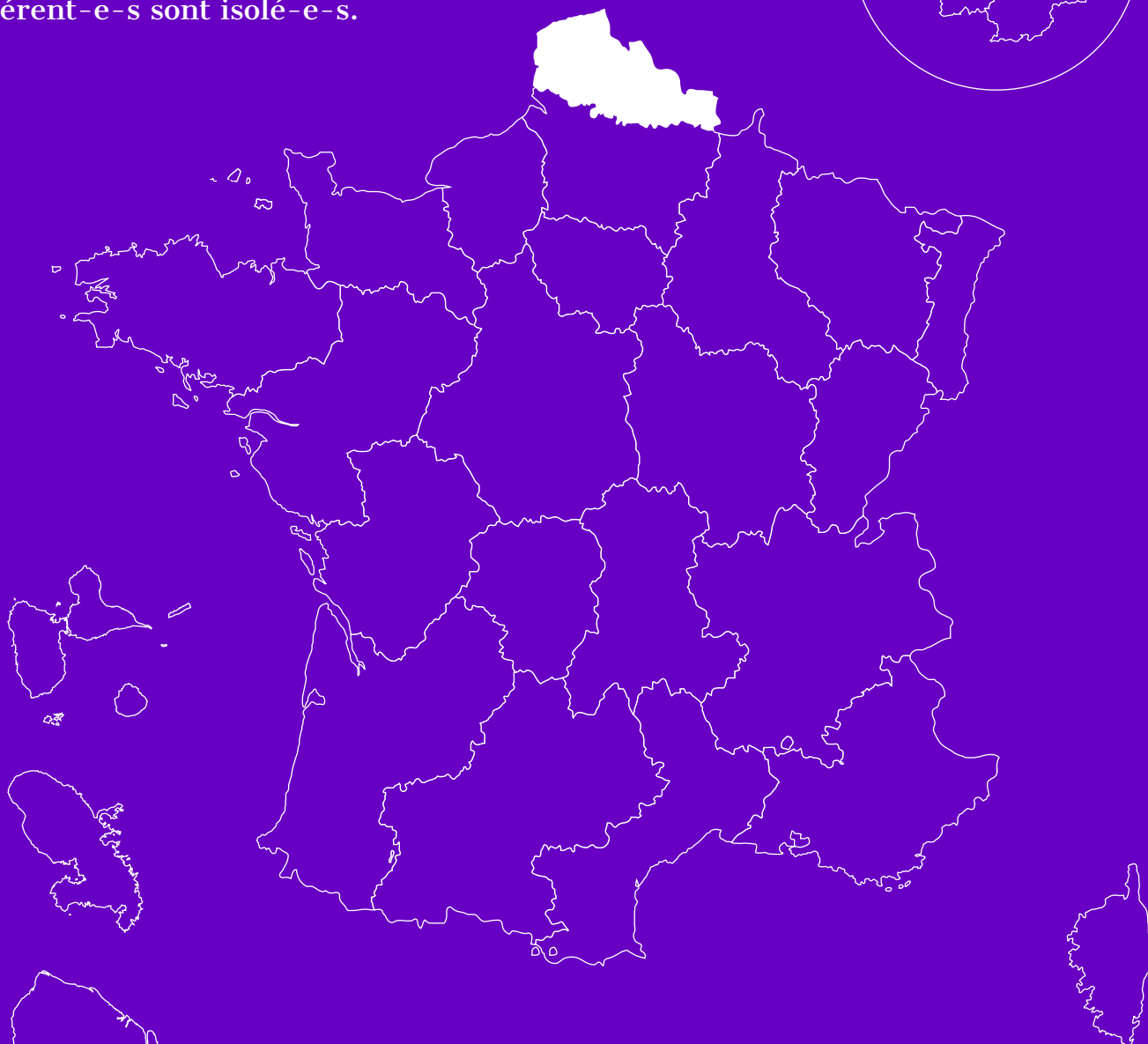
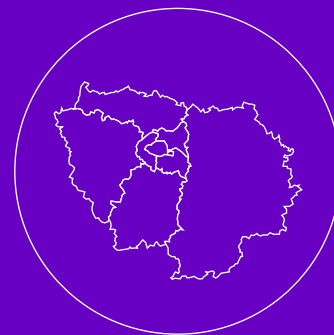
La section de Villefranche-de-Rouergue/Decazeville assure toujours son émission de radio mensuelle « Urgences » (www.cfmradio.fr/emissions/urgences), lui permettant de diffuser l'actualité de la promotion et la défense des droits de l'Homme, et, avec la section de Rodez, elle est également très présente dans les établissements scolaires de l'Aveyron. Les militants de Lannemezan ont également assuré des interventions auprès des adolescents et des jeunes, à partir de thèmes tels que « Défense des libertés et des droits » ou « Réhabilitation des fusillés pour l'exemple ». Ceux de Toulouse ont

été présents dans les établissements scolaires et d'éducation spécialisée, en animant le concours « Ecrits pour la fraternité », et dans les lycées, pour des débats sur les questions de laïcité. Les sections ont également pu décliner les thématiques des campagnes nationales, et plus largement à l'occasion de leur participation à de nombreux forums associatifs locaux (Ariège, Lannemezan...), d'initiatives spécifiques maintenant repérées : projection-débats régulières à Martel et à Colomiers-Ouest toulousain, fête de la LDH Toulouse en libertés...

Une action remarquable parmi d'autres Dans un contexte marqué par une montée inquiétante des organisations et des idées d'extrême droite, la LDH a joué un rôle moteur dans le travail de sensibilisation et de déconstruction des discours et pratiques, qui tendent à dangereusement à se banaliser. Ainsi a-t-elle été à l'initiative, avec des partenaires syndicaux, également très mobilisés (CGT-FSU-Solidaires-CNT-Fidl), dans le cadre de structures unitaires (Codex 31 et Conex 09), de trois modules de formation syndicale à Toulouse et à Foix, ouverts aux salariés, et qui ont connu une participation croissante. Ces modules de deux jours animés, entre autres, par des responsables nationaux et des militants locaux de la LDH, ont permis d'expérimenter des formes de pédagogie qui doivent se développer dans le cadre d'une reconduction d'un travail important à mener, en direction du monde du travail.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La région compte 315 adhérent-e-s réparti-e-s dans 16 sections, elles-mêmes regroupées en 2 fédérations, dont 3 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Nord

Dunkerque :

Lille :

Roubaix :

Tourcoing :

Maubeuge :

17

73

30

18

14

Pas de Calais

Arras :

Béthune :

Boulogne-sur-Mer :

Calais :

Hesdin :

Lens :

Lievin :

Montreuil-sur-Mer :

Saint-Omer :

Saint-Pol-sur-Ternoise :

Henin-Carvin :

24

2

42

8

4

21

4

16

13

4

22

Isolé-e-s :

3

Total adhérent-e-s

315

En dépit d'une forte progression des adhérents dans les sections de Lille et de Tourcoing, la région connaît un certain tassement de ses effectifs. Cette situation explique un léger recul du dynamisme régional, seules quatre-vingts actions ont été répertoriées. La délégation régionale a particulièrement mis l'accent sur le danger de l'extrême droite, qui ne touche pas que la ville symbolique d'Hénin-Beaumont. Elle a organisé une formation en septembre 2013 sur l'extrême droite, qui a rassemblé une trentaine de militants des deux départements. Il faut, aussi, signaler un fort investissement du niveau régional dans toutes les questions relatives aux sans-papiers et aux Roms, avec des interpellations, des contacts avec la préfecture, et la publication de nombreux communiqués. Pour une grande part, la délégation a assuré le pilotage du Collectif métropolitain de solidarité avec les Roms.

Les activités de la région sont largement reprises par la presse écrite, électronique ou télévisuelle locale : *La Voix du Nord*, *L'Avenir de l'Artois*, *Journal de Montreuil*, *Arras-actu*.

Démocratie, libertés

La promotion des droits et des libertés est une constance de notre association, c'est pourquoi le sujet du droit de vote pour les étrangers non communautaires a été débattu à plusieurs occasions. La section de Tourcoing s'est beaucoup intéressée à cette question, à travers les conférences qu'elle a organisées, et des lettres ont été envoyées aux maires des grandes villes du Nord. La section de Lille a organisé un café-débat et a participé à plusieurs actions dans le cadre du collectif Droit de vote 2014.

Outre la formation organisée par la région, plusieurs actions ont été menées sur ces thèmes. La section de Roubaix a présenté le film *Notre monde*. La section de Lens a organisé des conférences sur l'histoire de la colonisation et de l'esclavage, sur les fusillés pour l'exemple et une exposition sur les artistes dans la Résistance. La section de Boulogne, dans le cadre de son rendez-vous avec l'Histoire, a organisé la projection-débat du film documentaire *Công Binh, la longue nuit indochinoise*. Citons également les communiqués rendant hommage à Stéphane Hessel et Pierre

Mauroy, publiés par la fédération du Nord et la section de Lille.

Sur l'extrême droite, la LDH du Nord-Pas-de-Calais a participé à des manifestations et des rassemblements citoyens dans plusieurs villes de la région, en hommage à Clément Méric. Boulogne-sur-Mer a projeté et débattu sur le film documentaire *Mains brunes sur la ville*, qui donne une idée de ce qui se passe dans deux villes passées à l'extrême droite.

Droits économiques sociaux et culturels

La défense des droits sociaux est un combat permanent de la LDH. En temps de crise, les plus démunis de la société sont les plus touchés par ses conséquences.

Dans le cadre de la défense des droits économiques et sociaux, la LDH de Lille a participé à la manifestation de 16 mars 2013 contre les expulsions et pour le droit au logement pour tous. Par ailleurs, la LDH a participé, aux côtés des syndicats, au rassemblement du 9 octobre contre l'austérité et la défense des retraites, à la salle du Gymnase.

Dans le Pas-de-Calais, les écoles ont exprimé leur intérêt à l'éducation des droits sociaux, axe principal des droits de l'Homme. Le droit au logement était le thème du concours national de la LDH « Ecrits pour la fraternité », qui a été mené localement par la fédération du Pas-de-Calais.

Racisme et discriminations

C'est une thématique très importante qui continue à fortement mobiliser les sections de la région. Concernant les Roms, une quinzaine d'actions sont recensées dans la région, des communiqués ont été publiés, dénonçant l'attitude des autorités locales et les propos du ministre de l'Intérieur Manuel Valls, vis-à-vis de ces populations, une plainte a été déposée par la section de Roubaix contre les dérapages verbaux du maire de Croix, des conférences et débats ont aussi été organisés par la section de Roubaix et la section de Tourcoing.

Par ailleurs, la LDH du Nord-Pas-de-Calais a été sur les champs de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, la section de Liévin a organisé, début mai, une lecture-débat autour du livre *Le Pianiste*, la section de Lille a présenté l'exposition « La terre est ma couleur », dans le cadre du Festival annuel des droits de l'Homme.

La fédération du Nord a publié un communiqué de soutien à Christiane Taubira, à la suite des attaques racistes dont elle a été victime. Contre le racisme, les sections de la LDH du Nord et du Pas-de-Calais ont répondu présentes à l'appel national du 30 novembre contre le racisme. La section de Tourcoing a organisé un Café des droits de l'Homme sur le thème « Marche pour l'égalité, 30 ans après : où en sommes-nous ? ».

La Journée internationale des femmes a été célébrée par des manifestations au niveau de presque toutes les sections du Nord-Pas-de-Calais. La section de Tourcoing a organisé une conférence sur « La place de la femme en politique ».

Etrangers

Plusieurs actions ont été menées sur ce thème. La section de Lille et la délégation régionale ont joué un rôle très important durant la grève de la faim des sans-papiers. Elles ont conduit les

négociations avec la préfecture, et assuré le soutien moral et le suivi concret, sur le terrain, des grévistes. La section de Tourcoing a organisé une projection-débat autour du documentaire *Né quelque part*. L'évènement majeur de l'année 2013 fut la venue de Pierre Tartakowsky à Lille. Durant son passage, il a rencontré Martine Aubry, maire de Lille et présidente de LMCU, le Comité des sans-papiers, il a visité de centre de rétention de Lesquin avec la sénatrice Marie-Christine Blandin, puis rencontré les syndicats de la Bourse du travail, sur la question des Roms.

International

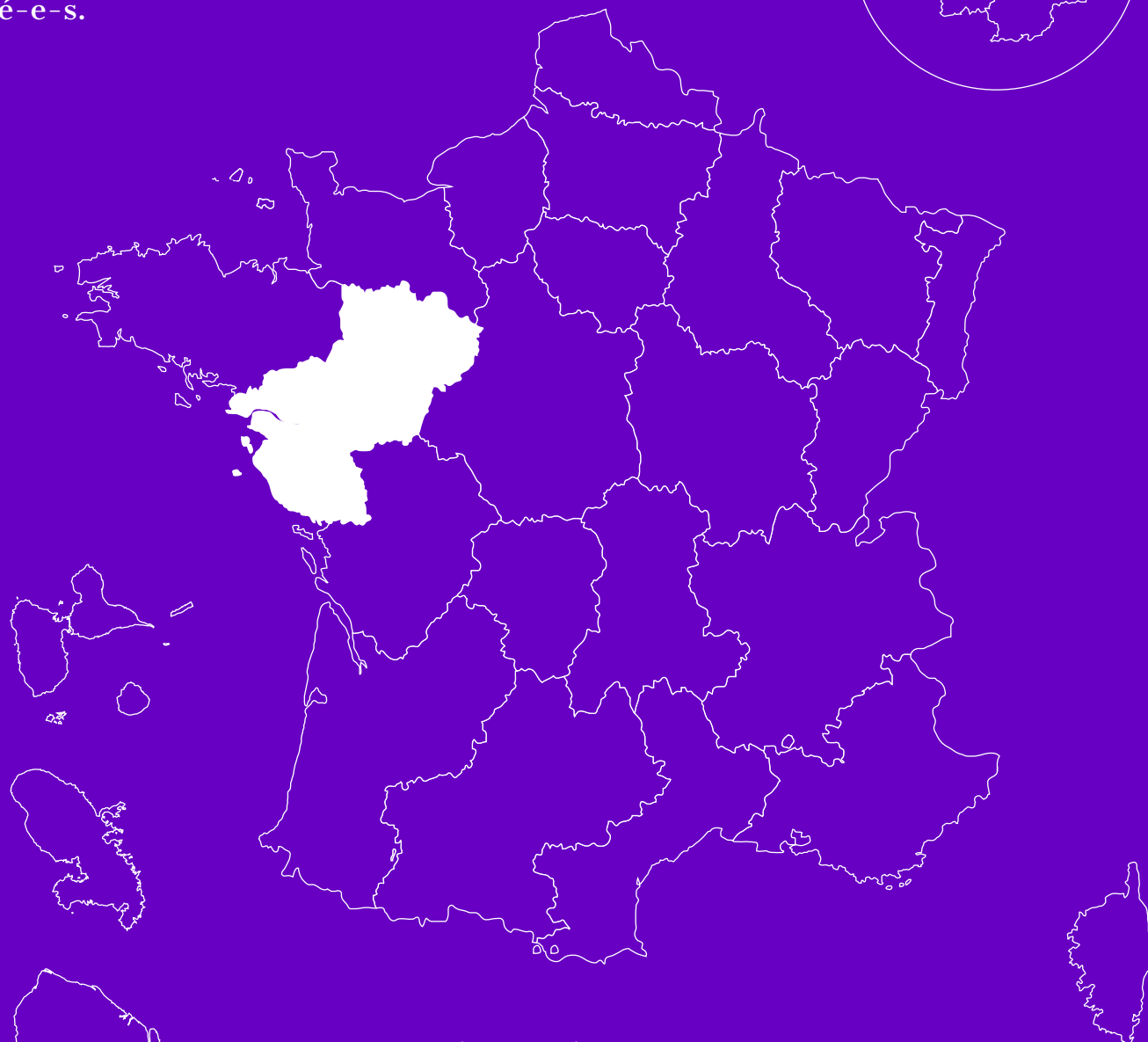
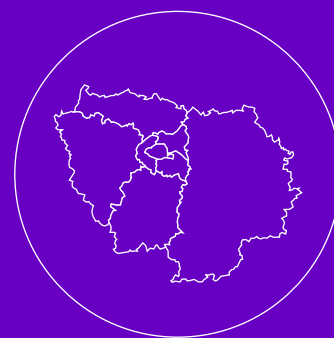
La situation internationale a fait partie des préoccupations de la LDH du Nord-Pas-de Calais. Les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais ont participé massivement à la « Vague blanche » pour la paix en Syrie, la section de Lille a organisé un café citoyen sur l'histoire et l'origine du conflit syrien, la section a également participé aux actions de soutien et fait partie d'un comité de soutien au journaliste marocain Ali Anouzla. Quant à la défense des droits des Palestiniens, la section de Lille a participé à une projection-débat sur la cueillette des olives à Naplouse, avec Amitié Lille-Naplouse. Les sections de Tourcoing et de Lille ont, chacune, participé également à une projection-débat autour du film *Route 60*, au centre social de Villeneuve-d'Ascq, et à Tourcoing. La section de Montreuil a présenté une exposition « Passion de Palestine », à la mairie de Berck. La région s'est également intéressée à l'Afrique du Sud. Après la disparition de son leader Mandela, elle a publié un communiqué lui rendant hommage, et l'exposition « Nelson Mandela » a été présentée en mairie de Lille pendant une quinzaine de jours.

Permanences, soutien juridique

Les permanences de soutien juridique se poursuivent à Lille un jeudi sur deux, ainsi qu'à Dunkerque, Boulogne et Arras.

PAYS-DE-LA-LOIRE

La région compte 452 adhérent-e-s réparti-e-s dans 8 sections, elles-mêmes constituées en 2 fédérations, dont 2 adhérent-e-s isolé-e-s.



<u>Loire-Atlantique (fédération)</u>	
Nantes et Pays nantais :	221
Saint-Nazaire :	22

<u>Maine-et-Loire</u>	
Angers :	82

<u>Sarthe</u>	
Le Mans et la Sarthe :	57

<u>Vendée (fédération)</u>	
La Roche-sur-Yon :	32
Les Sables-d'Olonne :	5
Luçon :	5
Noirmoutier N-Ouest Vendée :	26

<u>Isolé-e-s :</u>	2
--------------------	---

Total adhérent-e-s	452
---------------------------	------------

Les sections de la Ligue des droits de l'Homme de la région Pays-de-Loire ont réalisé plus d'une centaine d'actions sur l'ensemble du territoire régional, au cours de l'année 2013. Elles ont mis en œuvre, parfois en collaboration avec d'autres associations, de nombreuses initiatives afin de promouvoir le caractère universel et indivisible des droits, et défendre les libertés.

Afin de déployer ces activités, le comité régional, en lien avec les sections, a organisé des journées de présentation, de formation et d'accueil des futurs et nouveaux adhérents. Il a favorisé les actions conjointes entre les sections et les travaux menés au sein des collectifs. En participant encore cette année au Forum des associations à Laval, il poursuit son effort pour aboutir à la création d'une section en Mayenne. Poursuivant le même objectif de développement, la section du Mans a participé au Forum jeune de la ville d'Evron (53), afin de favoriser la création d'une section dans cette ville.

Les médias de la presse régionale et nationale (*Ouest-France*, *Presse Océan*, *Le Courrier de L'Ouest*, *Angers ville-actu*, *angersmag.info*, *maville.com*, *Liberation.fr*, *saintnazaire-infos.fr*) rapportent régulièrement les activités ou prises de position des sections.

Démocratie, libertés, droits, justice

Les questions autour de la citoyenneté et de l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme. Une majorité des sections a concentré ses efforts sur ces thèmes, parfois dans un rôle de vigilance. Des conférences-débats, des diffusions de tracts, des conférences de presse, des communiqués et des formations ont pu être organisés tout au long de cette année ainsi qu'une interpellation régulière des élus locaux et régionaux. Plusieurs sections ont ainsi participé aux manifestations et aux réunions « pour le mariage pour tous » ou ont contribué à animer la campagne nationale avec le Collectif pour le droit de vote des résidents étrangers extracommunautaires aux élections locales. La section de La-Roche-sur-Yon est intervenue lors de la cérémonie faite pour

marquer la restauration du Mur des droits de l'Homme, en décembre 2013, dans la ville de Saint-Hilaire-de-Riez (85).

Les sections ont parfois souhaité développer leur travail sur des thématiques particulières. Ainsi, la section d'Angers participe au collectif « Droits de l'enfant » et est présente à la Journée de l'enfant, à la Maison de quartier des Hauts de Saint-Aubin et aux « Etats généraux de l'enfant », qui ont conduit à un dépôt de doléances à la préfecture de Maine-et-Loire. La section de Nantes a participé aux manifestations : « Non à la criminalisation du mouvement syndical », interpellant les parlementaires en faveur d'une loi d'amnistie pour les militants syndicaux. Les sections des Sables-d'Olonne et de Nantes, en lien avec la Libre Pensée, mènent campagne à propos des fusillés pour l'exemple tandis que la section de Saint-Nazaire continue son exposition tournante avec le collectif « Fusillés pour l'exemple ». Toutes ont souhaité inscrire leur activité

dans la dénonciation des idées d'extrême droite. A titre d'exemple, la section du Mans est à l'initiative de la création du collectif « Réagir pour la démocratie », qui compte maintenant une quinzaine d'associations, syndicats et partis politiques, qui poursuit l'objectif de lutter contre la montée des droites radicales dans le département et pouvoir ainsi interpellier les partis politiques et les élus. La section de Nantes a participé aux travaux du collectif « Levons-nous face aux extrêmes droites » et a pu développer une campagne en fin d'année pour inciter les inscriptions sur les listes électorales.

Les sections ont pu s'appuyer sur de nombreux outils nationaux afin de mener à bien leurs projets. A titre d'exemple, la section de Nantes a organisé une réunion autour de l'ouvrage annuel de la Ligue des droits de l'Homme, *L'Etat des droits de l'Homme en France* « La République en souffrance ». Elle a part ailleurs animé une réunion sur « L'intervention de la LDH dans la situation politique d'aujourd'hui ». Les adhérents de la Ligue des droits de l'Homme inscrivent résolument leur action dans le champ politique, comme la section de Noirmoutier, qui a organisé un débat invitant à réfléchir sur « Comment penser les enjeux européens aujourd'hui ? ».

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

L'indivisibilité des droits consiste à ne pas séparer les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A ce titre, l'ensemble des sections participent et accompagnent les manifestations pour la défense des services publics, le respect des droits économiques et sociaux et pour le droit au travail, en associant son travail avec les syndicats.

La section d'Angers, en lien avec d'autres associations, a mis en avant la garantie du droit au logement, notamment concernant l'hébergement d'urgence. Elle travaille sur l'amélioration des conditions d'accueil, dont le nombre de places est toujours insuffisant, de jour comme de nuit, ainsi que sur les difficultés de prise en charge des mineurs étrangers isolés. La section participe à la

permanence Droit au logement opposable (Dalo) et aux rencontres du collectif de « Cités unies » pour le logement des sans-abri et autres précaires. Elle s'implique fortement pour l'accès au droit et la réduction des discriminations des Français itinérants. Dans le cadre d'un groupe de travail œuvrant sur ce thème, la section vise plusieurs objectifs, dont la mise en œuvre effective du schéma départemental, avec priorité sur l'agglomération d'Angers Loire métropole, où l'occupation quasi permanente des terrains affectés au passage ne permet plus l'accueil des itinérants. Elle lutte contre les discriminations de la part de certains élus (cf. l'affaire Bourdouloux), et d'une partie de la presse qui stigmatisent les Gens du voyage. Elle travaille aussi à la programmation concertée pour les grands rassemblements (évangélistes) entre la communauté et les autorités municipales, afin d'éviter des regroupements sauvages sur des terrains communaux non prévus pour cela (terrain de sport par exemple), susceptibles de provoquer des formes de rejet. La section de Nantes s'investit particulièrement auprès du collectif nantais « Pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous ». Dans le cadre de ce Collectif, la section participe à l'organisation et à l'animation des 20^e Rencontres nationales de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, sur le thème de « L'accès aux soins à la ville et à la campagne pour tous », au cours desquelles une réunion-débat animée par Pierre Volovich, économiste, a eu lieu. La section travaille par ailleurs au sein du Collectif pour un audit citoyen de la dette, et est partie prenante de l'Uriopss, sur les questions relatives à l'hébergement.

Les sections d'Angers, de La Roche-sur-Yon, du Mans et de Nantes sont parties prenantes des différents collectifs qui se sont créés autour de la question des prisons. Elles participent à la Journée nationale des prisons.

Etrangers

Les sections de la région Pays-de-Loire, à l'instar de l'ensemble de l'association, œuvrent quotidiennement à ce que chacun, quelle que soit sa nationalité, puisse bénéficier de ses droits et ne soit pas discriminé. Cet engagement citoyen occupe une large part du militantisme des adhérents.

La section d'Angers participe à la Commission immigration et à la Coordination migrants. Les actions collectives menées concernent les conditions de vie des demandeurs d'asile en particulier, des sans-abri en général. Dans le cadre de la Coordination migrants, la section travaille à ce que soient respectées, par les acteurs concernés, dont le préfet, les différentes circulaires ministérielles, notamment quant à l'évacuation des squats, pour l'amélioration des conditions d'hébergement des immigrés déboutés du droit d'asile en attente des résultats des recours. Comme d'autres sections, celle du Mans décline son engagement à travers sa participation à des collectifs ou des réseaux comme RESF 72, le Comité sarthois pour les demandeurs d'asile (CSDA), ou encore Chaïnon manquant, association d'aide aux domiciliations des demandeurs d'asile. Autre exemple, la section de Nantes est partie prenante du collectif Uni-e-s contre une immigration jetable (Ucij), du RESF 44 Collectifs enfants étrangers citoyens solidaires, du Mouvement de régularisation des travailleurs sans papiers, du collectif Romeurope agglomération nantaise, du Conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers (CNCE). La société civile, dans sa pluralité, son dynamisme et son désintéressement, est un acteur et un interlocuteur essentiel pour répondre aux besoins immenses en terme de défense et d'assistance des étrangers.

Racisme, antisémitisme et discrimination

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue.

Afin de promouvoir le vivre ensemble, la section d'Angers a participé à l'organisation et à l'animation du Festival égale à égal, à la Journée des associations étrangères avec opération de Votation citoyenne, à la Journée des réfugiés et celle de la paix. Inquiètes d'événements préoccupants, la section a organisé par ailleurs une conférence sur les dérives sectaires. Soucieuse d'un accès égal à la scolarité, elle est intervenue auprès des collectivités et des élus pour l'implantation d'écoles publiques dans les Mauges, et d'un collège public à Beaupréau. Dans ce

domaine, les actions sont conduites en interassociations, et la LDH 49 est membre du collectif « Vigilance laïcité ».

Dans un souci de faire réfléchir sur la question des discriminations, la section du Mans est intervenue sur ce sujet auprès des élèves de 2^e du lycée Les Horizons. La section participe à la Semaine d'éducation contre le racisme, avec la projection d'un film sur la situation des Roms, accompagnée d'un débat avec les cinéastes. Enfin, dans le cadre du collectif « Réagir pour la démocratie », la section a participé à la manifestation contre le racisme et pour l'égalité.

La section de Nantes a été partie prenante de la Semaine d'éducation contre le racisme et toutes les formes de discriminations. Elle a organisé un ciné-concert-conférence : « Sur un air de charleston » à la Fabrique, autour de la dénonciation d'un contexte racial et colonial, et a mis en place un ciné-débat à la fac de droit de Nantes, à partir du film *Mains brunes sur la ville*, qui donne un aperçu de la gestion des villes d'Orange et Bollène tenues par l'extrême droite. Elle a participé à la Fête de la solidarité, à Indre, avec les Roms, et a manifesté contre les expressions de racisme et d'homophobie à de nombreuses reprises. Elle a participé à la commémoration des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions les 10 et 11 mai, et à la soirée-débat sur « L'esclavage aujourd'hui encore » avec une projection du film *Esclaves*, réalisé en 2011 par Teresa Punzi. Enfin, la section est partie prenante du Mouvement « Ni pauvre, ni soumis », qui travaille et mène des actions pour les personnes en situation d'handicap.

A Saint-Nazaire, deux manifestations ont été menées par la section, avec le Mrap, suite à l'appel local puis national contre le racisme et en hommage à Clément Méric. La section participe à la commémoration du 10 mai, Journée des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions. Le monument dédié à cette commémoration avait malheureusement été dégradé les jours précédents. Cela a fait l'objet d'un communiqué de presse, qui a été très largement repris. Un texte préparé par la section et le Mrap, traitant à la fois du passé esclavagiste et de la situation aujourd'hui, a été lu à l'issue de la commémoration. Les sections de Nantes et Saint-Nazaire ont participé à la Gay pride. Enfin, les sections d'Angers, de La Roche-sur-Yon, du Mans, de Nantes et de Saint-Nazaire sont actives sur le droit des femmes et ont manifesté pour le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

International

La section du Mans a organisé une conférence sur la situation politique à Djibouti.

La section de Nantes a participé aux Semaines des solidarités internationales, organisées par la Maison des citoyens du monde, et au Forum social mondial de Tunis, puis à un débat sur la restitution de ce Forum. Elle participe au Forum international des droits de l'Homme à la cité des congrès de Nantes : « Vivre avec l'Autre : heureusement différent(s). De l'international au local, du local à l'international ». La section est partie prenante de la Plateforme des ONG pour la Palestine, des Amis des collectifs marée noire, de la Maison des citoyens du monde (MCM), du Collectif droits pour l'humanité, du Collectif Nantes-Redeyef-Tunisie et du CA d'Attac44 pour les rassemblements « Une vague blanche pour la Syrie », et pour les otages, au Sahel (quatre Français d'Arlit, Niger). La section de Saint-Nazaire et la section de Zio de la Ligue togolaise des droits de l'Homme entretiennent des relations étroites et partagent leurs savoir-faire et leurs connaissances de la situation des droits de l'Homme. Enfin, la section travaille avec le Forum des jeunes de la LTDH.

Permanences, soutien juridique

La section d'Angers anime une permanence hebdomadaire tous les mercredis, de 17h à 19h. Celle-ci concerne surtout le droit des étrangers. A Saumur, la section participe à permanence hebdomadaire, assurée conjointement avec le Secours catholique, afin de permettre l'accueil et l'aide aux demandeurs d'asile. La section du Mans assure tous les vendredis une permanence de 14h à 17h. La section de Nantes propose une permanence d'accueil générale, chaque premier, troisième et cinquième jeudi du mois, où sont reçues les personnes de tous horizons en quête de conseil et d'orientation juridique. Cette permanence travaille en lien avec des avocats. Les problèmes traités cette année sont variés : problèmes sociaux et économiques, droit du travail, droit familial, droit des femmes, droit à l'image et à la liberté d'expression, problème de logement, problème de harcèlement, discrimination et violences, mêmes policières. La section de Nantes assure, en outre, une permanence d'accueil des étrangers tous les lundis, à partir de 16h30.

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

Cette année encore, les sections ont organisés des conférences de presse, des ciné-débats, des cafés des droits de l'Homme et sont intervenues en milieu scolaire. On constate à l'échelle de chaque département, une sollicitation grandissante des communes. La section d'Angers publie un bulletin trimestriel, faisant état des activités passées et à venir de la section. La section de Nantes propose un planning mensuel des activités de la section, réactualisé au jour le jour, et envoyé à tous les adhérents deux fois par mois. Grâce à la mise en place de son plan de formation, elle a organisé trois formations cette année, sur les thématiques suivantes : genre et militantisme ; l'investissement des ligueurs dans les collectifs ; intervenir en milieu scolaire. Ces formations ont permis la participation d'un grand nombre de ligueurs et ligueuses des sections de la région, ainsi que de plusieurs personnes sympathisantes à la cause des droits de l'Homme.

Plusieurs sections

ont des sites Internet ou blogs :

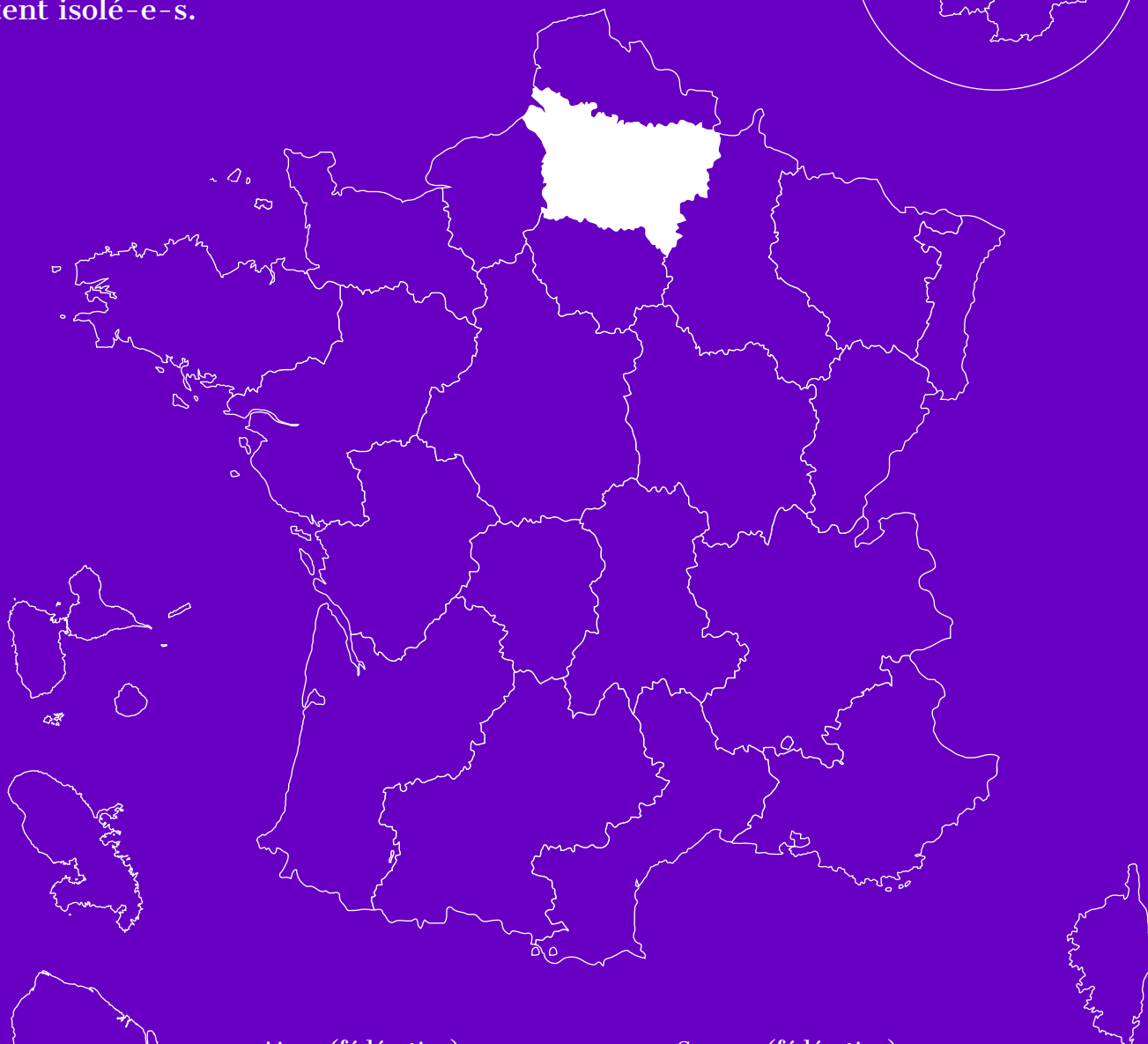
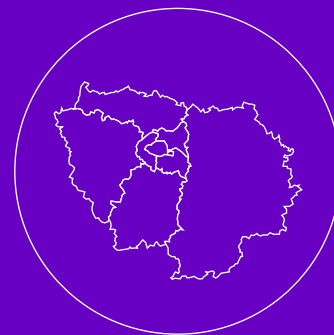
- Angers : www.angers.ldh-france.org et www.ldh49.over-blog.org
- La Roche-sur-Yon : www.ldh-france.org/section/la-roche-sur-yon
- Le Mans : www.ldh-sarthe.blogspot.com
- Nantes : www.ldh-nantes.org et www.facebook.com/LDH.Nantes
- Noirmoutier : www.ldh-france.org/section/noirmoutier
- Saint-Nazaire : www.ldhsaintnazaire.fr

Une action remarquable parmi d'autres

A Angers a eu lieu une manifestation le 11 novembre suite aux propos racistes proférés par des adeptes de la Manif pour tous, à l'occasion d'une visite de C. Taubira, à Angers, le 25 octobre. La LDH 49 a pris l'initiative d'un appel à manifester pour « Combattre le racisme, la xénophobie et l'homophobie », rappeler aux parents la Convention des droits de l'enfant et restaurer l'image du département, après les affaires Bourdouloux et les insultes à la garde des Sceaux. Vingt-cinq organisations associatives, politiques et syndicales ont répondu à l'appel et l'ont relayé. Toutes ont accepté de se rassembler derrière la banderole de la Ligue des droits de l'Homme et celle reprenant l'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, sans arborer leur drapeau et leur identifiant. Ce fut un succès. Deux mille cinq cents personnes ont défilé dans la dignité et le respect des autres, du Palais de justice à la place du Ralliement, où eurent lieu deux interventions : la prise de parole de la LDH 49 et la lecture d'un message du président national de la LDH.

PICARDIE

La région compte 252 adhérent-e-s, réparti-e-s dans 13 sections, elles-mêmes constituées en 3 fédérations, dont 2 adhérent-e-s restent isolé-e-s.



Aisne (fédération)

Château-Thierry :	28
Chauny-Tergnier-La Fère :	5
Laon :	12
Soissons :	6
Saint-Quentin :	3
Villers-Cotterêts :	7

Oise (fédération)

Beauvais :	50
Creil :	16

Somme (fédération)

Abbeville :	43
Amiens :	33
Le Crotoy-Rue :	33
Roisel-Péronne :	6
Roye :	8

Isolé-e-s :

Total adhérent-e-s	252
---------------------------	------------

Plus de quatre-vingt-dix actions ont été répertoriées. Plusieurs thèmes ont dominé les actions dans la région : la lutte contre la xénophobie et l'extrême droite, en raison de la forte présence du Front national, le soutien aux demandeurs d'asile et aux mineurs isolés, ainsi que la situation des Gens du voyage.

Le comité régional

Cette année encore, notre activité militante a été marquée par les effets de la crise financière et son incidence sur la région, avec une augmentation du chômage (12,4 % de la population active), de la pauvreté et du repli identitaire.

Les rencontres régionales ont été organisées sur la journée, le plus souvent à Roye. Le matin était consacré à la programmation et au bilan des actions LDH dans la région, l'après-midi réservé soit aux groupes de travail régionaux, soit à une conférence publique ou une formation interne.

Les groupes de travail régionaux, sur les demandeurs d'asile, les Gens du voyage et les Roms, les droites extrêmes, la jeunesse et les fusillés pour l'exemple, ont poursuivi leurs activités.

Pour les actions tournées vers le public, le comité régional a organisé une conférence sur « Droit de vote pour tous les résidents étrangers, dès 2014 », et un Forum citoyen sur le thème « Le renouveau de la démocratie », avec la section de Villers-Cotterêts.

Le comité régional s'est inscrit dans l'opération « Parcours découverte », proposée par le conseil régional, sur le thème « Des droits ? Des valeurs ? Et mes droits ! ». Dans ce cadre, il a été sollicité par deux lycées, l'un à Saint-Quentin, l'autre à Laon. Le comité régional a également proposé aux associations et établissements scolaires de la région un projet sur le thème de « La Liberté, l'égalité et la fraternité pour tous ». Une association de Beauvais et un collègue à Couloisy y ont répondu, en produisant une vidéo, de même qu'un lycée à Villers-Cotterêts, en réalisant des affiches.

La région a poursuivi le travail pour la publication d'un livret sur les personnalités picardes et les mouvements collectifs, anciens ou récents, qui, par leur action, ont porté haut et fort les valeurs défendues par la LDH. De nombreux médias locaux ont fait état des activités de la LDH en Picardie : *Le Courrier picard*, *Le Journal*

d'Abbeville, L'Union, L'Union-l'Ardennais, Oise-hebdo, Aisne nouvelle, Le Parisien, L'Observateur de Beauvais.

Démocratie, libertés

Un nombre croissant d'actions ont concerné ces deux thèmes.

La question de l'extrême droite a été abordée et débattue, notamment avec le film *Mains Brunes sur la ville*, par la section Le Crotoy-Rue, ainsi que par la fédération de l'Oise, dans plusieurs communes (Beauvais, Mouy et Clermont).

Par ailleurs, l'actualité a conduit le comité régional, les fédérations et les sections à réagir publiquement. Ainsi, à la suite de la profanation du monument commémorant le martyr du Chevalier de La Barre, la section d'Abbeville a adressé un communiqué à la presse locale dénonçant cet acte de vandalisme, fruit de l'intolérance et du fanatisme. Après une élection législative partielle dans l'Oise, confirmant la montée du FN, la fédération a rédigé un communiqué appelant à ne pas laisser la voie libre aux droites extrêmes. Le comité régional a adressé un communiqué condamnant le meurtre de Clément Méric, appelant à la vigilance locale.

Des ligueurs et ligueuses des sections d'Amiens, Abbeville, du Crotoy-Rue ont participé à la réunion d'information et de formation organisée par la fédération de la Somme sur la montée de l'extrême droite, dans le département et au niveau national.

La laïcité a également été traitée et défendue : la section de Beauvais a organisé une conférence-débat sur le thème de « La laïcité au XXI^e siècle ». De même, la section de Roye a soutenu l'exposition sur l'histoire et l'actualité de la laïcité : « Liberté, égalité, fraternité... laïcité », proposée par la mairie de Roye, et a organisé une conférence-débat sur « Laïcité, halte à la récupération ». La fédération de la Somme a pris part à la cérémonie annuelle commémorant le martyr du Chevalier de la Barre.

Le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections municipales a, comme les années précédentes, fortement mobilisé. Les sections d'Abbeville et de Beauvais ont organisé des débats publics. La section d'Abbeville a, par ailleurs, appelé, avec le collectif abbevillois, à un rassemblement devant la mairie pour la signature d'une pétition. La section de Le Crotoy-Rue a également diffusé une pétition. D'autres manifestations ont permis de rappeler les combats actuels de la LDH. La section Le Crotoy-Rue a organisé une rencontre-débat sur le thème « Défendre les droits de l'Homme, encore aujourd'hui ».

Plusieurs conférences, forums et stands organisés notamment par les sections du Crotoy-Rue, Château-Thierry, Beauvais et Creil Sud-Oise, ont permis de diffuser la résolution du congrès « Pour un renouveau de la démocratie ».

La section de Château-Thierry a par ailleurs animé deux conférences, l'une sur le droit des femmes, l'autre sur le thème « Voter c'est mon droit », en direction d'un public de lycéens.

En rapport avec l'évolution de la société, les films *Etre là*, de Régis Sauder, et *Les Jours heureux*, de Gilles Perret, ont permis à la section Le Crotoy-Rue d'organiser des ciné-débats.

Suite aux pressions policières lors de la manifestation organisée par l'association Novissen contre le projet de la Ferme des mille vaches, la fédération de la Somme a demandé et obtenu une audience du préfet. Elle y a réprouvé le fichage des manifestants et demandé la destruction des listes établies, comme l'exige le strict respect de la liberté de manifester, inscrite dans la Constitution.

La Picardie étant particulièrement concernée par la Première Guerre mondiale et par la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, les sections, les fédérations et le comité régional ont maintenu la mobilisation. Ainsi, avec plusieurs associations impliquées dans l'évènement commémoratif, le comité régional a participé au rassemblement de préparation à Thiescourt. Deux temps forts ont marqué cette manifestation : la présentation de l'exposition « Maudite soit la guerre » et la conférence sur « Jean Rostand et la guerre de 14-18 ».

La fédération de l'Oise a établi un programme d'actions pour cette période commémorative. La fédération de la Somme, avec la Libre Pensée et le Mouvement de la paix, était présente au Monument aux morts, à Villers Bocage, pour rendre un hommage à Mathieu-Léon Gasparoux, fusillé pour l'exemple en 1915.

Droits économiques, sociaux et culturels

Cette thématique a également mobilisé, plus particulièrement sur la justice sociale, le droit au logement et le droit à la santé.

La section d'Abbeville et la fédération de la Somme ont organisé une conférence-débat sur le thème de l'égalité et la justice sociale. La fédération de l'Oise, en partenariat avec plusieurs organisations dont Attac, a participé au Forum social départemental centré sur l'emploi et la nature du travail. Des ciné-débats sur ce thème ont été organisés par plusieurs sections : celle de Beauvais, à l'occasion de la projection du film *Le Grand retournement* de Gérard Mordillat, celles d'Amiens et d'Abbeville, ainsi que la fédération de la Somme avec *Notre monde*, de Thomas Lacoste. La section du Le Crotoy-Rue est aussi intervenue en milieu scolaire sur le thème du droit au logement. La section d'Abbeville a également abordé un sujet délicat et d'actualité : « Comment appréhender la fin de vie ». Dans ce cadre, elle a organisé un ciné-débat, puis une conférence.

Etrangers

Les sections de Picardie se sont beaucoup mobilisées pour que les étrangers puissent bénéficier de leurs droits. Ce fut le cas pour les demandeurs d'asile ainsi que pour les mineurs isolés et ce, le plus souvent, en partenariat avec d'autres associations (RESF, le Mrap, Solidarité migrants). Ce sont en particulier les fédérations de l'Oise et de la Somme et les sections d'Abbeville, d'Amiens, de Beauvais, de Creil-Sud-Oise, du Crotoy-Rue, de Château-Thierry et de Villers-Cotterêts. Il s'agit principalement d'un soutien individualisé ou, plus occasionnellement, de la saisine des administrations et collectivités locales et régionales et de la participation à des rassemblements. Abbeville et Beauvais ont organisé aussi des ciné-débats, respectivement le film *Enfants valises*, de Xavier de Lauzanne, et *La Pirogue*, de Moussa Touré. Le comité régional, appuyé par les sections de Beauvais et de Creil-sud-Oise, a adressé une lettre aux défenseurs des droits de l'Homme de la région pour signaler les dysfonctionnements concernant la situation des demandeurs d'asile et des

mineurs isolés privés d'hébergement. Il a également, avec le soutien des sections d'Amiens et de Villers-Cotterêts, participé, en tenant un stand LDH, à la Journée mondiale des réfugiés organisée par la Fnars de Picardie. Cette dernière invite régulièrement le comité régional à ses réunions de travail.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Une forte mobilisation a été relevée dans la région, en particulier en cette année où la parole et les actes racistes et discriminatoires ont resurgi fortement. La section du Crotoy-Rue est intervenue dans un collège. A l'appel des sections, des fédérations et du comité régional, des marches contre l'homophobie et le racisme, et pour l'égalité, ont été organisées en janvier, novembre et décembre dans les trois départements, le plus souvent accompagnées de courriers aux autorités départementales et de communiqués de presse. Par voie de presse, la fédération de la Somme et le comité régional ont manifesté leur soutien à la jeune Leonarda, en critiquant la politique autoritaire mise en place par le gouvernement.

Par ailleurs, la fédération de la Somme a dénoncé l'appel à manifester sur le site de la future mosquée d'Amiens, appel lancé par une formation d'extrême droite. La situation des Gens du voyage a été largement défendue. Le comité régional, la fédération de la Somme et la section de Creil-Sud-Oise ont, à plusieurs reprises, alerté la presse, les services administratifs sur les manquements aux obligations légales, relevés au niveau des collectivités locales, voire de l'Etat. La fédération de l'Oise, représentée à la Commission départementale consultative des Gens du voyage, est intervenue, d'une part, auprès du tribunal aux côtés de Gens du voyage expulsés et, d'autre part, du délégué du Défenseur des droits. Le groupe de travail a élaboré un mémorandum constituant une plateforme commune sur cette question, signé par plusieurs associations. Ce document a été adressé au préfet de l'Oise ainsi qu'à tous les membres de la commission départementale.

Les sections de Laon, celle de Creil-Sud-Oise et le groupe régional Gens du voyage-Roms ont continué leur travail en réseau. A l'initiative de la fédération de l'Oise et du comité régional, un colloque

« Latcho drom à la rencontre des Tziganes » a réuni un large public autour de débats, d'une exposition photographique et de musiques tziganes.

International

La section de Beauvais a organisé un ciné-débat autour du film *Khaos*, d'Anna Dumitrescu, sur la crise grecque. Un appel à manifester pour la Syrie a été lancé par la section d'Abbeville. Pour le soutien aux droits des Palestiniens, la section de Beauvais a participé aux rassemblements organisés à Beauvais par France-Palestine et au ciné-débat autour du film *5 caméras brisées*.

Permanences, soutien juridique

De nombreuses permanences d'aide de soutien juridique, hebdomadaires ou mensuelles, sont assurées par les sections, notamment à Abbeville, Amiens, Château-Thierry, Villers-Cotterêts. Elles concernent principalement l'aide individualisée aux demandeurs d'asile.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

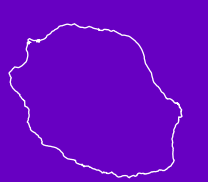
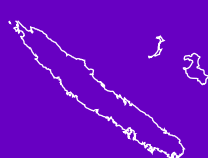
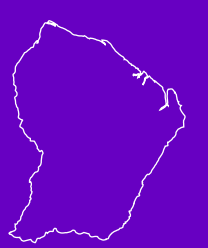
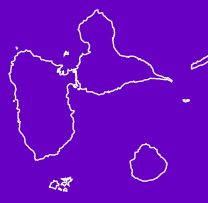
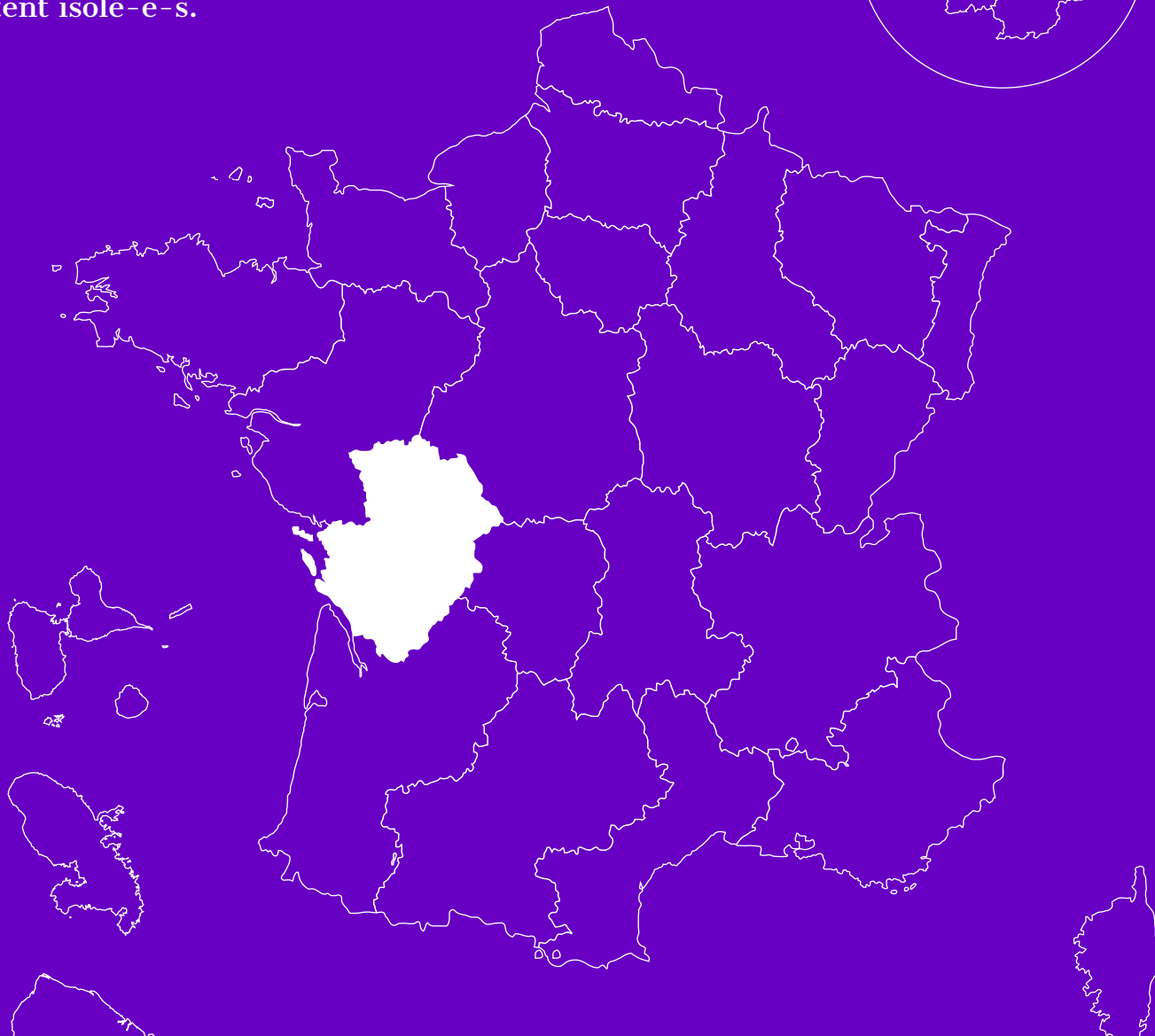
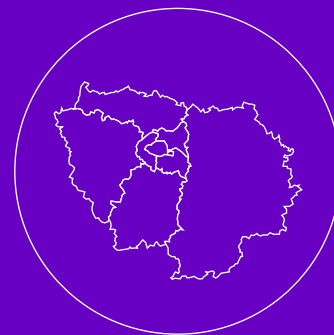
Comme les années précédentes, la LDH est intervenue en milieu scolaire avec le concours « Ecrits pour la fraternité », en particulier la section du Crotoy-Rue. Plusieurs productions ont été récompensées au niveau national. Pour la première fois, la fédération de l'Oise a également participé à cet événement, dans deux écoles. La section de Château-Thierry est intervenue dans plusieurs lycées de l'Aisne pour présenter « Rêve et mystère tzigane », exposition accompagnée d'un livret consacré aux populations rom et tzigane, réalisés par Georges Stadelmann. Le comité régional a mis à la disposition des lycées et collèges de Picardie un exemplaire du livret *Rêve et mystère tzigane*.

Les sections de Beauvais, du Crotoy-Rue et de Château-Thierry participent et tiennent des stands lors de forums des associations.

La région a un blog : www.ldh-picardie.blogspot.fr, ainsi que la fédération de la Somme : www.ldh-somme.over-blog.com.

POITOU-CHARENTES

La région compte 220 adhérent-e-s, réparti-e-s dans 9 sections, elles-mêmes regroupées en 2 fédérations, dont 5 adhérent-e-s restent isolé-e-s.



Deux-Sèvres
Niort : 35

Charente
Angoulême : 5

Charente-Maritime (fédération)
La Rochelle : 41
Montendre : 2
Pays royannais : 38
Rochefort : 7
Saintes : 29

Vienne (fédération)
Châtelleraut : 22
Poitiers : 36

Isolé-e-s : 5

Total adhérent-e-s : 220

2013 fut l'année d'accueil du congrès national de la LDH en région Poitou-Charentes. Sur les cinq premiers mois de l'année, les activités du comité régional ont pleinement été concentrées sur l'organisation de cet événement particulièrement important pour la vie de l'association. La section de Niort, soutenue par des ligueurs de toute la région, s'est particulièrement investie sur la logistique en préparation ainsi que durant l'événement, ceci avec la meilleure coordination possible avec l'équipe du siège.

Néanmoins, la vie des sections est restée active, largement rythmée autour de l'actualité générale et le climat sociétal du pays : les thèmes démocratie et liberté, droit et justice ont concentré un maximum d'actions.

Les ligueurs de Poitou-Charentes restent aussi très ouverts à ce qui se passe dans le reste du monde : le conflit israélo-palestinien, la Syrie ont justifié des mobilisations locales.

Enfin, l'engagement militant, le renouvellement des responsables de section, l'accueil de nouveaux adhérents, de jeunes militants en particulier, reste une préoccupation pour tout le territoire régional. *Sud Ouest, La Nouvelle République du Centre-Ouest, Centre-presse, Le Courrier de l'Ouest, Le Châtelleraudais, D4B*, se font très régulièrement l'écho des activités des sections de la région.

Démocratie, libertés, droits, justice

Sur ces thèmes fondamentaux pour l'association, il y a eu plus d'une dizaine d'actions tout au long de l'année. A l'initiative de la section de Royan, dans sept bibliothèques et centres socioculturels du pays royannais, des lectures publiques des « diseurs de mots » se sont déroulées en introduction des deuxièmes Rencontres du livre et du citoyen, sur le thème de « L'utopie a-t-elle de l'avenir ? ». Sur ce même thème, expositions et débats ont eu lieu tout un week-end, de février à Sain-Palais. Encore à Royan, plusieurs débats ont

été organisés au lycée Cordouan, sur l'esclavage, en partenariat avec l'Acat et le Festival plein Sud, ainsi que sur la Révolution française, avec l'éditeur et auteur Eric Hazan, dans le cadre des Rencontres du livre et du citoyen. Le droit de vote des résidents étrangers non communautaires a été défendu par une mobilisation sur toute la région, souvent en collectif, en particulier à Châtelleraudais, grâce à une campagne avec tracts, conférences de presse... à Poitiers, avec la signature de la pétition LDH, par plus de six cents personnes, et un débat à La Rochelle.

A La Rochelle, de nombreux débats eurent lieu tout au long de l'année à partir de projections, en particulier un débat sur l'extrême droite, avec la projection de

Mains brunes sur la ville. A Niort, la section a participé au rassemblement le 1^{er} Mai « Contre la propagation des idées d'extrême droite », avec l'association Manifeste.

La section de Rochefort a manifesté pour la « réhabilitation des fusillés pour l'exemple ».

Et le 65^e anniversaire de la DUDH a été célébré avec un partenariat entre la LDH de La Rochelle et Université.

Sur la laïcité, une conférence à Châtelleraudais, sur le thème « La permanence de la laïcité de Jaurès à nos jours », a réuni plus de quatre-vingts participants. En Charentes, la section s'est associée à la plantation d'un arbre de la laïcité. Et le comité régional a soutenu et participé à la conférence sur « a laïcité en actes », à Angoulême. La section de Poitiers a participé aux actions du Collectif laïcité, avec la projection du film *La séparation de l'église et de l'Etat*, à laquelle assistaient des publics scolaires (nombreux) et adultes.

En ce qui concerne les prisons, la section de Châtelleraudais, en particulier, a organisé une série de projections-débats avec *Etre là*, film sur ceux qui sont en souffrance, et ceux qui travaillent pour aider à sortir de la souffrance dans les univers confinés des maisons d'arrêt. A Poitiers a été abordé « la santé mentale à l'épreuve de la prison ».

Droits économiques et sociaux

La région a beaucoup travaillé sur l'économie sociale et solidaire : « utopie ou réalité ». Plusieurs réunions, en particulier à Niort et La Rochelle, se sont tenues sur ce thème. Châtelleraudais, en partenariat avec Amnesty et Attac, a organisé une projection-débat à partir du film *Article 23*, référence à l'article de la DUDH sur le droit au travail. A Poitiers, on a abordé le thème « le travail au féminin ». Un groupe de travail sur le revenu d'existence a été créé à Royan.

Etrangers

La LDH en Poitou-Charentes, comme le reste de l'association, se bat pour défendre les droits de chacun, quelle que soit sa nationalité.

Le séjour, la reconnaissance des droits des immigrés sans papiers mobilisent particulièrement les sections.

Selon les villes, la LDH peut être la cheville ouvrière des actions locales : permanence, aide au dossier, accompagnement en préfecture... Dans d'autres cas, les ligueurs s'impliquent dans les collectifs actifs sur la ville.

Sur ce thème, la section de Châtelleraut a démarché la préfecture pour faire le point sur la « circulaire Valls ». Royan et Saintes ont participé à un ciné-débats avec la réalisatrice de *Contre les murs*, documentaire sur le Cra de Toulouse. A Niort la LDH est impliquée, en 2013, pour l'attribution de logements d'urgence aux familles de sans-papiers, ceci à partir d'une démarche volontariste de la maire sur ce sujet, et avec le CCAS de la ville.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Plusieurs temps forts se sont tenus autour des Roms et des Gens du voyage, à l'actualité nationale ou sur des points « chauds » locaux.

A Poitiers, un débat sur « Gens du voyage du mythe à la réalité » a attiré plus de cent participants. La section s'engage aussi pour la scolarisation des enfants et l'accompagnement des adultes.

La section de Saintes, à l'occasion de l'assemblée régionale en janvier, a invité le comité régional à découvrir les terrains familiaux mis en œuvre par la mairie et destinés aux Gens du voyage pour le droit à un logement décent.

A Royan, la LDH anime le Collectif pour un habitat social en pays roannais, qui a incité et obtenu la mise en place d'une Maîtrise d'œuvre d'utilité sociale (Mous) qui devrait déboucher sur l'aménagement de terrains familiaux pour des Gens du voyage ; elle a participé aux réunions de mise en place.

Plusieurs initiatives dans la région pour manifester contre la montée du racisme ont été mises en place dont un rassemblement à Royan, à l'initiative de la section, contre les idées de l'extrême droite, le jour de la venue de Jean-Marie Le Pen (environ quatre-vingts personnes) à l'automne.

La question des droits des femmes a aussi été abordée. La Rochelle a organisé un café-débat sur « Femmes maliennes et fondamentalisme musulman ».

A Niort, les ligueurs se sont impliqués pendant la Journée internationale des droits des femmes, dans le Festival impulsions femmes, où eurent lieu conférences et spectacles, et la section de Poitiers a participé au débat à partir du film *Les Roses noires*, dans le cadre de la Journée contre les violences faites aux femmes.

International

Une dizaine de manifestations ont eu lieu sur l'ensemble des sections de la région.

Dans le cadre de la solidarité avec le peuple palestinien, la section de Châtelleraut a organisé un débat sur la situation des femmes et des enfants dans les camps de réfugiés de Chatila, celle de Niort une projection-débat avec le film *Une bouteille à la mer*, sur la situation des jeunes en Palestine.

La Syrie a aussi été un sujet pris en compte, que se soit par la participation à des « Vagues blanches pour la Syrie », à La Rochelle et Royan, ou l'organisation avec Amnesty d'une soirée d'information avec projection de courts-métrages et débat.

Les sections de Rochefort, de La Rochelle, au sein d'un collectif, ont participé à la Semaine de la solidarité internationale.

Permanences, soutien juridique

On note toujours la tenue de permanences, en particulier pour la constitution de dossiers administratifs des sans-papiers et le suivi des procédures en recours, voire de l'accompagnement : Châtelleraut, Saintes, Rochefort, Royan...

A Niort, les ligueurs participent au collectif Arddi (Association reconnaissance défense des droits des immigrés). Des sections participent aux Cercles du silence, régulièrement organisés dans les villes de la région, celui de Royan est animé par la section.

Communication et pédagogie

Le comité régional encourage les sections à intervenir au sein des établissements scolaires, et particulièrement les lycées et universités.

Plusieurs sections ont des blogs en ligne ou des sites : La Rochelle, Royan. Châtelleraut publie un bulletin *Châtelleraut Libertés*.

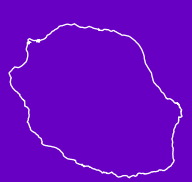
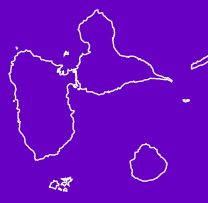
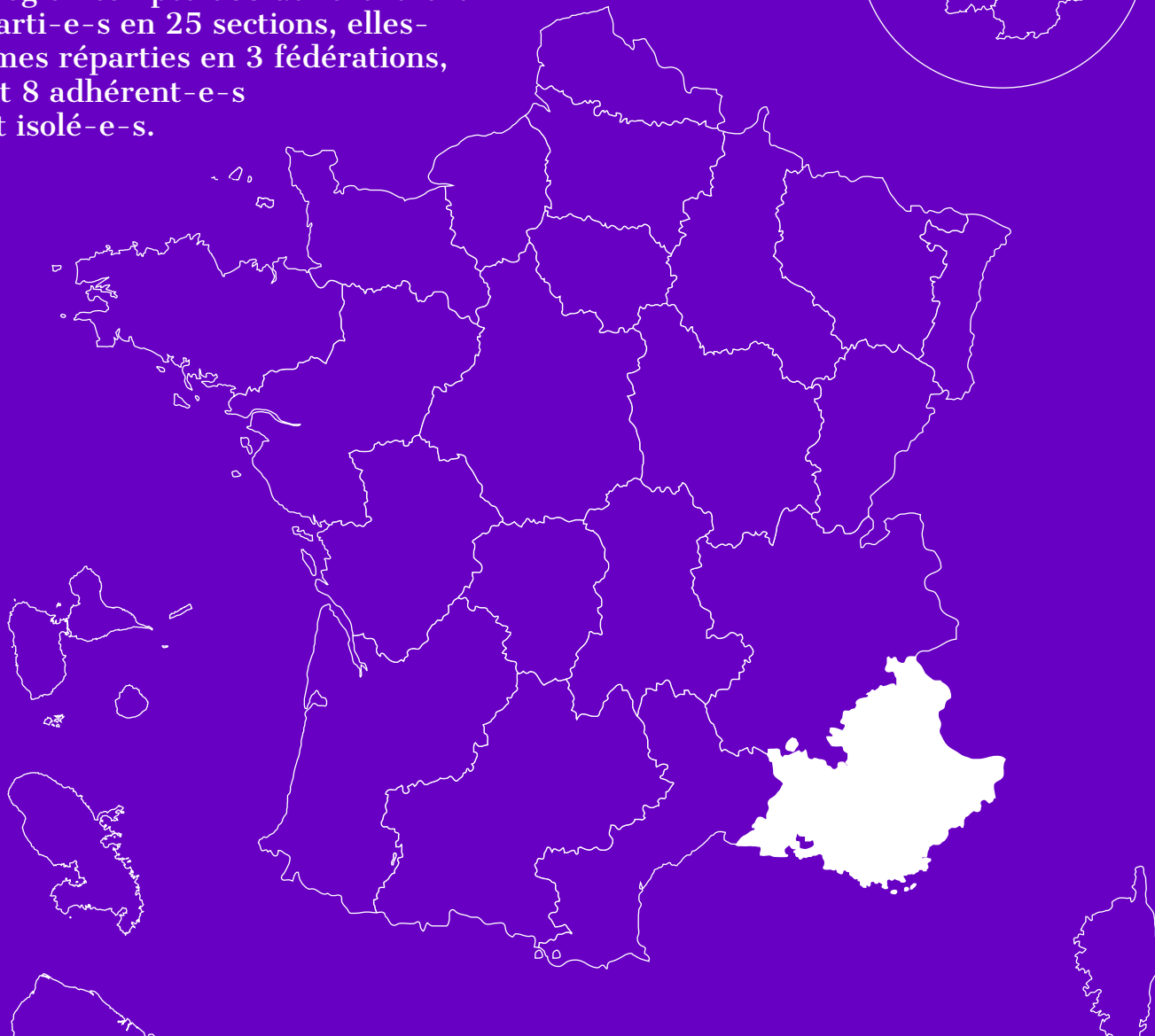
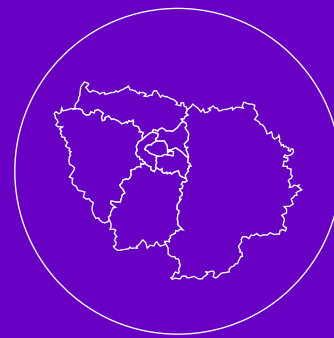
Une action remarquable parmi d'autres

Pour la section de Niort, sur l'investissement et en particulier de sa présidente, la section a notamment travaillé l'organisation du congrès, le bon accueil des ligueurs venus de tout le territoire...

Au-delà de cette fastidieuse organisation, la section a tenu aussi à impliquer les habitants du territoire aux enjeux portés par les militants LDH. Ainsi, pour l'occasion et en parallèle au congrès de la LDH, une exposition « Le Maïtron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social » a été présentée à l'hôtel de ville pour l'accueil de tous les publics, les scolaires comme les adultes. Pour l'inauguration, Claude Penetier, historien, a fait une conférence. Ce ne fut pas le seul temps fort durant le congrès. Il est aussi à noter la participation de Pierre Tartakowsky à l'inauguration de la « rue de l'hôtel de ville » (ex-rue Thiers rebaptisée), ceci au côté de madame le maire – députée des Deux-Sèvres – et de monsieur le préfet. Ces mises en avant pour une sensibilisation générale remarquable aux côtés des travaux menés par les ligueurs réunis en congrès, pour un rayonnement encore plus large de la LDH.

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

La région compte 683 adhérent-e-s réparti-e-s en 25 sections, elles-mêmes réparties en 3 fédérations, dont 8 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



Alpes-de-Haute-Provence,

constitué en fédération :

Digne et Vallées :	6
Manosque :	10
Sisteron :	3

Alpes-Maritimes,

constitué en fédération :

Cannes-Grasse :	70
Nice :	54

Bouches-du-Rhône,

constitué en fédération :

Aix-en-Provence :	84
Arles :	12
Aubagnes/la Ciotat :	24
Istres-Ouest-Provence :	20
La Fare-Les-Oliviers :	10
Marseille 15/16 :	14
Marseille centre :	43
Marseille Nord-Sud :	51

Martigues : 17

Salon-de-Provence : 7

Vitrolles : 11

Var

Draguignan : 14

Fréjus/Saint-Raphaël : 16

Hyères : 12

La Garde : 15

La Seyne-sur-Mer : 36

Saint-Maximin : 31

Toulon : 65

Vaucluse

Avignon/Carpentras : 32

Pertuis : 18

Isolé-e-s : 8

Total adhérent-e-s 683

Les sections de la Ligue des droits de l'Homme de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont réalisé plus d'une 240 d'actions sur l'ensemble du territoire régional, au cours de l'année 2013. Elles ont mis en œuvre parfois en collaboration avec d'autres associations, de nombreuses initiatives afin de promouvoir le caractère universel et indivisible des droits et défendre les libertés.

La LDH a été présente dans la presse régionale et certains médias (NM, Strada, Patriote, Agora FM) ont particulièrement relayé les interventions des sections pour la défense des Roms à Cannes et Nice.

Démocratie, libertés, droits, justice

Les questions autour de la citoyenneté et de l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme.

La section d'Arles a organisé une conférence de presse sur l'histoire des droits de l'Homme en France. Cette section est intervenue aussi dans des lycées autour de deux sujets principaux : le droit de vote et la justice. Dans le cadre de la campagne du droit de vote pour les étrangers extracommunautaires, la section de Cannes-Grasse a organisé un débat en interne sur le droit de vote des étrangers. Une lettre personnalisée de la section a été envoyée à chaque parlementaire de la région afin d'insister sur ce droit, et faire avancer le processus.

De nombreuses sections ont souhaité inscrire leur activité dans la dénonciation des idées d'extrême droite. Ainsi, la section d'Istres-Ouest-Provence a organisé un rassemblement devant l'hôtel de ville d'Istres, en hommage à Clément Méric, assassiné par des personnes dans la mouvance l'extrême droite. Un comité « Istres solidaire face aux extrêmes droite » a ainsi été créé, dont le secrétariat est assuré par la section.

La section de Draguignan a apporté son soutien et son adhésion au texte de l'appel antifasciste « Le fascisme tue. Ensemble, combattons-le! », signé par de nombreuses organisations. Elle s'est déclarée solidaire des citoyennes et citoyens qui ont participé aux

manifestations. La section a également organisé une soirée-débat autour du film *Mains brunes sur la Ville*. La section et le comité régional ont participé à la contre-manifestation anti-FN, qui a tenté de récupérer le drame au cours duquel un jeune a été tué par un déséquilibré mental. Le Comité Istres solidaire face aux extrêmes droites a engagé une campagne contre le FN en distribuant notamment des tracts devant les deux lycées et sur les marchés. Une conférence avec un historien spécialiste de l'extrême droite a eu lieu.

La section d'Istres-Ouest-Provence a obtenu une audience auprès du Consul général de Tunisie, pour qu'il intervienne en faveur d'une mère et ses enfants séquestrés en Tunisie. La libération a été obtenue après une haute lutte par la section, et l'implication des élus locaux.

La section de Canne-Grasse s'est engagée dans le cadre de l'affaire Colonna, en présentant un projet de communiqué sur l'acharnement pénitentiaire dont est victime Yvan Colonna.

Sur le droit pénal et les prisons, la section de Nice a organisé une conférence sur l'Observatoire des comparutions immédiates et a proposé ensuite un ciné-débat autour du film *Zones d'ombres*. Elle participe aux travaux de cet Observatoire.

La fédération des Bouches-du-Rhône a également interpellé les parlementaires de sa région contre l'accord de coopération policière entre la Turquie et la France, et s'est félicité du report de l'examen de cet accord. La section de Saint-Maximin a organisé une conférence sur la question de la

justice, dans les pays européens. Concernant la justice des mineurs, et le droit des mineur-e-s étranger-e-s isolé-e-s, les sections d'Aix-en-Provence, d'Avignon-Carpentras, de Nice, de Cannes-Grasse se sont fortement mobilisées au travers de communiqués de presse, d'interpellations d'élus-e-s locaux, de conférences, de réunions de travail.

Un travail relatif au droit à la culture, la propriété intellectuelle, littéraire, artistique, au droit à l'information et à la liberté d'expression a été mené par la section d'Avignon-Carpentras par le biais d'une exposition sur la censure. En juin, cette section a organisé une fête de la Marseillaise.

Les sections de Marseille ont profité du 2^e Festival de la caricature, du dessin de presse et de la satire pour sensibiliser le grand public sur la question des libertés publiques et des droits de l'Homme.

Plusieurs sections se sont appuyées sur des événements historiques pour rappeler certains droits et libertés. Ainsi la section de Saint-Maximin a organisé une soirée, consacrée à la loi de séparation de l'église et de l'Etat de 1905, en partenariat avec la Libre pensée, une autre sur « Victor Hugo : humaniste et homme de progrès », une troisième consacrée à 1851 et la résistance au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. Istres-Ouest-Provence a également rendu hommage le 11 novembre aux soldats fusillés pour l'exemple, en organisant un rassemblement, devant la stèle de la Paix et la statue de Jean Jaurès, en présence d'officiels et d'anciens combattants. La section de Manoque a assuré une projection-débat sur l'histoire française autour du film *Octobre à Paris* rappelant les événements de 1961.

La section de Toulon a rédigé un texte concernant les harkis. Cette section a également présenté le livre d'Enzo Barnaba *Mort aux italiens!*, relatif au massacre d'Aigues-Mortes en 1893. La section Digne-Vallées a diffusé le film *Les Jours heureux*, en novembre.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

L'indivisibilité des droits consiste à ne pas séparer les droits civils et politiques des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A ce titre, toutes les sections participent et accompagnent les manifestations pour la défense des services publics, le respect des droits économiques et sociaux et pour le droit au travail, en associant leur travail aux syndicats.

Les sections d'Istres-Ouest-Provence et de Martigues ont soutenu des salarié-e-s menacé-e-s de perdre leur emploi, suite à une fermeture d'usine dans la région. A Marseille, la section a organisé une projection-débat sur cette question, en diffusant le film *Les Contis*.

Un Collectif pour la défense des services publics a été mis en place à Aix-en-Provence. La section y est membre actif. Elle participa aussi aux initiatives sur la pollution dans la zone Fos-Ouest-Etang-de-Berre. Le comité régional Paca a organisé une journée d'information sur le développement durable et la responsabilité citoyenne en novembre, à Draguignan. Cette journée d'information a été largement ouverte, ligueur-euse ou non, intéressé-e par la mutation actuelle de l'individu et du citoyen, rendue nécessaire par la crise économique, sociale et le changement climatique. La section de Toulon a manifesté contre le nucléaire.

La section de Draguignan s'est engagée dans la défense du droit au logement, à l'occasion de la fin de la trêve hivernale. Elle a rappelé la nécessité d'une politique publique du logement qui traite à la fois l'hébergement d'urgence et le logement social. Un rassemblement local a été organisé, et un appel à la manifestation nationale, également.

Concernant le travail avec les syndicats, la section de Cannes-Grasse a apporté son soutien à un rassemblement organisé par le PCF de Cagnes-sur-Mer, suite à des tags de menaces de mort sur les murs de leur local. Cette section a poursuivi sa mobilisation dans le cadre d'une action de soutien d'autistes et de leurs familles et a soutenu la revendication du droit à une vie décente pour toutes et tous.

Etranger-e-s, droit d'asile

Toutes les sections de Paca s'impliquent dans l'aide aux étranger-e-s, ainsi que dans le droit d'asile.

Sur cette question, la section d'Istres-Ouest-Provence a rencontré le conseiller à l'immigration du ministre de l'Intérieur, afin d'échanger sur la situation problématique de plusieurs sans-papiers d'Istres, de Martigues et de Miramas. Avec le concours de RESF Paris, elle a obtenu la libération à Roissy d'un demandeur d'asile sur le point d'être expulsé. Plusieurs actions en cour d'appel d'Aix-en-Provence ont été menées avec le soutien de la section. La section Digne et Vallée a organisé une fête de la solidarité sur une place publique, en juin, un « Baleti des sans sapins » en décembre, en soutien aux sans-papiers.

La section de Cannes-Grasse maintient l'organisation de Cercles de silence, initiés en 2008 à la suite du mouvement de travailleurs sans papiers. Ces Cercles ont lieu tous les premiers jeudis de chaque mois entre 17h30 et 18h30, sur les allées de la liberté à Cannes. Les partenaires sont nombreux à Cannes : Acat, Coviam, RESF, Pastorale des migrants, Attac, CCFD, Amnesty, moines de l'Abbaye de Saint Honorat, ... A l'occasion de la Journée mondiale des migrant-e-s de décembre, la section de Cannes-Grasse, a décidé d'organiser une grande soirée sur les Roms, et demandé au fondateur de l'association Présence tzigane, en Paca, d'animer la soirée. Une soirée festive a été organisée ainsi qu'une exposition de photos, réalisée par la section de Nice sur le thème « Tout change, rien ne change » ; enfin, une soirée-débat autour du film *Just the Wind* a été proposée. Le débat « L'étranger, cet autre, notre prochain qui nous ressemble » a connu un vif succès.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes qui semblaient appartenir au passé, obligeant une réaction salutaire et une vigilance accrue. La section de Toulon a diffusé un tract, dès le début de l'année, sur la question

du droit des femmes. A l'occasion du 8 mars, la section d'Arles a commencé à constituer un réseau avec des associations pour échanger sur cette thématique. La section d'Istre-Ouest-Provence a proposé la projection du film saoudien *Wadjda*, suivie d'un débat sur l'égalité entre les femmes et les hommes et la condition féminine.

A Arles, la section a participé à une manifestation « Des femmes en mouvement », à l'occasion du 8 mars, et a proposé la projection du documentaire *Himalaya, le temps des filles*, qui a été suivie d'un débat. La section d'Istres-Ouest-Provence a participé à l'hommage rendu à Louise Michel, décédée à Marseille. La section de Cannes-Grasse a organisé une délégation en soutien aux femmes tunisiennes, à l'occasion du Forum social mondial à Tunis de mars.

A Aix-en-Provence, Avignon, Carpentras, Marseille, les sections se sont mobilisées contre l'homophobie et la lesbophobie, en organisant des réunions d'échanges sur le mariage pour tous, l'adoption, la PMA et la gestation pour autrui. Les sections ont appelé à manifester pour la défense de ces droits. En mars, la section de Toulon a organisé une conférence sur la question de l'homoparentalité.

La section de La Fare-les-Oliviers est intervenue, au sein d'un collège, pour échanger avec les jeunes sur les discriminations liées aux handicaps.

Les sections d'Istres-Ouest-Provence et de Vitrolles se sont mobilisées aux côtés du Mrap pour s'opposer – en vain – à l'expulsion d'un camp de Roms dans la Zac de l'Enjoly, suivi d'une audience avec le maire. Des rassemblements devant la sous-préfecture d'Istres, ainsi que des demandes d'audience pour obtenir des solutions pérennes pour les familles roms de Martigues et leurs vingt et un enfants, ont été organisés. Les sections se sont impliquées dans le collectif Martégal, créé à cet effet. A Cannes-Grasse, la section s'est également mobilisée pour la défense d'une famille de Roms à Juan-les-Pins et a suivi particulièrement le squat dit de « La Perlotte ».

Les 22 et 23 juin se sont tenus, partout en France, des rassemblements en mémoire de Clément Méric, pour refuser toute banalisation du nationalisme, du racisme et de la xénophobie. Les sections de Paca ont toutes proposé et/ou participé aux manifestations contre le racisme de novembre. Une importante manifestation a eu lieu à Marseille.

International

Les sections de Draguignan, d'Avignon-Carpentras, d'Istres-Ouest-Provence, de Nice, d'Arles et de Toulon ont relayé l'appel d'Amnesty en mars « Une vague blanche pour la Syrie », pour dire stop tous ensemble, aux exactions et crimes de guerre commis depuis deux ans en Syrie.

Le collectif Cannes-Grasse de solidarités internationales, dont la section est membre depuis 2012, a interpellé les candidats républicains sur leur programme. La section, avec ses partenaires, le CCFD, le Secours catholique, Amnesty International, le Mas et Solidaires contre la pauvreté, a participé à la Journée mondiale des migrants avec, en particulier, la projection-débat du film *Les Enfants valises*.

La section de Cannes-Grasse a porté une motion sur la Palestine. La fédération des Bouches-du-Rhône s'implique au sein du réseau « ONG pour la Palestine ». La fédération des Bouches-du-Rhône a apporté son soutien aux militant-e-s de la Cimade, accusé-e-s d'antisémitisme par le président du Crif.

La section d'Avignon/Carpentras a proposé une conférence sur « un regard juif sur l'apartheid israélien » et a mis en place le Collectif vaclusien pour une paix juste et durable entre israélien-ne-s et palestinien-ne-s. En mai, cette section a poursuivi ses travaux sur cette question en organisant une réunion de travail au sujet de Jérusalem Est : capitale de l'Etat de Palestine : lieu de fixation des blocages. A l'occasion du Festival d'Avignon, la section d'Avignon/Carpentras a proposé une action culturelle au sein du Festival Off en présentant un spectacle : « Le dernier jour d'un condamné à mort. »

La section d'Istres-Ouest-Provence coordonne, sur le département des Bouches-du-Rhône, un collectif Solidarité Kurdistan.

La section d'Avignon a organisé une conférence sur « l'Europe, l'Europe... Quelle Europe ? »

Permanences, soutien juridique

Les sections d'Arles et de Pertuis assurent des soutiens juridiques sur leurs territoires respectifs, pour la permanence d'Arles. Cela concerne plutôt du soutien individualisé en matière de libertés

publiques et défense des droits en général, alors que la section de Pertuis accompagne majoritairement des étranger-e-s sans papiers pour leurs demandes d'asile et de séjour.

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

La section d'Arles a présenté une émission de radio mensuelle de quarante minutes, présentant la LDH et ses actions sur la station régionale 3D FM. La section de Cannes-Grasse a organisé de nombreux ciné-débats permettant d'approfondir certaines campagnes, de faire de la pédagogie et de sensibiliser le grand public avec des films tels que *Sambra*, *Ceci n'est pas un film*, *Un monde sans fou*, *Enfants valises*. Les sections de Cannes-Grasse et de Fréjus-Saint-Raphaël ont organisé des conférences en lycée, à Fréjus, sur les droits de l'Homme, devant des élèves de terminale et 1^{res}. Les sections de Marseille, de Toulon sont intervenues dans des établissements scolaires également.

Certaines sections, comme celle la Seyne-sur-Mer, ont organisé des manifestations citoyennes pour sensibiliser sur les droits de l'Homme et la citoyenneté, au travers notamment d'activités culturelles, de déjeuners sur l'herbe...

La section d'Aix-en-Provence publie régulièrement un bulletin, *Echos de la LDH*, et possède aussi un site www.ldh-aix.org. La Seyne-sur-Mer tient un blog : www.ldhinfoslaseynesurmer.blogspot.com.

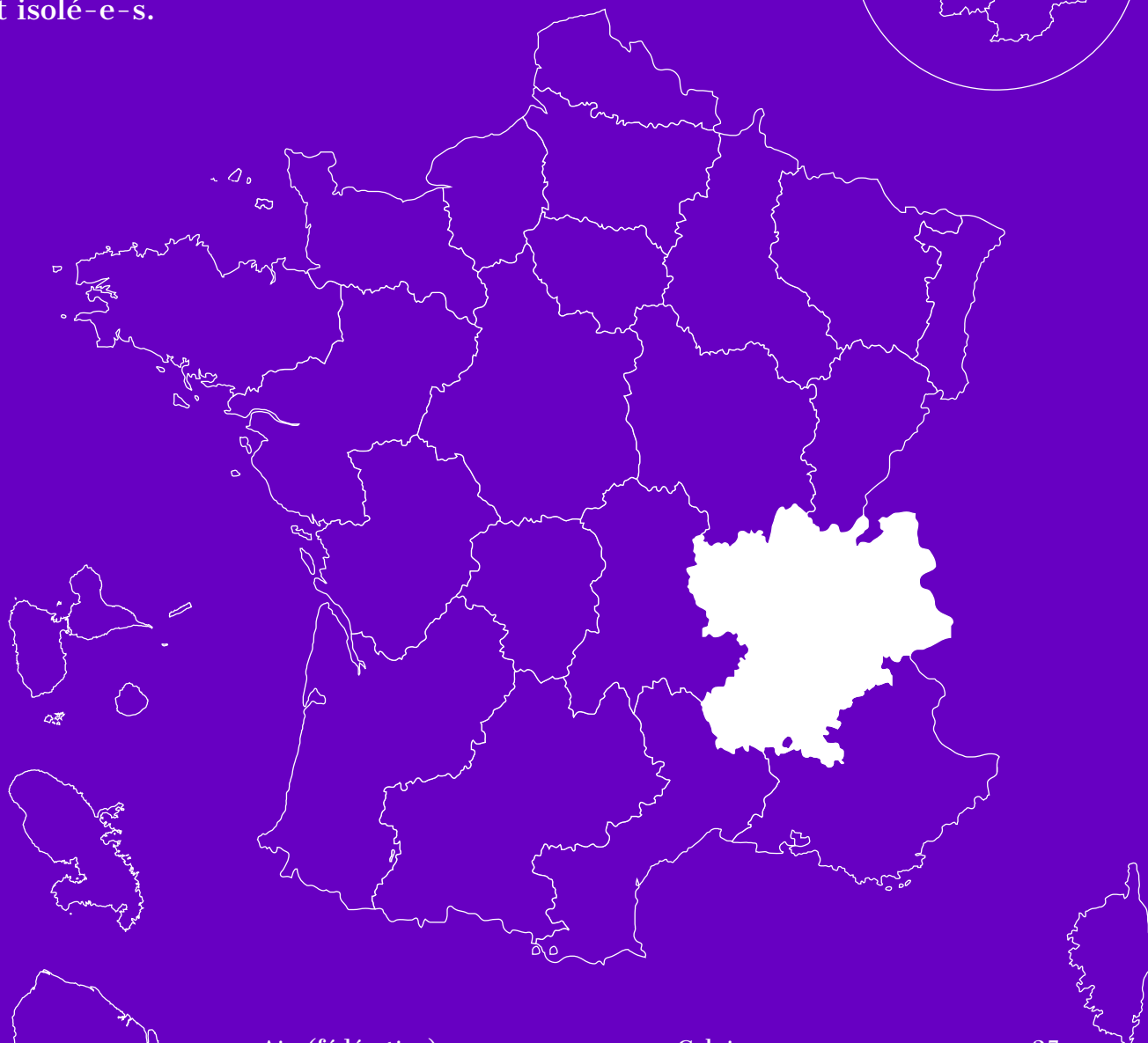
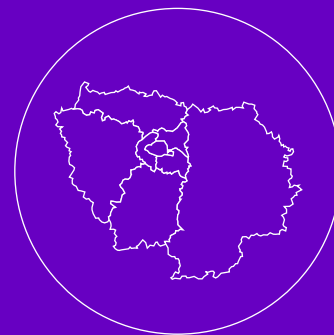
Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional Paca et toutes les sections de Paca ont condamné vigoureusement les scandaleux propos tenus le 12 novembre 2013 à l'encontre des Roms, à Roquebrune-sur-Argens par son maire, Luc Jousse. Celui-ci y exprimait son regret que les secours intervenus dans un camp, à l'occasion d'un incendie, aient été appelés trop tôt. La Ligue des droits de l'Homme, dans sa globalité, a déploré que se poursuive cette libération de propos racistes et

stigmas, en particulier émanant d'élus. La Ligue des droits de l'Homme a déposé une plainte auprès de la procureure de la République du tribunal de grande instance de Draguignan, pour provocation à la haine ou à la violence et à la discrimination raciale.

RHÔNE-ALPES

La région compte 684 adhérent-e-s réparti-e-s en 27 sections, elles-mêmes réparties en 7 fédérations, dont 12 adhérent-e-s sont isolé-e-s.



<u>Ain</u> (fédération)		Caluire :	25
Bourg-en-Bresse :	15	Lyon 3 ^e -6 ^e :	16
Pays-de-Gex :	5	Lyon 7 ^e :	9
Pérouges :	3	Lyon 8 ^e :	8
<u>Drôme</u> (fédération)		Lyon 9 ^e :	8
Romans :	13	Villeurbanne Vaulx-en-Velin :	25
Valence :	23	Lyon centre :	42
Montélimar :	12	Oullins sud ouest lyonnais :	13
<u>Haute Savoie</u> (fédération)		Pierre Bénite :	17
Annecy-communauté d'Annecy :	35	St Fons :	33
Annemasse :	22	Villefranche-sur-Saône :	5
<u>Isère</u> (fédération)		<u>Savoie</u> (fédération)	
Bourgoin-Jallieu :	24	Albertville :	23
Crolles-Grésivaudan :	11	Chambéry :	96
Grenoble :	103		
Vienne :	11	<u>Isolé-e-s</u> :	12
Voiron :	7		
<u>Loire</u> (fédération)			
Roanne :	32		
Saint-Etienne :	36		
<u>Rhône</u> (fédération)			
		Total adhérent-e-s	684

La région compte 684 ligueurs, chiffre qui montre une stabilisation après une augmentation régulière des effectifs dans la région de 2004 à 2010 (passage de 624 à 800 ligueurs).

La région Rhône-Alpes s'étend sur 8 départements (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie)

La région reste forte de ses 27 sections, réparties sur 7 des 8 départements, et il existe 7 fédérations départementales. La région Rhône-Alpes est ainsi la région la plus importante de France, en nombre de ligueurs et de sections, après l'Île-de-France.

Près de 200 actions ont été recensées pour l'année

Malgré un effectif réduit, le comité régional s'est réuni régulièrement. Le délégué régional et son suppléant ont pu assister à presque toutes les réunions du Comité central. La fédération du Rhône a mis ses locaux de Lyon à la disposition du comité régional, facilitant ainsi l'organisation des réunions. Le comité régional a participé à plusieurs commissions du conseil régional Rhône Alpes (Commission régionale de la vie associative-Coreva, Soutien aux politiques associatives ublic-Spap) ; à la Commission régionale contre les discriminations ; rencontres avec la Macif et avec divers élus régionaux ; participation à un colloque organisé par le conseil régional sur le thème « Mieux comprendre les outils européens au service des associations ». Elle a participé aussi à la création du collectif régional (avec l'aide de la fédération du Rhône), Collectif des associations unies et au collectif Alerte.

Devant les demandes des sections, lors de la conférence des présidents, des modules de formation et des réunions régionales ont été programmés :

- modules de formation des ligueurs (nouveaux et anciens) qui portaient sur l'histoire de la LDH, ses valeurs et ses modes d'action, à Montélimar, Grenoble, Bourg-en Bresse et Lyon, réunissant plus de 60 ligueurs ;

- formation des membres des bureaux des sections à Chambéry, suivie d'un module consacré aux enjeux du droit de vote pour les résidents étrangers ;

- assemblée régionale, à Lyon, sous un format nouveau, qui proposait aux représentants des sections trois ateliers. Le matin, l'un sur les Roms (conditions d'accueil, d'hébergement, les camps, les expulsions) ; l'autre sur l'hébergement des demandeurs d'asile déboutés, des sans-papiers et la politique des CADA en matière d'hébergement ; enfin, le troisième sur l'extrême droite dans la région. L'après-midi était essentiellement consacré à l'intervention du directeur régional de la Fondation Abbé Pierre, qui a traité de la réalité de la pauvreté en France, de la réglementation de l'hébergement, du Plan quinquennal de sortie de la pauvreté et des Plans « hiver » 2013 et 2014.

Démocratie, libertés, droits, justice

Les droits civils, politiques, l'Etat de droit, la démocratie et les libertés publiques constituent les préoccupations majeures de la Ligue des droits de l'Homme. Aussi, le comité régional a contribué activement, avec les sections, à la campagne nationale « Droit de vote 2014 » pour le droit de vote des ressortissants non membres de l'Union européenne. La pétition nationale a reçu de très nombreuses signatures en région. Les sections de Roanne, Saint-Etienne, Lyon, Annecy, Grenoble, Valence,

Chambéry ont été à la pointe des actions pour cette campagne.

Le « mariage pour tous » a aussi été l'objet de l'action des sections. Des réunions publiques ont eu lieu, comme à Chambéry, en janvier 2013, où la délégation régionale est intervenue aux côtés du représentant national de « L'inter-LGBT » et de la représentante locale de l'association Contact. Ces actions ont tenté de faire contrepoids aux opposants à la réforme, très présents dans la région, et qui jouissaient d'importants moyens.

En ce qui concerne les droits et la justice, une formation a eu lieu à Grenoble sur le projet de réforme de la justice. La section a aussi organisé une projection-débat avec le documentaire *Zone d'ombre*. Le thème de la prison et de la psychiatrie a aussi été abordé grâce au film *Etre là*, autour duquel Chambéry d'une part, et Lyon 7 d'autre part, ont organisé un débat.

Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

Les droits indivisibles économiques, sociaux et culturels ont mobilisé les sections, en particulier en matière d'hébergement d'urgence. Le comité régional a ainsi cosigné des appels à manifester et a envoyé une lettre ouverte au préfet du Rhône (préfet de région) sur les insuffisances de l'hébergement d'urgence en Rhône-Alpes.

Le comité régional a aussi rendu public une lettre à une élue, maire du premier arrondissement de Lyon 1^{er}, lui faisant part du soutien du comité, à la suite de la garde à vue dont elle avait fait l'objet pour avoir manifesté pacifiquement devant un collège désaffecté, au cours d'un rassemblement en faveur des personnes et familles à la rue. La délégation régionale renouvelait ainsi sa dénonciation de la situation accablante de l'hébergement d'urgence à Lyon, et plus largement en Rhône-Alpes.

Etrangers

La défense des droits des étrangers fait partie des préoccupations des sections de la région, elles œuvrent à ce que chacun, quelle que soit sa nationalité, puisse bénéficier de ses droits et ne soit pas discriminé. Pour cela, les sections travaillent souvent en collectif. Les sections d'Annecy, Grenoble, Chambéry interviennent par des conférences de presse, des appels à manifester, des conférences-débats pour soutenir les demandeurs d'asile. Pour faire défendre les sans-papiers, elles organisent différents types d'action en dehors du soutien individualisé. Par exemple, Vienne participe au Cercle de silence, Grenoble et Valence ont organisé, chacune, un pique-nique de solidarité avec les sans-papiers.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et l'antisémitisme. L'année 2013 a vu ressurgir des paroles et des actes que l'on pouvait penser comme appartenant à un autre âge, obligeant à une réaction salutaire et une vigilance accrue. A la suite de la décision de la LDH de programmer une marche contre le racisme le 30 novembre 2013, plusieurs rassemblements et marches étaient organisés par les sections, en Rhône-Alpes, dont Annecy, Chambéry, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Valence. Les membres du comité régional ont accompagné plusieurs de ces marches qui, dans l'ensemble, ont bien mobilisé.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections font des interventions en milieu scolaire : Caluire, Saint-Fons-Feyzin-Vénissieux, Romans et Lyon, qui est intervenu pour le concours « Ecrits pour la fraternité ». La section de Grenoble était présente au forum de Libération, Romans, Valence, la fédération du Rhône participent à différents forums d'associations. La section de Grenoble édite un bulletin.

Enfin, sur le plan de la communication, la réalisation d'un site Internet régional a dû être reportée en raison de la refonte de la charte graphique. Des listes de discussion pour des groupes de travail sont testées et prêtes à fonctionner, via une interface associative.



LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

tél. 01 56 55 51 00

www.ldh-france.org